

Quaderni eretici | Cahiers hérétiques



n° 5, fasc. 2 / 2017

www.eticopedia.org

Quaderni eretici. Studi sul dissenso politico, religioso e letterario
Cahiers hérétiques. Études sur la dissidence politique, religieuse et littéraire

N° 5, fascicolo 2 / 2017

© Copyright 2017 Ereticopedia.org
Edizioni CLORI – Firenze

www.eticopedia.org/credits
www.facebook.com/eticopedia
www.twitter.com/eticopedia

redazione@eticopedia.org

ISSN on line 2421-3012

Published online January 31, 2018

Quaderni eretici

5/2017

a cura di Luca Al Sabbagh, Antonello Fabio Caterino, Daniele Santarelli, Domizia Weber

Fascicolo 2

Politica e religione in età moderna: azione e riflessione

- Quel Dieu pour quelle République? Le rôle de médiation de Catherine de Médicis entre catholiques et protestants selon la plume du poète Pierre de Ronsard
Vincenzo Vozza 5
- Il caso Volta. La rottura tra Sisto V e il duca di Nevers nell'estate del 1589
Gennaro Cassiani 31
- Erudizione e libri proibiti nella biblioteca privata del "giovane Muratori"
Rosa Lupoli 75

Quel Dieu pour quelle République ? Le rôle de médiation de Catherine de Médicis entre catholiques et protestants selon la plume du poète Pierre de Ronsard

Les guerres de religion en France peuvent être lues avec des perspectives historiographiques différentes, en fonction de la fracture que l'historien aujourd'hui veut explorer avec ses outils de recherche. En termes d'histoire juridique, le grand débat entre philosophes et intellectuels, politiciens et hommes d'État sur les compétences des trois pouvoirs dans la vie institutionnelle, a permis au concept de « médiation entre les corps civiques » de fixer son entrée définitive dans l'ère moderne.

Le fait même d'avoir posé les bases d'un corps d'opinion - même si dirigées exclusivement aux intellectuels du royaume - a voulu dire poser les bases d'une « révolution copernicienne » dont ne pouvais pas ignorer les effets. En particulier, on a pu modifier dans le vocabulaire politique et civique l'extension sémantique de la notion de médiation, en fonction de la diversité de la pensée politico-sociale, de la liberté de conscience en matière de foi, de l'égalité de tous les citoyens devant la loi mais surtout de la paix religieuse dans la République comme objectif de l'homme d'État. Le rôle de médiation est, immédiatement entre les hommes et ceux qui représentent les pouvoirs qui peuvent, de jure, limiter ses libertés individuelles et sociaux, ses propriétés et l'expression de ses intérêts. Dans l'histoire de la monarchie française il y a nombreux exemples du fonctionnement de la politique, capillaire, de l'administration des biens féodaux. Mais il y a une autre médiation, que seulement le roi en tant que tel peut administrer : quelle entre Dieu et la République. La question est donc de redonner un sens aux deux grands concepts-clés de la structure politique de l'époque moderne, qui ont accompagnés les grands

changements politiques et institutionnels des Etats-nations européens : la religion et le pouvoir souverain. Dans cet essai, je saisis certains aspects de la relation controversée entre ceux deux concepts très débattus pendant la Renaissance française, selon l'interprétation originale d'un étranger aux technicisms de la littérature politique, mais proche aux thématiques politico-religieuses : le poète Pierre de Ronsard (1524-1585).

Deuxième particularité, le sujet de ses attentions ne serait pas la figure classique d'un homme ; mais d'une femme ; pas d'une française, mais d'une italienne ; pas d'un pouvoir légitimé par le droit du saine, mais par le conseil du roi. Nombreux sont les événements qui ont marqué l'histoire des conflits religieux sous la régence de Catherine de Médicis, beaucoup plus complexes que les solutions drastiques adoptées pendant le règne de Henri II de Valois. Après une introduction historique qui retrace de façon critique les difficultés rencontrées par la Reine Mère dans l'application des édits de Saint Germain-en-Laye et Amboise (17 Janvier 1562 – 17 aout 1563)¹, on cherchera, dans les textes dédiés par Ronsard à Catherine de Médicis, surtout le *Discours des misères de ce temps, à la reine mère du roi* (1562) et sa *Continuation* (1563), le vocabulaire de la transformation religieuse et institutionnelle (les mots « Dieu » et « République »), commencé en grande partie avec les premiers et inaliénables concessions faites aux protestants françaises.

1. De l'Edit de Saint-Germain-en-Laye à l'Edit de Amboise : une narration

Après la mort d'Henri II, c'est pendant le court règne de son fils François II (10 juillet 1559-5 décembre 1560), d'à peine quinze ans et pas capable de gouverner, à qui on a posé les bases des événements qui ont créé dans le royaume une longue période d'instabilité

¹ On touchera seulement de loin les questions sur les responsabilités politiques de Catherine de Médicis - qui ne se rapportent à cet essai.

sociale. Les Édits de Châteaubriant (27 juin 1551) et de Compiègne (24 juillet 1557), voulus par Henri II, non pas dissuadés les sympathisants des idées réformées – en particulier ceux qui ont joué un rôle institutionnel – à renoncer à leurs positions en vertu de la fidélité au Roi en tant que défenseur de la foi catholique. Le risque était simple, et aurait déclenché à lui seul une série de réactions en chaîne qui pourraient déstabiliser la centralisation politique du royaume. Une centralisation que les Valois avaient été capables d'accomplir, à une noblesse (les « pairs du royaume ») pas complètement soumise et bénéficiaire d'un grand nombre de privilèges.

Cela pose la première question à laquelle on va essayer de répondre : quelle est la différence entre la fidélité au « Roi » et la fidélité à la personne d'« Henri II » ? Entre la souveraineté (dans ce cas, la royauté) et celui qui l'exerce ? Il y a cependant seulement un garant de la transmission de la souveraineté, qui est Dieu, selon l'image de l'onction biblique du roi David et son élection divine². Le médiateur de l'acte de consécration est l'Église, qui fait du corps mortel individuel du roi le seul symbole de la vénération de toute une nation, le sceau de l'unité sociale du pays. Sans l'aval de l'Église ce corps revient à être un seul et remplaçable³.

La rhétorique des symboles, chargée sémantiquement, maintient le fragile équilibre interne du Royaume de France ; cependant, l'an 1559 semble totalement défavorable à la maison des Valois : le roi

² Samuel 16, 1-13 ; on peut voir encore l'hébreu *masha'h*, « oindre », et ses dérivés sont rendus en grec par le verbe *khrio*, les noms *khrisis* et *khrisma*, onction (*Exode* 29, 7 et 21, *Lévitique* 7, 35, et alii), par l'adjectif substantivé ὁ χριστός, *ho khristos*, « l'oint » (le prêtre oint, *Lévitique* 4, 5), ou encore par le participe substantivé *ho kekhrismenos* (« celui qui a été oint », *Lévitique* 4,3). La forme grecque *Khristos* est celle du nom donné à Jésus « Christ », tandis que la translittération de l'hébreu *mashia'h*, « Messias », a donné celui de « Messie ». Ce sont les bases de l'assimilation du Roi avec le Christ.

³ Sur ce sujet il y a beaucoup de références. On suit ici les leçons de BLOCH 1989 et de FILORAMO 2009. KANTOROWICZ 1956, p. 214, utilise pour son argumentation la doctrine du juriste napolitain Luca de Penna (XIV siècle), qui définit la relation entre le prince et la République comme un « matrimonium morale et politicum ».

meurt suite à un incident futile et l'héritier est gravement malade. Le voile allégorique qui décourage les factions catholique et protestante de la confrontation ouverte semble se dissoudre lentement. La nation avait besoin d'un *leader*.

1.1 Catherine de Médicis entre catholiques et protestants

Comme a réaffirmé Jacques Le Goff⁴, dernière voix en ordre de temps et d'autorité historique, les témoignages documentaires qui représentent un de deux factions dans un conflit, particulièrement de caractère politico-religieux, comme cela a été le cas pendant le règne de François II, doit être lu avec toute la prudence nécessaire. Le risque est de fonder une historiographie entachée d'une polarisation idéologique des producteurs des documents que ce soient littéraires, historique, juridiques, etc.

Tels ont été les bases de la construction de la « légende noire » de Catherine de Médicis et du cardinal de Lorraine, qui n'ont pas donné la possibilité de faire une lecture des deux années cruciales pour les débats entre catholiques et protestantes français avec la nécessaire impartialité historique. En vérité, seulement d'études plus récentes ont réhabilités ces deux acteurs politiques qui ont occupés des positions si complexes dans la structure institutionnelle du royaume⁵. Et ce déplacement historique passe par la proposition de nouvelles questions plutôt que par des réponses faciles. Une exception peut être l'œuvre de Ronsard.

Catherine de Médicis jusqu'alors était restée à l'écart à regarder avec désapprobation non dissimulée la puissance excessive accordée par son mari Henri II aux chefs du parti catholique, le duc de Guise et le cardinal de Lorraine. A la mort du Roi et après l'échec de la

⁴ Ma réflexion suivi l'article de Jacques Le Goff cité par DOULONG 2000, p. 115.

⁵ Pour Catherine de Médicis voir l'édition critique de l'épistolaire de GELLARD 2015; et les travaux plus récentes de KNECHT 1998; KNECHT 2012, pp. 31-46; pour le cardinal de Lorraine voir les plus récentes CUISAT 1998; DUROT 2012.

conspiration protestante d'Amboise (mars 1560), elle décide d'adopter une politique plus prudente en faveur de son fils⁶.

Ce sont encore de loin les récriminations qui seront apportées à la reine veuve pour le massacre de la Saint-Barthélemy, le sujet des âpres invectives et plaintes non seulement en France mais aussi dans le reste de l'Europe réformée. Catherine de Médicis après la conjuration d'Amboise dispose d'une politique que l'historiographie a définie d'« irénisme » et d'inspiration érasmiennne. Les médiateurs de la paix politico-religieuse (ou « moyenneurs » comme ils étaient appelés par ses détracteurs), n'auront pas une vie facile dans l'arène institutionnelle française, comme cela a été le cas au lendemain de la réaction catholique à Amboise, quand la pression sur les deux côtés semblait avoir atteint sa limite⁷.

Ce qui importe dans ce contexte est non seulement qu'elle recevait, par les deux côtés, les pages les plus intéressantes de la doctrine politique, les plus « modernes » que le royaume de France, dans un tel moment délicat de son histoire, ait écrit⁸. Mais aussi son plus proche rival, le cardinal de Lorraine, dirigea ses pas vers l'inclusion de l'élément hétérodoxe et se faisait promoteur d'une dialectique bien ouverte et conciliante, surtout dans le colloque de Poissy. Toutefois, Lorraine n'a pas manqué de cultiver les intérêts de sa famille, les Guises, sur les dos de sa nièce Marie reine d'Ecosse et consort de

⁶ On se réfère pour plus de détails à la bibliographie suivante : pour la reconstruction de l'arrière-plan voir Miquel pp. 211-212 ; pour la conjuration d'Amboise (Mars 1560) voir ROMIER 1914 ; ROMIER 1923, pp. 86-122 ; VIVANTI 2000 ; pour un essai critique sur la naissance du droit de la noblesse de se révolter au roi, voir JOUANA 1989.

⁷ TURCHETTI 1984 ; WANEGFFELLEN 1997, pp. 99-208 ; JOUANA 1998, pp. 1134-1136 ; PETRIS 2000, p. 39 ; GEONGET 2005, pp. 165-181.

⁸ C'est-à-dire, par exemple, que le rôle de la royauté, en descendant de Dieu, est de maintenir la paix et la concorde, selon l'image biblique de la Jérusalem céleste e de la Cité de Dieu augustinienne.

France, et profiter ainsi du vide institutionnel pour remplacer la rivale Catherine de Médicis dans la politique dynastique⁹.

1.2. La formation d'une identité controversée : français protestants ou protestants français ?

Après la mort de François II, Catherine de Médicis a la régence pour son petit-fils Charles, d'accord avec les princes de sang de la famille Bourbon. En vérité, ils auraient été les principaux bénéficiaires de la conjuration d'Amboise et de l'extinction de la famille royale. La régente, en connivence avec Michael de l'Hôpital, inaugurerait la saison des colloques qui apporteront les bases - non sans peine d'ailleurs - au premier édit en faveur des réformés.

Même dans ce cas nous avons besoin de nous poser des questions dont les réponses se trouvent dans les témoignages des contemporains. L'Édit sera promulgué en janvier 1562, après le colloque de Poissy¹⁰, mais serait-quoi au centre de son action juridique ? L'être *français* ou l'être *protestant* ? Il pourrait sembler simplement une forme d'expression rhétorique, mais pour comprendre la grande importance que l'Édit de Saint-Germain-en-Laye a eu en fonction du dialogue entre les convenues au colloque de Poissy, nous ne pouvons pas négliger le point de vue de ses rédacteurs. Ceux qui ne professent pas une foi et qui ne reconnaissent pas l'église de Rome, ni son rôle de médiatrice de l'action divine (les *protestants*), peuvent-ils être reconnus comme une partie du peuple, et donc *françaises* ? Peuvent-ils encore être considérés citoyens du royaume ? Et encore : doivent-ils être considérés un corps étranger (de la même façon des communautés juives pendant le XV^{ème} siècle) et donc expulsés du Royaume ? Parce-que, étant le souverain lui-même le premier bénéficiaire de la médiation ecclésiastique entre Dieu et son peuple, dans l'acte de

⁹ SUTHERLAND 1984, pp. 113-138 ; BENOIST 2010, pp. 14-28.

¹⁰ DELABORDE 1874 ; DE RUBLE 1889 ; NUGENT 1974 ; PEYRAT 2004.

l'onction, pourrait-il être appelé « souverain » aussi de la partie du peuple *protestant* ?

Une perspective différente pourrait mener à un autre problème : si on accordait la liberté du culte, que-est ce que lierait le peuple à leur roi ? De quel droit le souverain pourrait-il exercer la loi de façon absolu si son pouvoir dérive d'une Eglise – l'Eglise catholique – qui n'est pas reconnue par le peuple *protestant* ? Le premier risque, celui-ci politique, est évident : la centralisation du pouvoir, qui a été l'objectif d'Henri II et de ses prédécesseurs, aurait laissé la place à la fragmentation du royaume, et la noblesse aurait pu revendiquer l'indépendance de la couronne sur les régions qu'elle gouvernait. Et par conséquent, tout ce qui serait fait « au nom du roi » - un ordre extrêmement performatif¹¹ - perdrait son autorité, car il deviendrait « relatif » à ceux qui reconnaît le droit divin du souverain : le droit de la perception des impôts, de la suppression des bénéfices, de recueillir les dîmes à l'Eglise, de l'application de la loi, de pardonner les condamnés, de proclamer la guerre contre les infidèles etc.

Le deuxième risque est quel social : la sensibilité à la fidélité du vassal vers son seigneur a eu toujours des rites précises – un code relationnel inscrit dans les contrats feudaux à travers symboles matériels et mots chargés de signifiat – et que le peuple *bas*, jusqu'au début du XV^{ème} siècle a subi passivement. A la fin de la guerre des Cent Ans, le peuple a fait sentir sa voix par les émeutes paysannes, mettant en danger la « sacre paix civile¹² ». L'Edit de Saint Germain-en-Laye donc est adressé à la conscience de tous, quand il récite dans ces premiers mots qu'il a était promulgue

[...] par la malice du temps et la diversité des opinions qui regnent en la religion ; et que, quelzques remedes que noz predecesseurs aient tentez pour y pourveoir, tant par la rigueur et severité des punitions que par douceur, selon leur accoustumée et naturelle benignité et clemence, la chose a penetré si avant en nostred. royaume et dedans les esperitz d'une partie de noz sub-

¹¹ Bourdieu XXX

¹² CROUZET 1998, pp. 454-456.

jectz de tous sexes, estatz, qualitez et conditions que nous nous sommes trouvez bien empeschez, à nostre nouvel advenement à ceste couronne, d'adviser et resouldre les moiens que nous aurions à suivre pour y apporter quelque bonne et salutaire provision [...]¹³.

Il est dirigé à tous les sujets français, sans distinction, et vise à mettre une solution non pas à la question de quelle serait la « vraie Religion ». En attendant que l'Eglise se prononce, L'Edit – ou bien, la régente – veut redonner la paix en appelant à l'autorité suprême du Roi. Nommé peu dans le document, « Dieu » n'est pas l'objet de cette mesure royale. La souveraineté réside uniquement dans le roi ou, dans ce cas, dans sa régente, et l'Edit est adressée à *tous le français entant que tels*, aux protestants et aux catholiques. La clause toujours utilisée dans le document est importante : « de quelque religion qu'ilz soient ». Le document assure que :

[...] où quelques ungs voudroient les offenser, ordonnons à nosd. magistratz que, pour éviter tous troubles et seditions, ilz les en empeschent et facent sommairement et severement punir tous seditieux, de quelque religion qu'ilz soient, selon le contenu en nosd. precedens edictz et ordonnances, mesmes en celle qui est contre lesd. seditieux et pour le port des armes, que nous voulons et entendons en toutes autres choses sortir leur plain et entier effect et demourer en leur force et vertu¹⁴.

Le roi permet aussi aux *protestants français* de célébrer le culte à l'extérieur des villes fortifiées ainsi qu'à tenir des assemblées dans les maisons privées à l'intérieur de ces mêmes villes. Les protestants doivent en échange renoncer aux lieux de culte dont ils s'étaient emparés. La création de consistoires et la réunion de synodes sont autorisées. Les pasteurs sont reconnus mais doivent prêter serment aux autorités civiles. Ce qu'est important aussi è la reconnaissance juridique d'une entité politico-sociale ayant le droit d'exercer une opi-

¹³ Publié par BARBICHE 2009²; orig. en Arch. nat., X^{1A} 8624, fol. 369 r^o-382 v^o, registre.

¹⁴ Ibidem.

nion différent de la majorité du peuple, mais en chaque fois soumise à l'autorité souveraine¹⁵.

Catherine de Médicis a essayé de tenir un rôle de médiation politique faisant autorité entre les deux parties, qui, dans sa vision de la situation, auraient conduit surtout à un renforcement du prestige et de l'autorité royale. Le duc de Guise et son frère, le cardinal de Lorraine, n'ont pas accepté cette ligne et ont considéré l'édit comme une erreur, une concession dangereuse pour les protestants et, en substance, une victoire des protestants dans le conflit qui les a vus opposés aux catholiques. En mars de la même année, ils ont fait preuve de leur aversion pour le décret par le massacre de Wassy (1^{er} mars 1562). Si François de Guise parle dans ses lettres d'un *accident* dans chaque camp, les partisans de la guerre se sont persuadé du contraire et parle d'une préméditation de sa part et se croient autorisés à lancer la lutte ouverte¹⁶.

Le second édit que Catherine de Médicis doit rédiger comme régente remets de façon en question les capacités de négociation de sa puissance, parce que en ce circonstance avait perdu du terrain face à minorité protestante - ou, si on veut le lire comme une faiblesse interne de la dynastie des Valois, elle avait cédé au chantage de la famille Bourbon, prétendante au trône. La faction catholique des

¹⁵ Ce sera la marque du royaume de Elizabeth I^{ère} en Angleterre, qui, les mêmes années (1559-1562), avait construit le *corpus* de lois nécessaire pour stabiliser le pays après le règne conjointe de sa sœur Marie avec Philippe d'Espagne, signée par les persécutions au damage de protestants et la restauration du catholicisme. Avec le deuxième *Act of Supremacy* and le jurement des Chambres, Elizabeth aurait obtenu, dans le demi-siècle appelé « âge d'or », l'autorité politique mais surtout « morale » sur son peuple. Changent la mot « chef » de l'Eglise en « gouverneur », à différence de l'édite signée par son père le roi Henri VIII, elle avait dirigé le *consensus* catholique vers le concept juridique de *gubernare* (avoir-à-cœur) plutôt que *dirigere* (disposer de l'Eglise comme une propriété) ; voir BRAY 2004, pp. 318-322.

¹⁶ VALOIS 1913, pp. 189-235 ; CARRIERE-VALOIS 1920, pp. 344-350 ; CULLIERE 2004, pp. 121-152 ; LE ROUX 2013, cap. VIII ; EL KENZ 2014, pp. 92-97 ; BENE-DICT 2014, pp. 24-36.

Guises avait déjà eu une forte influence sur Henri II et avait représenté la continuité avec les actions répressives qui avaient été menées par le souverain contre les protestants. Les Guises maintenant ont montré avec la force militaire que la régente, avec le chancelier Michel de l'Hospital, avait épuisé sa capacité de médiation. En France comme dans d'autres pays européens, les actions politico-institutionnelles fondées sur les principes d'Erasmus et ses disciples, avaient échoué. Le Concile de Trente achevait sa dernière session et la prééminence de la ligne conservatrice, adoptée par Lorraine dans un court laps de temps - pendant ses opportunités - marquerait les futures prémisses pour un changement de Catherine de Médicis.

L'édit d'Amboise du 19 mars 1563¹⁷ était le résultat donné par le coup-de-théâtre de Wassy, tragédie écrite en un seul acte par des dramaturges très habiles dans la politique française, représentent dans les délicates négociations de paix « l'inattendu-prévu ». Le traité a conclu la première phase des guerres de religion, garanti les privilèges aux protestants français et la liberté de culte. En dépit d'être plus restrictive que celui de Saint Germain, l'édit d'Amboise autorisait les services religieux protestants librement et non réglementés aux manoirs et villages de certains bailliages¹⁸.

2. Des modèles différentes pour présenter la royauté

Ces événements considérés avec les clés-de-lecture de la recherche historique et de la critique historiographique ont permis de développer la compréhension des faits et ont offerts la possibilité à la génération-fille du XXI siècle de raisonner sur la formation de l'Etat moderne. Ce qui est important, après tout, est la pression condensée d'événements dans de l'histoire française : des années cruciales pour

¹⁷ POWIS 1980, pp. 180-196 ; SUTHERLAND 1980, pp. 356-sgg. ; CARPI 2012.

¹⁸ Publié par BARBICHE 2009², orig. en Arch. nat., X^{1A} 8624, fol. 369 r^o-382 v^o, registre.

le long débat sur la relation entre « ce qui exerce le pouvoir » et « ceux qui bénéficient d'un bon souverain ».

Laïcs et clergé, nombreux étaient les intellectuels qui ont lu ces temps avec leurs écrits certaines inflexibles tandis que d'autres plus dialectiques. Quelque soient les choix qu'aurait fait Catherine de Médicis, elle aurait soulevé des critiques et des applaudissements dans la *République des lettres* française. Et la Régente, dans son rôle institutionnel, avait compris que l'action politique devait avoir le soutien de l'opinion public. Dans ce cas, le *sens politique* de la reine veuve a emmené à ne pas ignorer les « minorités » du royaume – ou pire, les affronter avec la force. En tant que corps social constamment à la recherche du soutien politique, les minorités ont été constituées comme un cancer social : un organisme dysfonctionnel, qui aurait pu chercher des aides financiers, militaires et morales même loin des frontières de la France, là où les ennemis de la couronne Valois espéraient seulement un faux-pas de la Reine mère et ses conseillers.

Pour donner quelques exemples : Théodore de Bèze à Genève était inquiet avec les calvinistes suisses à cause des nouvelles du nord de la France, surtout après Poissy. Il n'avait pas hésité à croire antinomique la position réformée avec l'*aut nos aut nihil* de Lorraine. L'Angleterre, qui parallèlement avait continué ses actions militaires à la frontière avec l'Ecosse, avait soutenu la cause des Bourbons. Mais surtout le *Protestrecht*, le droit de protestation des princes allemands à Spire et puis à Auguste, en opposition au pouvoir central impérial – dont l'issue juridique a été la reconnaissance du principe du *cuius regio et eius religio* – aurait pu être également appelé par la noblesse française¹⁹.

On aurait pu chercher pour cet essais nombreux intellectuels parmi les plus actifs sur le dialogue sur la souveraineté et le droit de l'exercice du pouvoir. Mais on a pu voir que ce qui a fait la différence entre Ronsard et les intellectuels « de profession » (Bodin, La Boétie et Montaigne), dans leurs biographie et production littéraire,

¹⁹ CHRISTIN 2000, p. 44.

peut être aussi le point de convergence dans le quel chercher les points les plus remarquables du débat sur la royauté. Le premier sujet des thèses de Ronsard est « Dieu » dans sa fonction de concept-limite (on aurait dit de « universel *a priori* ») du débat politique. On ne trouvera jamais une œuvre dédiée principalement à cette matière. Mais on ira chercher entre les lignes de ses écrits la présence du concept politique de la puissance divine. En particulier, la question est si la religion, comme expression organisée de la foi dans le Dieu chrétienne, peut être considérée « encore » l'élément d'union et de légitimation de la royauté alors que l'institution qui est garante de la conservation de ce pouvoir – l'Eglise catholique – n'est pas reconnue par une partie du peuple-sujet.

Le deuxième sujet est l'Etat, la *Res Publica* toujours exaltée par les intellectuels de cour. La tradition juridique romaine n'entendait pas la République comme une formation institutionnelle de l'état, parce qu'il était un concept difficile d'obtenir dans l'antiquité, quand on ne pouvait pas penser à l'état comme un sujet juridique abstrait. Nous considérons ici la traduction latine du mot grecque πολιτεία. La République est ainsi donc l'agrégation des citoyens qui – comme écrit Cicéron dans son œuvre fondatrice – sont unis par les mêmes lois et intérêts (*De Re publica*, I, 25)²⁰. Le concept de République a eu différentes interprétations surtout au Moyen Age, et puis est devenu encore central parmi les intellectuels qui ont découvertes la puissance du peuple comme sujet du changement politico-social. En termes générales, la fracture laïque que la Reforme a produit dans le « pensée majoritaire » identifiée par la notion catholique de *societas perfecta* (Bellarmino), a permis aux intellectuels européens de soutenir le droit naturel (*jus naturale* ou jus-naturalisme), ayant comme références Bodin et Montaigne, mais aussi dans la génération suivante, François Hotaman et Johannes Althusius.

²⁰ M. C. *Ciceronis De Re Publica*, I, 25 : « Est igitur, inquit Africanus, respublica, res populi ; populus autem non omnium hominum coetus quoquo modo congregatus, sed coetus multitudinis iuris consensu et utilitari comunione sociatus ».

Ce qui est le plus important à noter est que les œuvres que nous utiliserons ici suivent l'évolution de la pensée de Ronsard, et qu'il est notamment placées dans la première période de la longue période des conflits religieux. Alors que le répertoire poétique de Ronsard évoque la puissance de la politique médiatrice royal, la réflexion de la plupart des penseurs de la génération suivante – par exemple les déjà nommées Bodin, Montaigne et La Boétie – se développera après la nuit de la Saint-Barthélemy (1578), dans un moment de faiblesse la plus graves pour le royaume : il y'aura les mêmes acteurs, mais avec des masques différents.

2.1. Ronsard, le Roy-Dieu

Ronsard était un homme qui avait vécu la majeure partie de sa vie dans le sillage des fortunes liées à sa famille. Son père, ancien Maître d'hôtel du roi François I^{er} et en dépit de ne pas appartenir à la noblesse, il avait assuré la présence de son fils à la cour. Pierre de Ronsard avait commencé sa carrière comme un courtisan, page du jeune dauphin François. Les événements qui ont conduit Ronsard à former la communauté littéraire connue sous le nom de *Pléiades* étaient également derrière le grand poids culturel qui a continué à jouer à la cour, personnifiant - dans le témoignage que nous avons de son activité - l'image du « poète-adulateur » parfait.

Priver l'herméneutique de l'œuvre de Ronsard de la « vénération » du souverain en tant que garant de ses fortunes financières, laisse des aspects très profonds qui peuvent trahir le lecteur qui ne les lisent pas dans ce contexte. Ronsard en fait n'écrit pas pour plaire à la « personne » du roi, mais pour louer l'institution royale.

La connaissance du répertoire classique et du lexique grec et latin, au centre des intérêts des *Pléiades*, étaient les réceptacles de la rhétorique sémantique à partir de laquelle Ronsard a récupéré les matériaux pour ses *Odes*, *Hymnes* et panégyriques. Mais le choix d'un tel vocabulaire spécifique révèle une prise de conscience beaucoup plus profonde que son service de poète-de-cour ne pouvait faire. Les mots

qui seront décrits ci-dessous, tirées de ses œuvres que je considère exemplaires, captent les structures sur lesquelles Ronsard construit son complexe système de pouvoir. Le poète en fait, place la souveraineté dans une dimension spatio-temporelle « autre » (c'est-à-dire métaphasique), où la réalité matérielle est représentée par les sujets sur lesquels un tel pouvoir est exercé²¹.

Selon Ronsard, lecteur de Machiavelli dans le contexte de la tradition française, la religion doit d'abord être un facteur de cohésion sociale, pas de division. L'hypothèse avait été déjà exposé par Claude de Seyssel dans son travail *Grant' Monarchie de France* (1519). La religion à laquelle Ronsard se rapporte n'est pas un culte positif : selon une para-étymologie discutable mais efficace, le mot latin « religio » a sa racine dans le verbe « religare ». La religion est un lien social entre les hommes qui exercent la même foi, aussi dans un idéal, pas entre les hommes et Dieu : ça marque bien la nécessité d'un héros ou d'une héroïne qui peut faire communiquer, traduire et interpréter ceux qui semblent incommunicables.

Dieu, ou principe général théiste de l'exposition que Ronsard fait dans l'*Hymne de la Justice*, est l'élément qui déguise la « loi » chantée par le poète. Comme s'il était le sceptre du roi, Dieu est l'objet de la peur pour le peuple inconstant, la préfiguration de l'autorité (le Roi), l'unité et la mémoire de la nation. Ronsard sera bientôt accusé par ces postions d'athéisme. L'accusation d'être athée, dans la société moderne, signifie être considéré comme un élément étranger et, dans l'ordre social potentiellement subversif :

Adonq je respondi : apellés vous Athée
La personne qui point n'a de son cœur ostée
La foy de ses ayeux ? qui ne trouble pas les loix

²¹ On va suivre pour ce paragraphe l'exposition de la pensée religieuse de Ronsard dans le chapitre III : « Religion et religions » chez MENAGER 1979, pp. 167-181 ; et puis encore les essais de SMITH 1975, pp. 73-76 ; SMITH 1990, pp. 12-16 ; SMITH 1995, pp. 11-25, 69-76 ; et enfin l'introduction critique aux œuvres protestants contre Ronsard éditées par PINEAUX 1973, pp. IX-XXVII.

De son pays natal, les peuples ny les Roys ?
(*Continuation au Discours des misères [...]*, vv. 159-162)

A ce motif le poète devait bientôt se disculper des accusations qui lui étaient faites en rédigeant un *Réponse*. Il devait tenir la profession à la foi catholique, mais en même temps, l'élaboration conceptuelle d'une théologie naturelle que déduit Dieu de l'ordre du monde. Il écrit à ses détracteurs :

Si tost qu'elle eut rangé les villes et les Roys
Pour maintenir le peuple elle ordonna des loyes,
Et afin de coller les provinces unies
Comme un cyment bien fort fist des cerimonies,
Sans lesquelles long temps en toute region
Ne se pourrait garder nulle religion
(*Réponse*, vv. 417-422).

La paix religieuse a une signification bien plus que théologique. «Catholique» veut dire universel, donc l'adhésion de Ronsard au catholicisme est synonyme de la reconnaissance d'une continuité historique qui a gardé la cohésion de la nation française. Un changement de religion aurait signifié la rupture avec une tradition qui avait fondé un Etat.

Ronsard est placé devant un croisement de conscience, mais son attitude à rechercher l'aspect pratique et donc politique des problèmes internes en matière religieuse, l'amène à des réflexions inattendues. L'argument des protestants français a commencé longtemps avant : il y avait besoin d'une rupture avec l'église, l'église catholique, désormais corrompue et en déclin. Le poète-courtisan ne nie pas que tels soient les conditions de l'Eglise catholique en France, mais sa finalité est une autre. Il appartient au roi de surveiller l'église, car elle est un des éléments garants de l'Etat. Son déclin, ainsi que celui de tous les autres « organes » du corps de l'Etat, signifie la mort de l'Etat tout entier :

Tout Sceptre, et tout Empire, et toutes régions
Fleurissent en grandeur par les religions
Et par elle ou en paix ou en guerre nous sommes,
Car c'est le vray ciment qui entretient les hommes
(*Remonstrance au peuple de France*, vv. 397-400).

L'accent est mis sur la personne du Roi : tant le Dieu de Ronsard est intimement impersonnel, de même le Roi est le cadre vide de la souveraineté. Le Dieu de Ronsard rappelle le Dieu d'Israël, qui parle au peuple à travers la voix de Moïse. Et Moïse donne la loi de Dieu au peuple. Dans le cas spécifique de la régence de Catherine de Médicis, Ronsard se tourne vers elle avec la même reconnaissance qu'il donnerait au souverain sacré de la maison des Valois. Elle est à ce moment-là l'incarnation du pouvoir souverain, et les verses suivantes représentent la magnification poétique de celle que conduit la République :

Las ! Madame, en ce temps que le cruel orage
Menace les Français d'un si piteux naufrage,
Que la grêle et la pluie et la fureur des cieus
Ont irrité la mer des vents séditieux,
Et que l'astre jumeau ne daigne plus reluire,
Prenez le gouvernail de ce pauvre navire,
Et malgré la tempête et le cruel effort
De la mer et des vents, conduisez-le à bon port.
La France à jointes mains vous en prie et reprie,
Las qui sera bientôt et proie et moquerie
Des princes étrangers, s'il ne vous plaît en bref
Par votre autorité apaiser ce méchef.
(*Discours des misères de ce temps, à la reine mère du roi*)

En lisant ces mots, on peut souligner au moins trois aspects qui donnent la légitimation politique à médiane entre la source immatérielle de la royauté et les sujets au pouvoir. Le premier, c'est la référence à l' « astre jumeau » : dans le contexte, est l'astre de la constel-

lation des Jumeaux qui conduit les navigants dans la mer²² ; mais dans la métaphore le nom va indiquer le prince Luis de Condé, de la famille de Bourbon. Après le massacre de Wassy, le jeune Condé prendrait positions avec les huguenots : Ronsard et Catherine de Médicis à la fois avaient considéré Condé le *leader* naturel en opposition aux Guises. Mais, sans lui, le gouvernail du navire est dans le mains de la régente. Deuxième point, Catherine est aussi reconnue comme l'objet des prières des français qui « à jointes mains » elle « prie et reprie » : Catherine, qui était offensé et moquée parce que italienne et bourgeoise aux temps de son mariage, est devenue l'espérance de la République, une femme chargée de la médiation entre le peuple et son destin. Enfin, à la régente est reconnue l'autorité de « apaiser le méchef » (mésaventure), c'est-à-dire l'effondrement politico-social mais aussi l'atmosphère sinistre d'une rupture de ce que Ronsard appelle la *pax deorum*. Les modelés classiques des *Pléiades* sont toujours présents dans les œuvres de Ronsard. Une icône qui provient du répertoire classique sur le « souverain » est le roi romain Numa Pompilius. Il a fait de Dieu et de la religion « ce qu'est absolument nécessaire si on veut maintenir une civilisation²³ », comme écrivait Machiavelli dans le *Discorso sulla prima deca di Tito Livio*. Dans la littérature de la pensée politique, de Dante dans le *De monarchia* (1312/13) jusqu'à Jacques Tahureau dans les *Dialogues* (1555), les auteurs ont vu un comportement moralement discutable, mais, dans la pratique politique, soutenable l'emploi tactique de la religion. La rhétorique n'est pas autorisée dans le traité politique, cependant, il peut l'être autant que dans la poésie ; mais quand à réécrire le vocabulaire politique est un poète comme Ronsard alors nous pouvons parler d'un traité politique *écrit en vers*. Dans l'*Ode* dédiée à Michel de L'Hôpital (1553) amis du

²² Formule rhétorique déjà utilisée par Ronsard dans les *Discours*, vv. 43-50 ; dans la *Continuation*, vv. 295-300 ; dans les *Remontrances*, vv. 611-618.

²³ «Cosa al tutto necessaria a volere mantenere una civiltà» (I, 9).

poète, Ronsard va à conceptualiser ce que Malcolm Smith a décrit comme « the divine king ».

Ronsard conçoit une théogonie politique de la dynastie française, qui prend ses racines dans le sacré du roi Clovis à la santé du roi Louis IX; il forme un Olympus, celle de la cour française, où le roi Henri II est *Jupiter*, la sœur du roi, Marguerite de Valois, est *Pallas Athéna*, et Catherine de Médicis est *Juno* :

Donne nous que les Seigneurs,
Les Empereurs, et les Princes,
Soyent veuz Dieux en leurs provinces
S'ilz reverent noz honneurs.
Fay, que les Roys decorez
De noz presentz honorez,
Soyent aux hommes admirables,
Lors qui'ilz vont par leur cité,
Ou lors que plains d'equité
Donnent des loix venerables.
(*Ode à Michel de l'Hospital*, Odes 9-11, livre V)²⁴

Selon Ronsard, la fondation de la divinisation du rôle du souverain, et non pas de la personne du roi, est l'objet de la puissance royale. Ce veut dire l'assurance que le pouvoir ne peut pas être remise en cause par les changements qui ont lieu dans l'espace-temporel. Les dieux sont en interaction avec les humains, selon la tradition classique la plus connue, ils vivent les passions humaines, ma ni ses décisions ni ses erreurs peuvent être jugés par le peuple. L'instabilité de la France, comme l'a souligné Ronsard suite au *Discours sur la misère de ces temps*, est due aux protestants qu'ont perturbé l'ordre voulu

²⁴ Mais il y a aussi des références parallèles : « Sus donq Paris, regarde quel doit estre | Ton heur futur, en adorant ton maistre, | Ton nouveau Dieu, dont la divinité | T'enrichira d'une immortalité » (*Dans l'Avant-entrée du Roi très chrétien à Paris*, 1549) ; et puis encore : « Mais Henri sera le Dieu | Qui commencera mon metre | Et que seul j'ay voué de mettre | A la fin et au milieu » (*Ode à Luy-Mesme*, Ode 2, livre I).

par Dieu (d'où le lien entre les hommes). Encore une fois, Ronsard considère l'aspect pratique d'un problème qui naît théologique : si les protestants, à la suite de la pensée dominante parmi les réformateurs, veulent éliminer l'Église catholique dans son rôle de médiation entre Dieu et son peuple (la grâce et les sacrements), le poète garde ainsi à la figure du roi (ou de Catherine de Médicis) comme dernière espérance d'unité. En conséquence, il appelle les protestants afin de conclure le schisme qui a divisé la République entre français catholiques et protestants pas-du-tout français²⁵.

Théodore de Bèze, initialement proche au mouvement culturel des *Pléiades*, dénoncera dans la préface de son travail *Abraham* (1579, trente ans après le fait !) le « paganisme de pensée » du poète Ronsard qui dans ses *Odes* avait construit des idoles à l'imagination collective, et déifié Henri II. C'est ainsi qu'il y aura d'autres auteurs réformés qui condamneront la mémoire du poète. Lorsque Ronsard avait écrit ses remontrances contre les protestants, et avait exalté la puissance de la couronne sous la dynastie des Valois – et de la Reine Mère – il n'aurait jamais pu imaginer ce que la royauté - la grande alliance entre le Roi et la Loi - allait pouvoir commettre sur son peuple quelque ans plus tard. C'est l'analyse lapidaire de l'historien Ferdinand Brunetière, toujours d'actualité, qui le prouve : « C'est qu'il sait, et il se rend compte, que cette patrie française, qu'il aime, c'est la royauté, ce sont *ses Rois*, comme il le dit lui-même, qui l'ont

²⁵ « De Bèze, je te prie, écoute ma parole | Que tu estimeras d'une personne folle ; | S'il te plaît toutefois de juger sainement | Après m'avoir ouï tu diras autrement. | La terre qu'aujourd'hui tu remplis toute d'armes, | Et de nouveaux chrétiens déguisés en gendarmes, | (O traître piété !), qui du pillage ardents, | Naissent dessous ta voix, tout ainsi que des dents : | Du grand serpent Thébain les hommes qui muèrent | Le limon en couteaux desquels s'entre-tuèrent. | Et, nés et demi-nés, se firent tous pérorer, | Si qu'un même soleil les vit naître et mourir ; | ce n'est pas une terre allemande ou gothique, | Ni une région tartare, ni scythique : | C'est celle où tu naquis, qui douce te reçut | Alors qu'à Vézelay ta mère te conçut, | Celle qui t'a nourri, et qui t'a fait apprendre | La science et les arts dès ta jeunesse tendre, | Pour lui faire service et pour en bien user, | Et non, comme tu fais, afin d'en abuser ». (*Continuation au discours sur la misère de ces temps*)

faite, et en prenant contre eux les armes, c'est contre la France qu'on les prend²⁶ ».

Et il continue : « Ne l'accusons donc pas ici d'avoir *loué sa langue*, selon l'injurieuse expression de Théodore de Bèze, ni même de courtoisnerie. A la date où il écrivait ses *Discours*, en 1562, nul ne pouvait prévoir de quel côté pencherait la fortune ; les Châtillons, auxquels il ne devait pas moins qu'aux Guises, n'étaient pas moins puissants ». D'une manière générale, c'aurait été du côté protestant :

Je m'étonne de ceux de la nouvelle foi
Qui pour me haut-louer disent toujours de moi :
Si Ronsard ne cachait son talent dedans terre,
Or' parlant de l'amour, or' parlant de la guerre,
Et qu'il voulût du tout chanter de Jésus-Christ
Il serait tout parfait...
(*Discours à Loys des Masures*)

Conclusion

On a formulé des thèses fondées sur la production littéraire de Ronsard, poète de la cour, et on a en quelque sorte essayé d'évaluer quelle fonction il a attribué à deux concepts fondamentaux des structures politico-sociales de la modernité, «Dieu» et «République», ceux qui représentent les *colonnes* de l'appareil institutionnel.

Tout d'abord Ronsard fait de Dieu un concept-limite avec lequel chaque législateur doit faire face : il savait ceux que peuvent être les effets de l'« absence de dieu », mais aussi les raisons de la méconnaissance de l'autorité religieuse majoritaire. Ronsard ne pouvait être entièrement considéré comme un athée, parce que dans la structure de son pensée politique il y a toujours la nécessité d'une altérité incommunicable au peuple, mais associé au législateur, dans ce cas, Catherine de Médicis. L'une des questions fondamentales soulevées par le débat politique pendant les guerres de religion en France con-

²⁶ BRUNETIERE 1904, pp. 797-798

cerne la reconnaissance de l'autorité royale en l'absence de l'unité religieuse. Donc, l'ostentation théiste de Ronsard, ou la nécessité d'un *frein* puissant à l'inconstance du peuple, fait de la figure du roi un être divin, qui révèle clairement le pouvoir souverain et donc la garantie qui en lui (ou en elle) s'accomplit toute l'existence, immatérielle et naturelle, la foi et la loi, Dieu e la République.

En conséquence, la République de Ronsard est règles par une puissance capable d'auto-retendue : la loi donnée par le roi-divin est l'élément d'union entre les hommes (*religio*, puis *religare*) et encore, au roi-divin doit aller la vénération par les sujets en remerciant par cette loi. Catherine de Médicis, en tant que médiatrice entre les hommes et l'entité divine, est le point de conjoncture de deux systèmes avec des règles différentes : le corps des sujets garde à la royauté comme à l'image de la puissance législatrice de Dieu-juge, selon l'image vétérotestamentaire qui serait au centre des Six livres de la République de Jean Bodin (le roi come Moïse, pas comme Jésus). Le procès qui conduira la monarchie française à identifier dans son souverain le Soleil *nec pluribus impar* de l'entière système institutionnelle, est encore loin, même si les principes de l'état absolu ont déjà été introduits dans la République bodinienne. Enfin, Ronsard considère la violence au nom de la différence confessionnelle comme une évasion pas à Dieu, mais à l'autorité souveraine : la dévotion en excès à la figure du souverain (en référence à la querelle entre Michel de Montaigne et Etienne de la Boétie), la *louange* infinie de l'institution et pas de la personne du roi (ce que l'insigne juriste italien Sabino Cassese a défini, aujourd'hui, « statolatrie²⁷ » sans une précise connotation moral), l'annihilation des prétentions individuelles dans le « corps social » préfigure, dans un langage extrêmement poétique mais véritable, les bases plurielle du contractualisme. On aura le passage de la médiation considérée comme traduction entre deux réalités incommunicables à la médiation considérée comme autoreprésentation des individus à travers le pouvoir délégué. Ce concept sera développé

²⁷ CASSESE 1987, pp. 501-518.

dans la théorie politique jusqu'au Thomas Hobbes, et de Hugo Grotius jusqu'au Giovanni Botero, et qui verra dans le « deuxième humanisme », ou bien l'illuminisme français, le développement de concepts comme état de droit, la loi naturelle, la tolérance, la laïcité jusqu'au constitutionalisme moderne²⁸.

Bibliographie

(*) : *Editions modernes d'œuvres de la Renaissance française*

Barbiche 2009² : *L'édit de Nantes et ses antécédents (1562-1598)*, dir. Bernard Barbiche, vol. V, Paris ÉLEC, 2009². URL : http://elec.enc.sorbonne.fr/editsdepacification/edit_01.

Benedict 2014 : Philippe Benedict, *Pour qui luttèrent les protestants en 1562 ? Sur la dissémination et réception des « Déclarations » du prince de Condé*, in *Medialité et interprétation des premières guerres de Religion*, ed. par Gabriele Haug-Moritz, Lothar Schillig, Berlin-München-Boston, De Gruyter, 2014, pp. 24-36.

Benoist 2010 : Pierre Benoist, *Le cardinal-conseiller Charles de Lorraine, le roi et sa cour au temps des premières guerres de Religion*, in « Parlement[s], Revue d'histoire politique », 3 (2010), p. 14-28.

Bloch 1989 : Marc Bloch, *I re taumaturghi, prefazione di Jacques Le Goff, con un ricordo di Marc Bloch di Lucien Febvre*, trad. Silvestro Lega, Collana ET n. 8, Torino, Einaudi, 1989.

Brunetière 1904 : Ferdinand Brunetière, *L'Œuvre de Pierre de Ronsard*, in « Revue des Deux Mondes », 23 (1904), pp. 751-804.

Carpi 2012 : Olivia Carpi, *Les guerres de religion (1559-1598) : Un conflit franco-français*, Paris, Ellipses, 2012.

Carrière-Valois 1920 : Victor Carrière - Valois Noël, *Vassy. La vérité sur le massacre de Vassy*, in « Revue d'histoire de l'Église de France », VI, 32 (1920), pp. 344-350.

²⁸ RIDOLA 2010, pp. 7-8.

Christin 2000 : Olivier Christin, *La question du vote majoritaire à l'époque de l'Edit de Nantes*, in *L'Edit de Nantes revisité. Actes de la journée d'étude de Waldegg (30 octobre 1998)*, ed. par Lucienne Hubler, Jean Daniel Condaux, Christophe Chalamet, Genève, Droz, 2000, pp. 41-54.

Crouzet 1998 : Denis Crouzet, *La sagesse et le malheur : Michel de l'Hospital, Chancelier de France*, Seyssel, Editions Champ Vallon, 1998

Crouzet 2005 : Denis Crouzet, *Le haut cœur de Catherine de Médicis. Une raison politique aux temps de la Saint-Barthélemy*, Paris, Bibliothèque Albin Michel Histoire, 2005.

Cuisiat 1998 : *Lettres du cardinal Charles de Lorraine (1524-1574)*, Daniel Cuisiat (éd. par), Genève, Droz, coll. « Travaux Humanisme Renaissance », 1998.

Cullière 2004 : Alain Cullière, *La Saint-Barthélemy au théâtre. De Chantelouve à Baculard d'Arnaud*, in *L'écriture du massacre en littérature entre histoire et mythe. Des mondes antiques à l'aube du XXIe siècle*, ed. par Gérard Nauroy, Berne, Peter Lang, 2004, pp. 121-152.

Delaborde 1874 : Jules Delaborde, *Les Protestants à la cour de Saint-Germain lors du colloque de Poissy*, Paris, Sandoz et Fischbacher, 1874.

De Ruble 1889 : Alphonse de Ruble, *Le colloque de Poissy (septembre-octobre 1561)*, Paris, H. Champion, 1889.

Dulong 2000 : Renaud Dulong, *Le témoignage historique : document ou monument ?*, in « Hypothèses » III, 1 (2000), p. 115-119.

Durot 2012 : Éric Durot, *François de Lorraine, duc de Guise, entre Dieu et le roi*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Bibliothèque d'histoire de la Renaissance » (no 1), 2012.

El Kenz 2014 : David El Kenz, *Le massacre de Wassy dans le Premier volume de Tortorel et Perissin (1570). La visualisation du massacre dans les premières guerres de Religion*, in *Medialité et interprétation des premières guerres de Religion*, ed. par Gabriele

Haug-Moritz, Lothar Schillig, Berlin-Munchen-Boston, De Gruyter, 2014, pp. 82-97.

Filoramo 2009: Giovanni Filoramo, *Il sacro e il potere: il caso cristiano*, Torino, Einaudi, 2009.

Firpo 1948: Giovanni Botero, *La ragion di stato*, a cura di Luigi Firpo, Torino, UTET, 1948.

Gellard 2015 : Matthieu Gellard, *Une reine épistolaire. Lettres et pouvoirs au temps de Catherine de Médicis*, Paris, Classiques Garnier, coll. « Bibliothèque d'histoire de la Renaissance », 2015

Geonget 2005 : Stéphan Geonget, « *Mediocritas aurea. La fortune politique d'une formule dans quelques écrits "moyenneurs" de Rabelais à G. Cassander* » in *Éloge de la médiocrité. Le juste milieu à la Renaissance*, sous la direction d'E. Naya et d'A.-P. Pouey-Mounou, Presses de la rue d'Ulm, 2005, « Coup d'essai », p. 165-181.

Jouanna 1998 : Arlette Jouanna, Jacqueline Boucher, Dominique Biloghi, Guy Le Thiec (dir. par), *Histoire et dictionnaire des Guerres de Religion*, Paris, Robert Laffont, 1998, pp. 1134-1136.

Kantorowicz 1956: Ernst H. Kantorowicz, *The King's Two Bodies. A Study in Medieval Political Theology*, Princeton, Princeton University Press, 1956.

Knecht 1998: Robert J. Knecht, *Catherine de' Medici*, London and New York, Longman, 1998.

Knecht 2012 : Robert J. Knecht, *Catherine de Médicis : les années mystérieuses*, dans Éric Bousmar, Jonathan Dumont, Alain Marchandise et Bertrand Schnerb (dir.), *Femmes de pouvoir, femmes politiques durant les derniers siècles du Moyen Âge et au cours de la première Renaissance*, Bruxelles, De Boeck, coll. « Bibliothèque du Moyen Âge », 2012, pp. 31-46.

La Roux 2013 : Nicolas Le Roux, *Le Roi, la cour, l'Etat: de la Renaissance à l'absolutisme*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.

Lefèvre 2007 : Daniel Lefèvre, *Montaigne et la Boétie : deux images de l'amitié*, in « Imaginaire & Inconscient », 20 (2007), pp. 15-21.

Mènager 1979 : Daniel Mènager, *Ronsard : le roi, le poète et les hommes*, Genève, Droz, 1979.

Miquel 1980 : Pierre Miquel, *Les Guerres de Religion*, Paris, Club France Loisirs, 1980.

Nugent 1974: Donald Nugent, *Ecumenism in the age of the Reformation: The Colloquy of Poissy*, Harvard University Press, Cambridge, 1974.

Petris 2002 : Loris Petris, *La Plume et la Tribune. Michel de L'Hospital et ses discours (1559-1562)*, Genève, Droz, 2002.

Peyrat 2004 : Napoléon Peyrat, *Le colloque de Poissy*, Nîmes, Lacom Ollé, 2004.

Pineaux 1973 : *La polémique protestante contre Ronsard : édition des textes avec introduction et notes par Jacques Pineaux* (Société des textes français modernes), 2 voll., Paris, M. Didier, 1973.

Pineaux 1978 : Jacques Pineaux, *Poésie et prophétisme : Ronsard et Theodore de Bèze*, « Revue d'Histoire Littéraire de la France », 4 (1978), pp. 531-540.

Powis 1980: Jonathan Powis, *Order, religion, and the magistrates of a provincial parliament in sixteenth-century France*, in « Archiv für Reformationsgeschichte » 81 (1980), pp. 180-196.

Romier 1914 : Lucien Romier, *La fin de la magnificence extérieure, le roi contre les protestants : (1555-1559)*, Paris, Perrin, 1914.

Romier 1923 : Lucien Romier, *La conjuration d'Amboise : l'aurore sanglante de la liberté de conscience, le règne et la mort de François II*, Paris, Perrin, 1923.

Ronsard 1866* : *Œuvres complètes de P. de Ronsard, nouvelle édition, publiée [...] par M. Prosper Blancheman*, vol. VII, Paris, Librairie A. Franck, 1866.

Smith 1975 : Malcom Smith, *A « lost » protestant pamphlet against Ronsard*, in « Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance », 37 (1975), pp. 73-86.

Smith 1990 : Malcom Smith, *Opium of the people : Numa Pompilius in the French Renaissance*, in « Bibliothèque d'Humanisme et Renaissance », 52 (1990), pp. 7-21.

Smith 1995 : Malcom Smith, *Ronsard et Due Belley versus Bèze*, Genève, Droz, 1995.

Sutherland 1980: Nicola M. Sutherland, *The Huguenot Struggle for Recognition*, New Haven, Yale University Press, 1980.

Sutherland 1984: Nicola M. Sutherland, *Princes, Politics and Religion - 1547-1589*, London, Hambledon Press, 1984 pp. 113–138 (C. VII: *The Cardinal of Lorraine and the Colloque of Poissy, 1561: A Reassessment*)

Turchetti 1984: Mario Turchetti, *Concordia o tolleranza? François Baudouin (1520-1573) e i « Moyenneurs »*, Genève, Droz, 1984.

Valois 1913 : Noël Valois, *Vassy*, in « Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France », Paris, Librairie Renouard, 1913, p. 189-235

Vivanti 2000 : Corrado Vivanti, *La congiura d'Amboise*, in Yves-Marie Bercé - Elena Fasano Guarini (dir. par), *Complots et conjurations dans l'Europe moderne : actes du colloque international, Rome, 30 septembre-2 octobre 1993*, Rome, Publications de l'École française de Rome, coll. « Collection de l'École française de Rome » (n° 220), 1996, p. 439-450.

Wanegffellen 1997 : Thierry Wanegffellen, *Ni Rome ni Genève. Des fidèles entre deux chaires en France au XVIe siècle*, Paris, Honoré Champion, 1997.

Il caso Volta. La rottura tra Sisto V e il duca di Nevers nell'estate del 1589

Nel 2010, un saggio di Simone Testa ha riportato alla luce la figura del gentiluomo bolognese Camillo Volta (1552-1589), agente e informatore politico nella capitale pontificia di Ludovico Gonzaga, duca di Nevers (1539-1595)¹. Lo studioso si sofferma sui lineamenti del vasto *network* di emissari e di corrispondenti al servizio, in Italia come in Francia, dell'aristocratico mantovano. A seguire, focalizza le ascendenze dell'ufficiale felsineo, figlio del conte Astorre e cugino per parte di madre del cardinale Gabriele Paleotti². Infine, si interro-

ABBREVIAZIONI: ASR = Archivio di Stato di Roma; BAV = Biblioteca Apostolica Vaticana; BNF = Bibliothèque Nationale de France (Paris); NA = The National Archives of UK (London); SP = Her Majesty's State Paper Office; DBI = *Dizionario biografico degli italiani*; IEI = Istituto dell'Enciclopedia italiana fondata da Giovanni Treccani.

¹ Cfr. Simone Testa, *Death of a political informer – Camillo Volta the roman agent of the duc de Nevers. Notes on work in progress*, in *Diplomats, Agents, Adventurers and Spies: Information Exchange in the Early Modern Period*, ed. Robyn Adams, "Lives and Letters", II, 1, 2010, pp. 1-8: <<http://xmera.co.uk/journalarchive/testa.pdf>>. Su Ludovico Gonzaga, duca di Nevers, cfr. Matilde Enrica Brambilla, *Lodovico Gonzaga, duca di Nevers (1539-1595), su documenti nuovi*, Tip. D. Del Bianco, Udine 1905; Denis Crouzet, *Recherches sur la crise de l'aristocratie en France au XVI^e siècle; les dettes de la Maison de Nevers*, in "Histoire, économie, société", I, 1982, pp. 7-50; Michael Wolfe, *Piety and Political Allegiance. The Duc de Nevers and the Protestant Henri IV, 1589-93*, in "French History", II, 1, 1988, pp. 1-21; Nicolas Le Roux, *La faveur du roi. Mignon et courtisans au temps des derniers Valois*, Champ Vallon, Seyssel 2000, pp. 115-122 e *passim*; Gino Benzoni, *Gonzaga, Ludovico*, in *DBI*, 57, Roma, IEI, 2001, pp. 803-810; Ariane Boltanski, *Les ducs de Nevers et l'État royal. Genèse d'un compromis (ca 1550 - ca 1600)*, Droz, Genève 2006.

² Cfr. Pompeo Scipione Dolfi, *Cronologia delle famiglie nobili di Bologna [...]*, in Bologna, presso Gio. Battista Ferroni, 1670, pp. 716-717; Joseph Alexander von

ga sulla sua oscura vicenda giudiziaria conclusasi con una sentenza di morte mediante decapitazione, nell'ottobre del 1589. Gli atti processuali relativi all'agente di Nevers sembrano perduti e ignoto è il testo del pronunciamento del magistrato ai suoi danni. Testa, tuttavia, ha ragione di supporre che il reato addebitato a Volta fosse quello, gravissimo, di lesa maestà³, commesso per altro nel quadro della severa legislazione sui menanti che lo stesso Sisto V, nel 1586, aveva ulteriormente irrigidito⁴.

Stimolato da *Death of a political informer*, ho deciso di avviare un'ulteriore campagna di indagini sulla vicenda-Volta con l'intento di fare luce sugli estremi cronologici della cattura e dell'esecuzione capitale del *negotiorum procurator* del Gonzaga⁵; di identificare la natura del crimine del quale egli si macchiò; di chiarire, infine, il ruolo ricoperto a favore di Nevers da Mario Volta, il figlio naturale di Camillo, dopo la morte di suo padre.

Il percorso di ricerca intrapreso mi ha condotto al centro del rapporto tra Ludovico Gonzaga e il proprio delegato presso la corte papale. E, quindi, al cospetto del serrato confronto politico tra il duca e

Hübner, *The Life and Times of Sixtus V*, II, London, Longmans - Green & co. 1872, pp. 230, 241-243; Paolo Prodi, *Il cardinale Gabriele Paleotti*, II, Edizioni di Storia e Letteratura, Roma 1967, p. 446.

³ Cfr. Testa, *Death of a political informer*, cit., pp. 7-8; Mario Sbriccoli, *Crimen laesae maiestatis. Il problema del reato politico alle soglie della scienza penalistica moderna*, Milano, Giuffrè, 1974; Kate J. P. Lowe, *The Political Crime of Conspiracy in Fifteenth- and Sixteenth-Century Rome*, in *Crime, Society, and the Law in Renaissance Italy*, ed. by Trevor Dean - Kate J. P. Lowe, Cambridge University Press, Cambridge 1994, pp. 184-203.

⁴ Cfr. *Bando contra li calunniatori, et detrattori della fama et honor d'altri, in lettere d'avisi, o altrimenti*, in Roma, per gli heredi d'Antonio Blado stampatori camerari, 1586 (11 ottobre 1586); <http://www.internetculturale.it/jmms/iccuviewer/iccu.jsp?teca=MagTeca++ICCU&id=oai:www.internetculturale.sbn.it/Teca:20:NT0000:BVEE065074>

⁵ Cfr. Scipione Gonzaga, *Commentariorum rerum suarum libri tres [...]*, Romae, apud Salomonium, 1791, pp. 159-160, 208 e 429. Sul cardinale, cfr. Giampiero Brunelli, *Gonzaga, Scipione*, in *DBI*, 57, Roma, IIEI 1998, pp. 842-854.

il sovrano pontefice, sullo sfondo dell'ultima drammatica fase della crisi francese aperta dall'assassinio del *dernier Valois*⁶: un evento che sembrò decretare l'eclissi stessa della monarchia transalpina – «L'istituto del *Rex christianissimus*, riverito non solo in Francia, ma in tutta Europa, come un pilastro dell'ordine, non esisteva più. Era tornato il caos». Morto in battaglia il duca di Joyeuse (1587), uccisi il duca di Guisa e suo fratello cardinale di Lorena per ordine del re (1588), trucidato il sovrano stesso per mano di un fanatico *ligueur* (1589), il dramma finale della corona dei Valois veniva a compimento con tutti i protagonisti «uccisi in scena», come in una «tragedia elisabettiana»⁷.

Una giustizia per «caso d'importanza»

Camillo Volta venne arrestato il 7 settembre 1589. Una settimana più tardi, suo figlio Mario ne fornì comunicazione al duca.

Questa serà per far sapere a Sua Eccellenza Illustrissima come il signor Camillo Volta giovedì matina che fu alli 7 del presente per ordine di Sua Santità fu fatto prigionero, per ancora non si è potuto sapere la causa essendo tenuto con molta strettezza. Del tutto ne ho voluto dar avviso come suo figliolo et servitore humilissimo di Vostra Eccellentia. La supplico a non volere mancare di aiutarlo, et perdonarmi se non gli dico altro et così faccio fine baciandogli umilmente le mani [...]»⁸.

⁶ Cfr. Nicolas Le Roux, *1^{er} août 1589. Un régicide au nom de Dieu. L'assassinat d'Henri III*, Gallimard, Paris 2006.

⁷ Frances A. Yates, *Astrea. L'idea di Impero nel Cinquecento*, trad. it., Introduzione di A. Biondi, Torino, Einaudi 1990² (ed. or.: Routledge & Kegan Paul, London-Boston 1975), pp. 242-248: 243; cfr. anche ivi, pp. 147-152. Sull'istituto del *Rex christianissimus*, d'obbligo è il riferimento a Marc Bloch, *Les rois thaumaturges. Étude sur le caractère surnaturel attribué à la puissance royale particulièrement en France et en Angleterre*, Librairie Istra/Oxford University Press, Strasbourg-Paris-Oxford 1924.

⁸ BNF, ms. fr. 3421, c. 48r (M. Volta a L. Gonzaga. 15 settembre 1589); ASR, Archivio di S. Giovanni Decollato, Libri e giornali del provveditore, reg. 7, c. 159r.

Il 9 settembre, l'ambasciatore veneto Alberto Badoer, dopo aver appreso alcune informazioni circa le motivazioni di quell'arresto, ne dette dispaccio al Senato della Serenissima.

Giovedì mattina il signor Camillo dalla Volta agente del signor duca di Nevers nell'uscir di casa fu ritenuto et condotto in Torre di Nona, si dice per esserli state intercettate lettere, che scriveva al suo padrone, nelle quali diceva che li cardinali, et Sua Santità stessa haver mostrato grande allegrezza della morte del re [Enrico III], con altre parole assai libere circa di questo; ma però non si sa con certezza altro di più, che l'essere tenuto questo gentil'huomo in loco molto secreto, senza che alcun li possa parlare⁹.

Per parte sua, in data il 13 settembre, il menante di Francesco Maria della Rovere scrisse quanto segue al suo signore: «Questa notte si dice, che Camillo dalla Volta sarà trasportato da Torre di Nona al Tribunale del San[to] Officio, et alcuni regalisti suoi intrinsechi non compariscono più come prima per timore»¹⁰.

Il 27 seguente, lo stesso informatore rese noto del duca di Urbino che «la causa di Camillo dalla Volta» procedeva spedita. Frattanto, a Roma, c'era grande tensione nell'aria. Diversi «superiori» avevano

⁹ Archivio di Stato di Venezia, *Senato, Dispacci ambasciatori, Roma*, filza 24, c. 24r (A. Badoer al Senato della Serenissima. 9 settembre 1589). Cfr. Testa, *Death of a political informer*, cit., p. 5. Il menante del duca di Urbino riferì che «Badoer, l'8 settembre («ieri»), era uscito «dall'udienza [con il pontefice] molto turbato». BAV, *Urb. lat.* 1057, c. 577r (avviso del 9 settembre 1589). Su Badoer, cfr. Aldo Stella, *Badoer, Alberto*, in *DBI*, 5, IEI, Roma 1963, pp. 91-93. Su Tor di Nona, prigione della corte di giustizia del Governatore di Roma, cfr. Michele Di Sivo, *Sulle carceri dei tribunali penali a Roma: Campidoglio e Tor di Nona*, in *Carceri, carcerieri, carcerati. Dall'antico regime all'Ottocento*, Atti del Seminario (Somma Lombardo 14-15 dicembre 2001), a cura di Livio Antonielli, Soveria Mannelli, Rubbettino 2006, pp. 9-22. Sul foro del Governatore, cfr. Irene Fosi, *La giustizia del papa. Sudditi e tribunali nello Stato pontificio in età moderna*, Laterza, Roma-Bari 2007, pp. 23 sgg.

¹⁰ BAV, *Urb. lat.* 1057, c. 593v (avviso del 13 settembre 1589). L'informazione non trova riscontro fra i *Decreta* del Sant'Uffizio relativi al 1589 (Archivio della Congregazione per la Dottrina della Fede [Città del Vaticano]).

autorizzato la vendita della «efficie in stampa» di frate Jacques Clément, l'omicida di Enrico III, ma «alcuni francesi» reagivano con «passione»: le acquistavano dai «cartari» e le «stracciavano in loro presenza»¹¹. Per gli spagnoli, i *ligueurs* e loro simpatizzanti, il domenicano era un martire della fede che aveva abbattuto il tiranno reo della morte dei Guisa. Per altri, lealisti, minoritari ma furibondi, chi osava vendere o acquistare come un'icona devozionale l'effigie del regicida dichiarava aperto consenso alla profanazione inferta al corpo e all'istituto del *Rex christianissimus*.

Il 13 ottobre, il gazzettiere, carpì altre notizie, ne offrì tempestivo ragguaglio a chi le attendeva con interesse.

Sono state date le diffese in secreta a Camillo dalla Volta agente qua del duca di Nivers, et preso dalla corte inventario di un suo castello, offitii, et altri suoi beni, che ascendono a 40.000 scudi, senza speranza, che possi salvare la vita per avere essortato Navarra a venire con essercito di 50.000 persone a' danni di questo Stato, et scritto altre cose brutte, et nefarie, et quantunque siano stati fatti gagliardissimi offic[i] da più cardinali, ambasciatori, et principi non si è potuto fin qui haver gratia della vita¹².

Quello stesso giorno, il detenuto ebbe notifica della sentenza ai suoi danni. A seguire, alle «ore tre di notte», il direttivo della confraternita di S. Giovanni Decollato, sodalizio dedicato dal 1490 a fornire i conforti religiosi ai condannati alla pena capitale¹³, raggiunto da un emissario del Governatore di Roma Mariano Pierbenedetti, venne informato che, quella «medesima notte», avrebbe avuto corso una

¹¹ BAV, *Urb. lat.* 1057, cc. 620r-621r: 620v e 621r (avvisi del 27 settembre 1589).

¹² Ivi, c. 644v (avviso del 13 ottobre 1589). Tre giorni più tardi, il menante, alludendo allo stesso suo signore, scrisse: «Dicesi hora, che si spesi bene nella causa di Camillo d[a]lla Volta a suo favore». Ivi, c. 596r (avviso del 16 settembre 1589).

¹³ Cfr. Adriano Prosperi, *Delitto e perdono. La pena di morte nell'orizzonte mentale dell'Europa cristiana. XIV-XVIII secolo*, Einaudi, Torino 2013, pp. 190 e sgg.; Michele Di Sivo, *Il fondo della Confraternita di S. Giovanni Decollato nell'Archivio di Stato di Roma (1497-1870). Inventario*, in "Rivista storica del Lazio", VIII, 12, 2000, pp. 181-225.

«giustizia [...] per caso d'importanza». A «ore sei», i confortatori, il governatore e il provveditore della compagnia erano già a Tor di Nona, in attesa, nella loro «cappella», del sentenziato «in capite». Confessato e «pentito di tutti i suoi peccati», ricevuti i sacramenti, il gentiluomo bolognese dettò le sue ultime volontà implorando l'indulgenza di tutti coloro i quali «avesse offeso» e specie quella di «Nostro Signore papa Sisto V in quanto [egli] l'avess[e] offeso e dispiaciuto». Volta fece appello quindi al cardinale Paleotti, suo cugino, affinché ringraziasse i «signori» adoperatisi «in suo servitio» presso il pontefice e «altri», dicendosi molto contristato del proprio «errore» e chiedendone il «perdono»¹⁴.

All'alba del 14 ottobre 1589, l'agente di Nevers venne decapitato nel cortile della prigione: il suo *status* di aristocratico gli risparmiò l'onta dell'impiccagione sulla pubblica piazza¹⁵.

Il 28 seguente, Mario Volta provvide a informare il duca di quanto era accaduto.

Il signor Camillo mio padre servitor fedelissimo di Vostra Eccellentia Illustrissima alli 14 del presente fu fatto dalla Santità di Nostro Signore decapitare alle undici hore di notte, et portato il suo corpo la mattina per tempo in Ponte, ove stette per spacio di due hore, e subito fu portato a S. Giovanni

¹⁴ ASR, *Archivio di S. Giovanni Decollato, Libri e giornali del provveditore*, reg. 7, cc. 158v-160. Monsignor Mariano Pierbenedetti detenne l'ufficio dal 20 agosto 1585 al 20 dicembre 1589. Cfr. Nicolò Del Re, *Monsignor Governatore di Roma*, Istituto di studi romani, Roma 1972, p. 93.

¹⁵ Cfr. BAV, *Urb. lat.* 1057, c. 648v (avviso del 14 ottobre 1589). Il 20 ottobre, il menante romano dei Fugger recapitò la notizia ai suoi signori. Cfr. Österreichische Nationalbibliothek (Wien), cod. 8962, cc. 602v-603r: 603r (20 ottobre 1589): <<http://anno.onb.ac.at/cgi-content/anno?aid=fug&datum=15891020&zoom=33>>.

Cfr. i resoconti di altre esecuzioni capitali di aristocratici condotte a termine mediante decapitazione nel cortile del carcere offerti dal *Diario delle giustitie fatte dall'anno 1569 sino al 1571 di titolati, nobili e altre persone riguardevoli* pubblicato da L. FIRPO, *Esecuzioni capitali a Roma (1567-1671)*, in *Eresia e riforma nell'Italia del Cinquecento. Miscellanea I*, Sansoni-The Newberry Library, Firenze-Chicago 1974, pp. 309-342: 226 sgg.; ivi, p. 328, la nota relativa all'esecuzione di Volta (è errata la data della stessa).

de' Fiorentini, et la sera, alla Minerva¹⁶, come m'è stato scritto di Roma [...]»¹⁷.

Il figlio del giustiziato scriveva da Venezia, dove aveva riparato «come luogo sicuro» ancor prima dell'esecuzione di suo padre. Sedici giorni addietro, partendo da Roma, Mario aveva preso in custodia «tutte le scritture» a suo tempo trasmesse dal duca al suo agente e così pure la chiave del codice cifrato del quale quest'ultimo si era servito. Il giovane aveva deciso di allontanarsi dalla capitale pontificia temendo che «i signori informati della causa della morte» di Camillo Volta, «per qual si voglia instantia» addotta «da Sua Beatitudine», lo potessero consegnare nelle «sue mani». Mario intendeva trattenersi nella città lagunare sino a quando non gli fosse giunta da parte di certi «amici» la «risposta» ad alcune sue «lettere». Insieme a quelle missive, il «giovanello» attendeva anche le risorse finanziarie che gli avrebbero consentito di recarsi in Francia al cospetto del Gonzaga, al quale, sin dalla sua «natività», aveva deciso di «donar» se stesso. Nevers avrebbe toccato con mano la vera «divozione» che egli nutriva per lui. Rimettendosi alla sua «infinita benignità», il bolognese gli faceva presente di essere rimasto «senza robba, senza aiuto, senza consiglio». E senza neppure «la gratia di monsignor suo zio Giovanni Battista, il quale cercava di «appropriarsi il testamento [del fratello] a beneficio suo e a pregiudizio» dello stesso duca che Camillo Volta aveva designato erede di tutta di «tutta» la propria «facoltà». Mario aspirava a «vivere onoratamente sotto la fedelissima [...] pro-

¹⁶ Cfr. ASR, *Archivio di S. Giovanni Decollato, Libri e giornali del provveditore*, reg. 7, cc. 159r («lasso che il mio corpo sia seppellito alla Minerva») e 160v.

¹⁷ BNF, ms. fr. 3421, cc. 81r-v (M. Volta a L. Gonzaga. 28 ottobre 1589). Il 1 novembre 1589, Giuseppe Arnolfini, da Lione, confermò al duca l'esecuzione di Camillo Volta: «[...] a Roma – scrisse – è stato, in la prigione, tagliato la testa al signor Camillo Volta, et poi messa sul ponte, di che ho voluto dar avviso non sapendo se le lettere di Mantova li saranno mandate. A me dispiace per il disgusto che mi persuado ne haverà vostra eccellentia [...]». BNF, ms. fr. 4700, cc. 55r-58r: 56r (G. Arnolfini a L. Gonzaga, 1 novembre 1589). Sul lucchese, cfr. Gemma Miani, *Arnolfini, Giuseppe*, in *DBI*, 4, IEI, Roma 1962, pp. 269-270.

tezione» del padrone del perduto genitore. Non desiderava altro che essere accolto nel «numero delli più fedeli servi suoi»¹⁸. Nove mesi prima, il 25 gennaio 1588, si era direttamente rivolto a Ludovico Gonzaga.

È stato, et è tanto grande il desiderio ch'io ho sempre havuto, et ho di venire a servire personalmente Vostra Eccellentia che m'ha astretto a scrivergli la presente supplicandola humilissimamente che si voglia degnare scrivere una lettera al signor Camillo Volta mio padre comandandogli che mi debba mandare in Francia al servizio di Vostra Eccellentia sì come alli mesi passati lui la supplicò, certificandola io che haverà un servitore fedelissimo, del quale ne potrà disporre come di un suo schiavo [...]»¹⁹.

La lettera di Mario Volta, che non doveva essere più che adolescente, aveva preso la strada della Francia scortata da una missiva del cardinale Scipione Gonzaga. Del «desiderio del ragazzo di venire a servirla» – scrisse quest'ultimo al cugino – «già so essere stato trattato con lei dal padre». Il porporato, che nutriva particolare simpatia e considerazione per il ragazzo, si era prestato «volentieri» a raccomandarne la supplica. D'intesa con lui, aveva deciso di provvedervi «senza saputa del signor Camillo». Al cardinale appariva «assai chiaramente» che un'eventuale assunzione in servizio di Volta *junior* sarebbe andata «a beneficio» suo e «del padre istesso», il quale, a causa delle diverse opinioni circa il futuro di Mario, aveva rapporti tesi

¹⁸ BNF, ms. fr. 3421, c. 81v (M. Volta a L. Gonzaga. 28 ottobre 1589). Il 31 successivo, il giovane affidò ad altre vie due copie della stessa missiva. Cfr. ivi, cc. 83r-v (M. Volta a L. Gonzaga. 31 ottobre 1589) e BNF, ms. fr. 3416, cc. 66r-v (M. Volta a L. Gonzaga. 31 ottobre 1589). Sul lascito di Camillo Volta, che elesse come propri esecutori testamentari i cardinali Scipione Gonzaga e Gabriele Paleotti (ai quali affidò la «protetione» di suo figlio Mario), cfr. ASR, *Archivio di S. Giovanni Decollato, Libri e giornali del provveditore*, reg. 7, cc. 159r-v. Cfr. anche BAV, *Urb. lat.* 1057, c. 654v (avviso del 18 ottobre 1589). Sui numerosi uffici ricoperti da monsignor Giovanni Battista Volta, cfr. *Legati e Governatori dello Stato pontificio (1550-1809)*, a cura di Christoph Weber, Ministero per i Beni culturali e ambientali, Ufficio centrale per i Beni archivistici, Roma 1994, *passim*.

¹⁹ BNF, ms. fr. 3976, c. 12r (M. Volta a L. Gonzaga. 25 gennaio 1588).

«con monsignor suo fratello» Giovanni Battista e non caldeggiava «più come prima» le aspettative del figlio, «né mostra[va] di voler aiutarlo». Il prudente porporato, «obligato a desiderare più la soddisfazione» del nobile parente che non «quella dell'uno o dell'altro» Volta, aveva aggiunto: «ben la supplico a non mostrar al signor [Camillo] Volta che io di ciò le habbia scritto cosa alcuna acciocché egli non interpret[i] a male l'haver messo io bocca in questo senza la sua partecipazione»²⁰.

L'8 ottobre 1589, il duca di Nevers, al quale era finalmente giunta notizia della detenzione del suo procuratore (ma non ancora le motivazioni di essa), fece tutto il possibile per fronteggiare gli eventi²¹. Si rivolse anzitutto al cardinale Scipione.

Con mio grandissimo dispiacere – gli scrisse – ho inteso la prigionia del nostro Volta e tanto più m'è stato grande non mi havendo suo figliolo fatto sapere per una sua de 15 del passato la causa d'essa prigionia, onde ne resto tutto sospeso et quantunque habbia ferma speranza in Vostra Signoria Illustrissima che non gli avrà mancato d'ogni suo favore non di manco la supplico di favorirlo in quello che la penserà poterlo fare et mi sarà già per bastare [...]

Quel giorno, Nevers scrisse anche a suo nipote Vincenzo I, signore di Mantova. «Ho inteso la disgrazia del Volta – gli disse – ma non la cagione». Temo «alquanto del mio interesse essendo [il prigioniero] mio agente et tanto più se [la motivazione della sua reclusione] fosse

²⁰ Ivi, cc. 14r-v (S. Gonzaga a L. Gonzaga. 25 gennaio 1588). Cenno al «desperare» tra i due fratelli Volta si ha anche nel testamento di Camillo. A Giovanni Battista, il quale durante la propria carcerazione gli aveva dimostrato molta «affettione», Camillo chiese «ogni perdono». ASR, *Archivio di S. Giovanni Decollato, Libri e giornali del provveditore*, reg. 7, c. 160r.

²¹ Nevers dovette apprendere dell'arresto e della detenzione di Camillo Volta dopo il 4 ottobre 1589. A tale altezza cronologica, il duca scriveva al proprio agente con toni ancora del tutto ignari della sua sorte. Cfr. BNF, ms. fr. 3421, cc. 54r-56r (minuta di L. Gonzaga a C. Volta. 4 ottobre 1589).

²² Ivi, cc. 61r-v: 61r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 8 ottobre 1589).

attinente alla sua commissione»²³. Ludovico ricorreva al congiunto affinché volesse «favorire» il suo procuratore mediante l'invio a Roma di un proprio emissario: era persuaso che l'iniziativa avrebbe fatto sicuro «effetto» presso gli «illustrissimi cardinali»²⁴.

L'8 ottobre, Nevers inviò altre lettere a «signori particolari et amici» con lo scopo di «supplicarli» del loro impegno²⁵. Fra le altre, ne trasmise una al cardinale Iñigo d'Avalos²⁶ e un'altra al cardinale Prospero Santacroce²⁷. In un'ulteriore missiva indirizzata al cugino, il

²³ Ivi, c. 62r (minuta di L. Gonzaga a V. Gonzaga, 8 ottobre 1589). Sui tratti specifici dell'agente della prima età moderna, cfr. *Agenti e mediatori nell'Europa moderna*, a cura di Marika Keblusek, in "Quaderni storici", XLI, 41, 2006, pp. 343-351; *Your humble servant. Agents in Early Modern Europe*, ed. by Hans Cools, Marika Keblusek and Badeloch Noldus, Uitgeverij Verloren, Hilversum 2006. Segnalo inoltre, su versanti d'indagine correlati: Andrew Pettegree, *The invention of the news. How the World came to know about itself*, Yale University Press, New Haven-London 2014 (ed. it.: Einaudi, Torino 2015); *Tramiti. Figure e spazi della mediazione culturale nella prima età moderna*, a cura di Maria Antonietta Visceglia, Elena Valeri, Paola Volpini ed Elisa Andretta, Viella, Roma 2015; *Secretaries and Statecraft in the Early Modern World*, ed. by Paul M. Dover, Edinburgh, Edinburgh University Press, 2016; *News Networks in Early Modern Europe*, ed. by Joad Raymond - Noah Moxham, Brill, Leiden-Boston 2016; Mario Infelise, *L'informazione politica in Italia (secoli XVI-XVIII)*, Atti del seminario (Pisa, 23-24 giugno 1997), a cura di Elena Fasano Guarini e Mario Rosa, Scuola Normale Superiore, Pisa 2001; ID., *Prima dei giornali. Alle origini della pubblica informazione, secoli XVI e XVII*, Laterza, Roma-Bari, 2002; ID., *Scrivere gli avvisi: autori ignoti e autori di fama*, in *La invención de las noticias. Las relaciones de sucesos entre la literatura y la información (siglos XVI-XVIII)*, a cura di Giovanni Ciappelli e Valentina Nider, Università degli Studi di Trento, Trento 2017, pp. 19-30.

²⁴ BNF, ms. fr. 3421, c. 62r (minuta di L. Gonzaga a V. Gonzaga, 8 ottobre 1589).

²⁵ Ivi, c. 64r (minuta di L. Gonzaga a P. Santacroce, 8 ottobre 1589).

²⁶ *Ibid.* (minuta di L. Gonzaga a I. d'Avalos, 8 ottobre 1589). Il cardinale d'Aragona aveva stima per Camillo Volta. Cfr. BNF, ms. fr. 3613, c. 1r (I. d'Avalos a C. Volta. 19 agosto 1588). Su Iñigo d'Avalos, cfr. Gaspare De Caro, *Avalos, Iñigo d'*, in *DBI*, 4, IEL, Roma 1962, pp. 636-637; Maria Teresa Fattori, *Clemente VIII e il Sacro Collegio (1592-1605). Meccanismi istituzionali ed accentramento di governo*, Stuttgart, Anton Hiersemann 2004, p. 33.

²⁷ BNF, ms. fr. 3421, c. 64r (minuta di L. Gonzaga a P. Santacroce. 8 ottobre 1589).

Gonzaga lo pregò di recuperare e di dare alle fiamme tutte le sue istruzioni inviate a Volta e così pure tutte le minute dei dispacci che l'agente aveva destinato a lui. Il duca era preoccupato. Qualora quelle lettere fossero state sequestrate, chiedeva di fare tutto il possibile per riaverle indietro: «[...] la supplico – scrisse – se già non l'è fatto di voler recuperare le lettere mie et coppia delle sue et più tosto abbrugiarle tutte che conservarle perché non possono più servir né a lui [a Volta], né a me, né ad altri [...]». Sconcertato dalla mancanza di riguardo delle autorità pontificie per la corrispondenza di un principe, Nevers temeva per la propria «riputatione», oltre che per la vita del suo «servitore»²⁸.

Mario Volta, nella sua del 28 settembre, asseriva di aver provveduto al salvataggio di quelle lettere. Il duca, tuttavia, anche all'altezza del 1 dicembre, non sapeva se ciò fosse «vero»²⁹. Il 14 ottobre, giorno fatale per il suo procuratore, Ludovico – che lo immaginava ancora in cella – sfogò tutto il proprio sdegno con il cardinale Scipione, consentendosi anche di affacciare gravi insinuazioni.

Mi duole grandemente – scrisse – della prigionia del nostro Volta et tanto più se ne ha dato giusta causa il che difficilmente posso credere vero. È che le cose del mondo sono oggidì ridotte in tal stato che fanno apassionare le persone come soleano fare nelle guerre del imperatore et re nostro. Poscia per dire la verità a Vostra Signoria Illustrissima il fatto della religione non preme tanto quanto fa il particular interesse. Vero è che ognuno si copre di questo mantello di religione per non essere scatiato dal festino non havendo vestem magistralem [...]³⁰.

²⁸ «Se Sua Santità le havesse già [...] sequestrate la supplico di far ogni sforzo per recuperarle rimostrando che non sogliono esser fatti simili tiri alli agenti de' principi che ciò mi darebbe grande occasione di amaritudine et in ciò la supplico a fare come per se stessa si come voglio credere che havrà fatto et che farà tanto per interesse della mia riputatione quanto per quel povero homo tanto suo servitore [...]». Ivi, cc. 59r-v: 59v (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 8 ottobre 1589).

²⁹ Ivi, cc. 114r-116r: 116r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 1 dicembre 1589).

³⁰ Ivi, cc. 68r-69r: 68r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 14 ottobre 1589).

Nevers e Sisto V

A fine ottobre, rivolgendosi ancora una volta al cugino, Nevers cedette a un'espressione con il tono di un *mea culpa*. Non ancora avvertito della morte del suo informatore, indirizzò al parente le seguenti parole: «Le raccomando quanto poi posso el povero Volta et tanto più se è prigionio per causa mia»³¹.

In un avviso del menante del duca di Urbino, emerge l'ipotesi che gli inquirenti avessero «trovato [...] scritto quel che non [si] doveva» non solo nella corrispondenza in uscita del Volta, ma anche in quella che al bolognese spediava il suo padrone.

Giovedì mattina fu carcerato qua in secreta Camillo d[al]la Volta bolognese agente per molti anni in Roma del duca di Nivers e uno delli 40 della sua città dicesi per havere voluto censurare come regalista le attioni de' superiori nelle occasioni delli presenti rumori di Francia, et forse per essersi trovato nelle sue lettere, et del padrone intercette scritto quel che non doveva, et Id-dio voglia che qualche altro della sua fattione non gli faccia compagnia³².

In una lettera di Cesare Ceppi, tesoriere mantovano di Nevers, affiorano le ragioni del senso di colpa di Ludovico.

Ho inteso hieri di bon luogo che alli 9 dil stante Nostro Signore à fato meter prigionio dal bargello et sbiralia il signor Camillo Volta in Tore di Nona, et si iudica che sia per avisi dille cose di Francia, et fuorsi per vostra lettera chelli fu scritta alli 28 di magio³³.

³¹ Ivi, cc. 77r-v: 77v (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 26 ottobre 1589). Nevers dovette apprendere dell'esecuzione capitale del proprio agente all'inizio di novembre. Cfr. ivi, cc. 91r-92r: 92r (G. Arnolfini a L. Gonzaga. 15 novembre 1589); ivi, cc. 108r-v: 108r (G. Arnolfini a L. Gonzaga. 23 novembre 1589).

³² BAV, *Urb. lat.* 1057, c. 577r (avviso del 9 settembre 1589).

³³ BNF, ms. fr. 4702, c. 38r (C. Ceppi a L. Gonzaga. 16 settembre 1589).

Cepi non sapeva se quella missiva fosse stata «interceta» oppure se Volta ne avesse «dato, o lasciato cavar coppia». Egli comunque l'aveva «vista» con i suoi occhi a Venezia e, secondo quanto aveva appreso, era «stata publicata d'alcuni suspecti della Lega», da parte dei quali era «stata interpretata variamente»³⁴.

Un foglietto non firmato e non datato, forse di paternità dell'agente mantovano richiesto da Ludovico a suo zio Vincenzo I nelle funzioni di sollecitatore della grazia sovrana al Volta, reca anch'esso un contributo a lumeggiare l'accaduto.

[...] poco gusto hanno dato al papa le lettere del duca di Nevers che 'l Volta troppo liberamente andava spargendo per corte di modo che per quanto causa il rispetto [e la] devotione Vostra Eccellentia non gli può essere di tanto giovamento quanto saria stato in altro tempo. L'aggiunge a la disgratia che [sono] state intercette subito sue lettere con Volta [...]»³⁵.

Sisto V era profondamente irritato dai contenuti delle istruzioni di Nevers che Volta diffondeva a piene mani a corte. Vi difettava il doveroso rispetto nei suoi confronti. Il duca, caduto in disgrazia agli occhi del papa, non poteva più attendersi da lui il benevolo ascolto di un tempo, tanto più che l'umore di Sisto V era stato compromesso dal tenore delle missive del Gonzaga andate soggette a intercettazione all'indomani dell'arresto dell'agente. L'estensore del furtivo messaggio aggiunse: «Io non posso riscaldarmi sovercio per non mostrar essere consapevole et avere parte nel ciò che scriveva eternitamente Volta né [...] però lascio di fare quanto [...] posso»³⁶.

V'è infine un altro documento degno di attenzione: una lettera di William Lyly, «servant» di Edward Stafford, a Francis Walsingham, “principal secretary e spymaster” di Elisabetta I³⁷. La missiva, datata

³⁴ *Ibid.*

³⁵ BNF, ms. fr. 3421, c. n. n.

³⁶ *Ibid.*

³⁷ NA, SP, b. 78/20, cc. 218r-219r: 218v (W. Lyly a F. Walsingham. 15 dicembre 1589). Cfr. già Testa, *Death of a political informer*, cit, p. 6. Su Stafford, cfr.

15 dicembre 1589, riferisce che Sisto V, chiamato a sé Camillo Volta, «asking him somewhat about France», apprese di essere stato assai ingannato in materia («much deceived [*sic*] in the notion») e fatto destinatario di «many falsities from France»³⁸. Si era ai primissimi di settembre. Enrico III era stato ucciso e la notizia della sua morte aveva avuto conferma ufficiale nella corte papale³⁹.

Al termine dell'udienza prestata a Volta – prosegue Lyly –, il papa, assai contrariato, ordinò «presently» la perquisizione della «chambre» del dipendente del duca⁴⁰. L'operazione comportò il rinvenimento di una quantità di «lettres newly received of instructions from Nyvers» e anche la scoperta di una minuta del bolognese al suo padrone inerente «the disposition of the pope» rispetto alle “cose di

Mitchell Leimon - Geoffrey Parker, *Treason and Plot in Elizabethan Diplomacy: The 'Fame of Sir Edward Stafford' Reconsidered*, in “The English Historical Review”, CXI, 1996, pp. 1134-1158; Su Walsingham, si veda Stephen Budiansky, *Her Majesty's Spymaster. Elizabeth I, Sir Francis Walsingham, and the Birth of Modern Espionage*, Viking, New York 2005.

³⁸ NA, *SP*, b. 78/20, c. 218v (W. Lyly a F. Walsingham. 15 dicembre 1589).

³⁹ Circolata già il 18 agosto, la definitiva conferma dell'assassinio di Enrico III (1 agosto) pervenne nella corte di Roma il 25 successivo. Cfr. BNF, ms. fr. 3421, cc. 29r-v: 29r (A. Damasceni Peretti al Consiglio generale della corona di Francia. 26 agosto 1589). Il 22 precedente, il papa era stato assicurato dell'omicidio del sovrano dall'ambasciatore toscano Giovanni Niccolini (cfr. BAV, *Urb. lat.* 1057, c. 555r; avviso del 26 agosto). Sulla politica francese di Sisto V, cfr. Saverio Ricci, *Il sommo inquisitore. Giulio Antonio Santori tra autobiografia e storia (1532-1602)*, Salerno, Roma 2002, pp. 317 sgg.; Gaspare De Caro, *Caetani, Enrico*, in *DBI*, 16, IEI, Roma 1973, pp. 148-155; Pierre Benoist, *Religious, the Pope, and the Kings of France during the Wars of Religion, in Papacy, Religious Orders, and International Politics in the Sixteenth and Seventeenth Centuries*, a cura di Massimo Carlo Giannini, Viella, Roma 2013, pp. 29-45: 38. Cfr. il profilo del pontefice a cura di Silvano Giordano, *Sisto V*, in *Enciclopedia dei papi*, III, IEI, Roma 2000, pp. 202-222.

⁴⁰ NA, *SP*, b. 78/20, c. 118v (W. Lyly a F. Walsingham. 15 dicembre 1589).

Francia”. A seguire, l’agente, venne imprigionato e sottoposto a processo⁴¹.

Ricapitolando: Camillo Volta – noto per essere una *mauvaise langue*⁴² – si prese la licenza di scrivere che Sisto V aveva «mostrato grande allegrezza per la morte del re» e, parimenti, si consentì di «essorta[re]» il Navarra a invadere in armi lo Stato pontificio⁴³. Quelle impudenti parole vennero riscontrate in una minuta di una sua lettera a Nevers incautamente conservata non crittografata e ciò segnò il suo destino⁴⁴. Già da tempo, però, tanto il duca quanto il suo delegato si erano messi in pessima luce agli occhi del papa: il primo come estensore materiale di più di una lettera carente del dovuto ossequio nei suoi riguardi; il secondo come mediatore e propagandista nella corte di Roma di quelle parole troppo libere. Lo stesso Cesare Ceppi – come si è visto – ebbe modo di leggere un’istruzione di Nevers che, entrata in possesso dei partigiani della “Ligue”, era andata in stampa a Venezia. Altre istruzioni del Gonzaga al suo agente vennero requisite dai birri del Governatore in casa del bolognese, allor-

⁴¹ Il cardinale Santori, nelle proprie memorie, annotò che Sisto V sembrò sollevato «da una gran soma» alla notizia della morte di Enrico III. *Vita del card. Giulio Antonio Santori detto il card. di Santa Severina composta e scritta da lui medesimo*, a cura di Giuseppe Gugnani, in “Archivio della Regia Società di Storia Patria”, XIII, 1890, pp. 151-205: 188. Cfr. Ricci, *Il sommo inquisitore*, cit., p. 316 e n.

⁴² Cfr. von Hübner, *The Life and Times of Sixtus V*, cit., II, p. 241.

⁴³ Cfr. *supra*, note 9 e 13. Mette conto notare un passaggio di una lettera del cardinale Scipione Gonzaga a Nevers che, decifrato dallo stesso duca, recita: «Il ragionamento fatto dal papa agli cardinali sopra la morte di già re di Francia saputo vostra eccellenzia essere vero se non è mutato in qualche parola che io non potentia ricordato [*sic*]». BNF, ms. fr. 4698, c. 105r. Il brano è premesso dalla seguente nota di mano di Nevers: «Dalla lettera di 16 febrero 1590 r[icevuta] 9 aprile. Da Parigi». Cfr. altresì ivi, cc. 104r e [104r/bis], due lunghi brani crittografati (identici) anticipati dalla nota, anche qui, di pugno di Nevers: «Con la lettera di 16 febrero 1590. r[icevuta] 9 aprile 1590. Da Parigi». La lettera si ha ivi, cc. 17r-18r (S. Gonzaga a L. Gonzaga, 16 febbraio 1590).

⁴⁴ NA, SP, b. 78/20, c. 118v (W. Lyly a F. Walsingham. 15 dicembre 1589).

ché quest'ultima fu perquisita. Altre ancora furono intercettate dopo il suo arresto.

Nevers si valeva del bolognese tanto come tempestivo informatore degli orientamenti di governo del pontefice e degli umori prevalenti nei dicasteri di curia, quanto come suo portavoce nei salotti cardinalizi e nelle aule più esclusive del potere sovrano⁴⁵. Nella primavera/estate del 1589, rifornito delle notizie che gli trasmetteva il suo padrone, Camillo Volta dovette intensificare la propria attività di mediatore delle *nouvelles* di Francia e, parimenti, dovette accentuare la sua opera di confutazione delle falsità che provenivano al papa d'oltralpe⁴⁶. Il perduto epistolario di quei mesi tra Nevers e Volta non poté mancare di registrare le risonanze del trattato siglato da Enrico III ed Enrico di Navarra (3 aprile), così come le ripercussioni politiche e diplomatiche dell'unione delle loro forze contro la "Ligue" (30 aprile). Parimenti, il fiume d'inchiostro versato dai due corrispondenti al cospetto della convulsa accelerazione della crisi francese dovette trarre abbondanti spunti dal monitorio sistino al sovrano (24 maggio)⁴⁷, poi dall'assassinio dell'ultimo Valois (I agosto) e infine dalla definizione degli schieramenti contrapposti di Enrico di Borbone e della "Sainte Union".

⁴⁵ Sulle dinamiche delle fazioni all'interno della curia romana negli ultimi decenni del Cinquecento, cfr. Maria Antonietta Visceglia, *Politica internazionale, fazioni e partiti nella curia romana del tardo Cinquecento*, in "Rivista storica italiana", CXXVII, 2015, pp. 721-769, con ulteriori rinvii.

⁴⁶ Cfr. anche BAV, *Urb. lat.* 1057, c. 396r (avviso del 24 giugno 1589): «Di Francia si veggono avisi tanto stravaganti, et diversi, che non si può dir nulla di sicuro [...]».

⁴⁷ Mediante il monitorio del 24 maggio 1589, Sisto V ingiunse a Enrico III, sotto pena di scomunica, di liberare entro dieci giorni il cardinale di Carlo Borbone e l'arcivescovo di Lione Pierre d'Épinac (imprigionati dopo l'assassinio dei Guisa, il 23-24 dicembre 1588). Entro sessanta giorni, papa Peretti impose al sovrano di comparire a Roma, personalmente o per procura, al fine di ottenere l'assoluzione. Non accadde nulla di tutto ciò. Il 1 agosto, Enrico III, di fatto scomunicato, venne assassinato dal domenicano Jacques Clément.

Nevers, ritirato nelle sue terre, non era schierato né con il partito del re, né con quello guidato dal Consiglio generale della “Ligue” e dal duca di Mayenne, che riconosceva il legittimo sovrano nel quasi settantenne cardinale Carlo di Borbone (1523-1590), con il nome di Carlo X⁴⁸. Pur comprendendo i rischi di una protratta neutralità, il Gonzaga fronteggiava il dilemma della liceità di servire un re eretico da parte di un principe cattolico⁴⁹.

Informato già il 2 agosto della morte di Enrico III dallo stesso Enrico IV, il quale, incoraggiandolo a sostenere la sua causa, volle rassicurarlo di non aver alcuna intenzione di alterare i privilegi della Chiesa cattolica nel regno, Nevers – per settimane e mesi – venne fatto oggetto di vaste pressioni da ambedue le fazioni antagoniste e si appellò agli schiarimenti degli uomini di fede⁵⁰. Ludovico interpellò, tra gli altri, il cardinale Carlo di Borbone-Vendôme (1562-1594), all’epoca già al fianco del Navarra. Gli chiese schiettamente se il sovrano intendeva convertirsi o meno: se così, egli non vedeva alcuna ragione per negargli il suo sostegno; in caso differente, temeva gravissimi disordini in patria e terribili reazioni del papa⁵¹.

Il porporato invitò il duca a considerare che il miglior modo di indurre il sovrano ad abbracciare il cattolicesimo era servirlo e non opporsi alla sua autorità. Il destino dell’anima di Enrico era nelle mani di Dio. I sudditi che condizionavano la loro ubbidienza al monarca alla sua conversione ne offendevano la dignità e interferivano con il suo personale dialogo con l’Altissimo. Occorreva confidare nell’Onnipotente e nella parola del re. Di certo, l’incoraggiamento

⁴⁸ Prigioniero dal dicembre del 1588, il cardinale morirà il 9 maggio 1590.

⁴⁹ Cfr. Wolfe, *Piety and Political Allegiance*, cit., p. 12.

⁵⁰ Cfr. Louis Gonzaga, *Les mémoires de monsieur le duc de Nevers [...]*, II, à Paris, chez Thomas Lolly [...], 1665, pp. 207-208 (Enrico IV a L. Gonzaga. 2 agosto 1589). Cfr. il testo del giuramento di Enrico IV di conservare i privilegi della Chiesa cattolica nel regno in BAV, *Urb. lat.* 1057, *Per lettere delli 23 agosto da Milano*, cc. 560r-v.

⁵¹ BNF, ms. fr. 3977, c. 231r (minuta di L. Gonzaga a C. di Borbone-Vendôme. 17 agosto 1589).

papale avrebbe facilitato gli sforzi dell'aristocrazia cattolica francese affinché il Navarra abiurasse al calvinismo. L'integrità morale dei nobili postisi al fianco del bernese era, comunque, fuori discussione e la loro fedeltà alla Santa Sede ben più garantita di quella dei *ligueurs*. Infine, le vittorie belliche e l'incremento dei suoi illustri partigiani attestavano il favore divino verso Enrico IV e la sua imminente conversione⁵².

Il cardinale non riuscì a pacificare un Nevers alla ricerca di una conciliazione fra fede e dovere di lealtà alla corona e dinanzi al dubbio se fosse più grave rompere il giuramento di fedeltà alla monarchia o mettere a rischio la propria anima servendo un sovrano eretico.

Nel settembre del 1589, mentre ricorreva al consiglio altrui, il duca agì a mezzo epistolare presso il papa e le più influenti personalità della curia romana. La sua corrispondeva, pur nei limiti con i quali ci è pervenuta, offre testimonianza tanto del suo impegno diretto, quanto della mobilitazione del suo delegato nella corte papale, nelle settimane precedenti all'arresto.

Il 19 settembre, ancora del tutto all'oscuro della sua detenzione, Ludovico scrisse a Camillo Volta che se egli «havesse conosciuto fede, lealtà e bontà in quelli della Lega», si sarebbe unito ad essi; se invece «avesse visto un re cattolico», si sarebbe posto al suo fianco. Al momento, il duca non sapeva a quale partito aderire e sperava che Sua Santità gli fornisse «i suoi comandamenti». Nevers confidava di non essere «abbandona[to]» dal sommo pastore. In caso diverso, egli si sarebbe schierato senza indugio con il «re di Navarra», cosa che avrebbe «già fatto» se il sovrano fosse stato «cattolico»⁵³.

⁵² Cfr. Michael Wolfe, *The Conversion of Henri IV. Politics, Power, and Religious Belief in Early Modern France*, Harvard University Press, Cambridge (Mass.) 1993; Ronald S. Love, *Blood and Religion. The Conscience of Henry IV, 1553–1593*, Montreal, McGill-Queen's University Press 2001.

⁵³ Lettera di L. Gonzaga a C. Volta, in data 19 settembre 1589 (cfr. Brambilla, *Ludovico Gonzaga*, cit., pp. 163-165: 163).

Lo stesso giorno, Ludovico ricorse al pontefice. Tenne ricordargli di aver sempre anteposto l'onore di Dio a «ogni altro particolare» e di aver patito innumerevoli «travagli e danni» per aver dichiarato dinanzi al Consiglio di Stato che, qualora Enrico III, fosse stato scomunicato, egli si sarebbe ritirato «in un monastero» per non muovere in armi contro di lui. In conseguenza di ciò (e anche in ragione dei contenuti di una lettera a Volta intercettata dai *ligueurs*, nella quale Nevers asseriva di volersi «condu[rre] con il santo parer» del papa), il re, dopo il monitoraggio papale, gli aveva revocato il governo della Champagne⁵⁴.

Sempre il 19 settembre, Ludovico scrisse almeno otto lettere ad altrettanti cardinali, pregandoli di prestare piena fiducia al suo procuratore circa lo stato di abiezione nel quale era caduto il regno di Francia dopo la morte di Enrico III e supplicandoli di sollecitare il pontefice ad abbandonare ogni temporeggiamento per disporre un intervento risolutivo della situazione⁵⁵.

Queste poche righe servono – così si esprime Nevers all'indirizzo del cardinale d'Avalos – per [...] suplicarla de dar piena fede al Volta sopra le miserie di questo nostro regno, acciò che essendo intese da lei come servitore molto giudizioso e zelato dell'honor di Dio et bene della Sede Apostolica le piaci adoperarsi in questa urgente occasione verso Sua Santità acciocché sia servita di prontamente dar quelli salutiferi rimedii che la prudenza sua saprà giudicare convenire a questi mali extremi poscia che se non attende Sua Santità con accurata diligentia a mettervi quelli ordini necessari e che vada indugiando di giorno in giorno, il male piglierà tal piede che non vi sarà più

⁵⁴ Lettera di L. Gonzaga a Sisto V, in data 19 settembre 1589 (cfr. *ivi*, pp. 165-166: 165).

⁵⁵ BNF, ms fr. 3421, c. 42r (minuta di L. Gonzaga a V. Lauro. 19 settembre, 1589); *ibid.* (minuta di L. Gonzaga a P. Santacroce. 19 settembre 1589); *ivi*, cc. 42r-v (minuta di L. Gonzaga a G. A. Santori. 19 settembre 1589); *ivi*, c. 42v (minuta di L. Gonzaga a I. d'Avalos); *ivi*, 42v-43r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 19 settembre 1589); *ivi*, c. 43r (minuta di L. Gonzaga ad A. Damasceni Peretti. 19 settembre 1589); *ibid.* (minuta di L. Gonzaga a G. Rusticucci. 19 settembre 1589); *ivi*, c. 43v (minuta di L. Gonzaga a M. Bonelli. 19 settembre 1589).

rimedio buono per rilevar questo regno dalla ruina certa et consequentemente la fede catholica di patir grandemente [...]»⁵⁶.

Rivolgendosi al cardinale Rusticucci, Nevers lusingò la sua lunga esperienza nell'«amministracione» dei più «importanti negotii della cristianità». Ai vigenti mali estremi, occorreva che il papa desse provvedimento «gagliardo e pronto», prima che fosse troppo tardi⁵⁷. Era necessario dare prova di «carità»⁵⁸.

Scrivendo al cardinale Santori, presidente della Congregazione degli affari di Francia, il duca insistette sull'urgenza che il papa rompesse ogni indugio dinanzi al pericolo manifesto⁵⁹. Al cardinale Bonelli, prospettò l'immagine funesta della corona caduta e ridotta in molti pezzi prontamente «usurpati»⁶⁰.

Con diverse modulazioni di stile dettate dalla prudenza, il tenore delle missive di Nevers del 19 settembre ricalca i medesimi concetti: la Francia era sull'orlo del definitivo disastro; Camillo Volta era in condizione di fornire tutti i particolari della situazione; il porporato destinatario della lettera era supplicato di intercedere presso il papa affinché, con coraggio e senso di carità, disponesse un intervento che prevenisse l'irrimediabile frattura del regno.

Il 14 ottobre, rivolgendosi al cugino, Ludovico Gonzaga si concesse maggiore libertà: «la supplico di dire a Sua Santità – gli scrisse – che fin tanto non habbi quel legato confidente, dico senza padrone che del sol beneficio della religione et conservatione di questo regno, non sarà mai, dico mai informata al vero delle cose di qua»⁶¹. A ciascuno interessava solo il proprio «utile» e gratificare «l'intento» della propria «parte», senza badare alla «riputazione d'altrui», compresa

⁵⁶ Ivi, c. 42v (minuta di L. Gonzaga a I. d'Avalos. 19 settembre 1589).

⁵⁷ Ivi, c. 43r (minuta di L. Gonzaga a G. Rusticucci. 19 settembre 1589).

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ Cfr. ivi, cc. 42r-v (minuta di L. Gonzaga a G. A. Santori. 19 settembre 1589).

⁶⁰ Ivi, c. 44r (minuta di L. Gonzaga a M. Bonelli. 19 settembre 1589).

⁶¹ BNF, ms. fr. 3421, cc. 68r-69r: 68r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 14 ottobre 1589). Cfr. ivi, c. 95r (minuta di L. Gonzaga a [E. Caetani]. 16 ottobre 1589).

quella dello stesso papa. Dopo la morte del sovrano, le «cose», diversamente da quanto pensava Sisto V – il quale «s’ingannava grandemente» –, non inclinavano affatto verso «la buona via», piuttosto verso la «cattiva»⁶². L’integrità politica e religiosa della Francia era infatti sul punto di venire meno con immenso danno per l’intera cattolicità e soddisfazione dei «principi germani», degli svizzeri e dell’Inghilterra, che avevano «grandissimo interesse» a vedere compiuta quella catastrofe ed erano pronti a prestare il loro «soccorso» perché si realizzasse⁶³. Le scomuniche, poi, servivano solo «a lacerar» il Paese se allo stesso tempo non veniva posto sul trono un «altro re del sangue». Alla notizia della condanna papale di Enrico III, ciascuno si era affrettato a prendere la «parte sua» e il pontefice aveva finito per diventare l’«autore della divisione» del regno «senza pensar di farlo»⁶⁴. Era del caso che Sisto V si avvedesse degli «interessi particolari» di coloro i quali gli offrivano i loro servigi e verificasse attentamente se il loro «consiglio, o parere, o dimanda» procedesse da «buona» ovvero da «cattiva intentione». Oltre ai consiglieri, v’erano poi gli informatori dei quali il Peretti faceva male a fidarsi. Il papa, ad esempio, era stato rassicurato che il suo monitorio aveva «prodotto grandissimo bene in utile della religione» e che «le cose» andavano «benissimo per la fede catholica». «Iddio lo volesse» – esclamò Nevers. In realtà, accadeva tutto «il contrario»: con l’«occasione» del monitorio, «el re quale era catholico» era stato ucciso «et un altro heretico posto in suo loco». Ciò detto, il duca aggiunse: «supplico Sua Santità di pigliar el tutto a buona parte et da persona affezionata alla Santa Sede et fede apostolica». Nell’esprimersi come si esprimeva, egli si professava alieno da qualsivoglia interesse «particolare». Si riconosceva altresì la facoltà di

⁶² Ivi, c. 68r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 14 ottobre 1589).

⁶³ Ivi, c. 69r.

⁶⁴ Ivi, c. 68r.

vedere «molto bene» lo stato delle cose in Francia non essendo egli schierato né con Enrico IV né con la “Ligue”⁶⁵.

Malgrado il «molto utile» che ne avrebbe potuto trarre, Ludovico non aveva «voluto acietare» il «partito del re» per ragioni di coscienza. A quello dell’“Union”, invece, non si era potuto iscrivere per senso di lealtà verso la corona. Qualora l’avesse fatto, avrebbe perso per sempre l’«honore», visto che i collegati avevano «fatto amazare» Enrico III. Senza dimenticare che costoro, ad Amiens, tenevano «prigioniera» la sua «figliola» ventenne⁶⁶ e se ne valevano come strumento di ricatto nei suoi confronti. Venire a patti con quei tali, sarebbe equivalso a sottoscrivere un accordo a forza di «colpi di bastone»⁶⁷.

L’aristocratico mantovano faceva appello al sommo pastore. Gli implorava un intervento caritatevole e lungimirante che avrebbe dissolto le fazioni in lotta, garantito l’unità del regno e dettato alla sua coscienza quella retta norma di condotta che nessun consiglio ecclesiastico, pur autorevole, sino a quel momento, era riuscito a indicare. Il papa – proruppe il duca – «vieti quanto può la [...] divisione [della Francia], anzi cerchi ogni via et modo di conservarla intiera con favorire un re del sangue catholico»⁶⁸. Invocando un sovrano di sangue cattolico, non necessariamente già di fede cattolica, Ludovico Gonzaga lasciava dischiusa l’ipotesi-Enrico IV. Giorni prima, con la me-

⁶⁵ *Ibid.*

⁶⁶ Caterina Gonzaga-Nevers (1568-1629), coniugata con Enrico d’Orléans-Longueville, rimase prigioniera dei *ligueurs* per oltre tre anni, a partire dalla fine di dicembre del 1588. Condivisero la sua detenzione la cognata Caterina d’Orléans, signora di Longueville, e le due sorelle minori di costei. Cfr. Barbara B. Dieffendorf, *An Age of Gold? Parisian Women, the Holy League, and the Roots of Catholic Renewal*, in *Changing Identities in Early Modern France*, ed. by Michael Wolfe, with a foreword by Natalie Zemon Davis, Duke University Press, Durham 1997, pp. 169-190: 180; EAD., *From Penitence to Charity. Pious Women and the Catholic Reformation in Paris*, Oxford University Press, Oxford 2004, pp. 43-44; Boltanski, *Les ducs de Nevers et l’État royal*, cit., pp. 445, 463-464.

⁶⁷ BNF, ms. fr. 3421, c. 69r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 14 ottobre 1589).

⁶⁸ Ivi, c. 68r.

diazione del cugino cardinale – ancora del tutto all’oscuro di quanto era capitato a Camillo Volta –, aveva chiesto espressamente a Sisto V la licenza di offrire il proprio condizionato appoggio al monarca.

Supplico Vostra Signoria Illustrissima di saper da Sua Santità se ella troverà bene che io faccia la medesima dichiarazione che hano fatto gli altri prencipi et signori al detto re con la conditione che si è visto acciocché io possi stabilirmi nelle fortezze che sono alla devotione del detto re in Champagne [...] promettendo però a Sua Santità che dichiarata che sarà l’intentione di Navarra di non farsi catholico [...] di conservar dette fortezze contro di esso re di Navarra in favore di un prencipe di sangue catholico vero herede questa corona [...]»⁶⁹.

A Nevers non pareva fuori luogo una simile soluzione: «A me non pare troppo di sconveniente – scrisse – il far l’istessa promessa che altri hano fatto»⁷⁰ per essere quest’ultima vincolata all’abiura del re, tanto più che – aggiunse – «non si facendo [egli] poi cattolico havrei causa et modo di farli gran danno»⁷¹. Il duca sperava che Sisto V approvasse quella sua meditata intenzione: la stessa che, di lì a nove mesi – atteso invano il consenso del pontefice –, avrebbe ispirato, non senza riserve, la sua effettiva discesa in campo in armi al fianco del re borbonico⁷². Ludovico confidava di avere buone *chances* di

⁶⁹ Ivi, cc. 59r-60r: 59r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga, 8 ottobre 1589).

⁷⁰ Già il 4 agosto 1589, la nobiltà della Champagne, della Piccardia e dell’Île-de-France riconobbe Enrico IV quale legittimo sovrano. Cfr. ASV, A. A., *Arm. I-XVIII*, b. 4020, *Giuramento di nobili al principe de reame* (4 agosto 1589), cc. 197v-198r; Miriam Yardeni, *La conscience nationale en France pendant les guerres de religion (1559-1598)*, Beatrice-Nauwelaerts, Paris-Louvain 1971, p. 245.

⁷¹ BNF, ms. fr. 3421, cc. 59r-60r: 59r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga, 8 ottobre 1589).

⁷² Nel luglio del 1590, il duca scenderà in armi al fianco di Enrico IV, devolvendo al contempo ogni sua energia a favore della conversione del monarca (25 luglio 1593). In seguito, ebbe un ruolo di spicco nella lunga iniziativa diplomatica tesa a favorire al sovrano francese l’assoluzione papale che, infine, Clemente VIII gli concesse (il 17 settembre 1595). Cfr. Romeo De Maio, *La Curia romana nella ri-*

ascolto. Il Peretti, del resto, non aveva mai chiuso in via definitiva col Navarra: «fin dal tempo» di quella «precipitosa scomunica» comminatagli il 9 settembre 1585, lo aveva ritenuto «recuperabile alla Chiesa, se non al cattolicesimo; e il rafforzamento della Spagna, di cui la Lega gli sembrava un mero strumento, lo spaventava molto di più di Navarra sul trono di Francia». Ufficialmente però, condizionato dall'egemonia spagnola in Italia e conscio che Filippo II rappresentava il baluardo del cattolicesimo sul piano continentale, il papa teneva una linea condiscendente verso il monarca iberico. Tenendo in serbo le sue aspirazioni, Sisto V temporeggiava⁷³.

Il 26 e ancora il 28 ottobre, Nevers tornò a sfogarsi con il cugino rispetto alle false informazioni che giungevano a Sisto V e ne ispiravano la linea politica. Enrico IV, vincitore ad Arques (21 settembre), non era affatto «ruinato», né «vicino ad esserlo» e i *ligueurs*, che riferivano il «contrario», lo facevano solo «per mantenere le cose» loro «in reputazione», salvo dover pagare le conseguenze di un simile comportamento «a guisa d'un malato che nasconde il suo male al medico». Se il papa, brandendo «fulmini» spirituali, pensava di riuscire a indurre tutti i «cattolici a unirsi con monsignor di Mayena», s'ingannava «di grosso». Così facendo, avrebbe solo inasprito «i cuori delle persone» contro di lui e sarebbe stato disprezzato, anziché ubbidito. Sisto V – proseguì il duca – poteva «dissipare» il reame e «meterlo in preda come haveva quasi fatto per il suo monitorio», ma

conciliazione di Enrico IV, in ID., *Riforme e miti nella Chiesa del Cinquecento*, Napoli, Guida, 1992, pp. 143-187; Wolfe, *Piety and Political Allegiance*, cit., pp. 17-18; Ricci, *Il sommo inquisitore*, cit., pp. 319-337; Fattori, *Clemente VIII e il Sacro Collegio*, cit., pp. 19-82. Mi permetto di segnalare anche i miei «*Il nostro re, e sua christianissima maestà*». *Novità su Tommaso Bozio dinanzi all'istanza di riconciliazione di Enrico IV*, in «*Rivista di storia della Chiesa in Italia*», LXVIII, 2014, pp. 387-409; *Eclissi e rinascita del Rex christianissimus nell'epistolario dell'oratoriano Tommaso Bozio con il duca di Nevers ritrovato a Parigi*, in «*Rivista di storia e letteratura religiosa*», LII, 2016, pp. 241-257.

⁷³ Ricci, *Il sommo inquisitore*, cit., pp. 318-319; Benoist, *Religious, the Pope, and the Kings of France*, cit., pp. 29-45: 38.

non aveva il diritto di imporre un sovrano «a posta sua», tanto meno un principe favorito da Filippo II di Spagna. Un evento simile sarebbe stato l'«ultima ruina» della Francia⁷⁴.

L'anziano e prigioniero del Navarra cardinale Carlo di Borbone, non appariva a Nevers un candidato plausibile al trono e neppure l'eretico Enrico IV lo era, almeno finché non avesse riabbracciato il cattolicesimo. Dinanzi a tale situazione di stallo che lasciava «molti sospesi»⁷⁵, Sisto V doveva agire da «giusto giudice» e non più da «amico della Unione», quale era apparso «fin dal tempo del fu re [Enrico III]»⁷⁶. Qualora poi il bernese – disgraziatamente – si fosse dimostrato pertinace nella propria eresia, il pontefice avrebbe avuto il dovere di prendere una «santa e ottima resolutione» a favore di un principe «del sangue reggio» in grado di «contrapes[are] l'autorità» del Navarra che, evidentemente, il re della “Ligue” non era in grado di bilanciare. Il papa, a quel punto, sarebbe stato chiamato a farsi fautore di un sovrano della stirpe reale francese che, non essendo «nemico» di Enrico IV «ma solo della sua heresia», avrebbe garantito la concordia dei «cattolici reggi» con quelli dell'Unione e, quindi, l'integrità della nazione⁷⁷. Al momento presente, però, ogni sforzo era necessario perché il Borbone, discendente per dieci generazioni da Luigi IX “il Santo”, ritornasse alla vera fede. Urgeva che il pontefice si facesse fautore del risollevarlo delle sorti della monarchia dalla degradazione nella quale era precipitata dopo il regicidio di Saint-Cloud.

Fra le pagine del libero scambio epistolare intessuto da Nevers con il suo agente nel corso della primavera/estate del 1589, Ludovico non dovette lesinare ancor più esplicito biasimo per l'attendismo del pontefice, per la sua cedevolezza alle pressioni spagnole e *ligueur* e per

⁷⁴ BNF, ms. fr. 3421, cc. 77r-v: 77r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 26 ottobre 1589).

⁷⁵ Ivi, cc. 54r-56r: 55r (minuta di L. Gonzaga a C. Volta, 4 ottobre 1589).

⁷⁶ Ivi, cc. 80r-v: 80r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 28 ottobre 1589).

⁷⁷ Ivi, cc. 77r-v: 77r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 26 ottobre 1589).

le faziose informazioni alle quali continuava a prestare fede. Alcune minute di quelle missive si sono conservate. Una di queste ultime è datata 27 maggio 1589. Nevers replicava a un dispaccio che il suo delegato gli aveva trasmesso il primo giorno di quel mese, informandolo della pessima impressione destata a Roma dall'alleanza siglata tra Enrico III e l'eretico Enrico di Navarra, il 3 aprile precedente. Nello stile e persino nel *ductus*, il testo riflette lo stato d'animo col quale Nevers lo compose. Nella corte di Roma non si voleva comprendere che il trattato siglato dal sovrano francese con il bernese era stato necessario per eludere il rischio di un'usurpazione del trono e che la vita stessa del monarca era in grave pericolo. Ignaro del monitorio sistino pubblicato solo tre giorni prima, Nevers si aggrappava alle sue speranze: una volta ridotti all'obbedienza i *ligueurs*, Enrico III avrebbe «rassettate le cose del suo regno»; procurato di «restaurare la fede cattolica quanto più [...] possibile»; additato al mondo il difetto di «affettione» alla corona e la «puoca religione di quelli della Lega»; mostrato il proprio «intento et desiderio christiano»⁷⁸. Ora, a guerra scatenata, tutto il reame appariva precipitato in «una desolazione grandissima» ed era agevole prevedere che quella rovina sarebbe cresciuta del «mille per cento» nel «mese di agosto», a seguito dell'annunciato intervento degli «alemani et svizzari». A quel punto – asserì il duca – il papa «havrà acquistato un bel honore come fece Nerone di vedere sopra un palco abrugiare tutto questo regno», quando invece avrebbe potuto darvi «ordine» se solo non avesse «sprezza[to]» gli «avvisi dattogli». Nevers non intendeva perseverare nel rivolgere al pontefice i propri consigli: troppo «poca» era la «stima» dimostrata da Sisto V verso di essi. D'ora in poi, si sarebbe «content[at]o di scriverli» al suo agente romano perché quest'ultimo

⁷⁸ BNF, ms. fr. 3977, cc. 157r-160r: 157v (minuta di L. Gonzaga a C. Volta. 27 maggio 1589).

ne desse «parte – aggiunse – a quelli illustrissimi miei signori et amici ma non più a Sua Santità»⁷⁹.

Alla luce di questa dichiarazione di intenti, si può comprendere meglio l'intensa attività di *lobbying* espletata da Volta entro la corte di Roma, nell'estate del 1589. E si può capire anche la crescente irritazione del Peretti per le strategie di pressione a largo raggio che il Gonzaga andò dispiegando a mezzo del suo portavoce, specie dopo il regicidio di Saint-Cloud.

Nell'ottobre, Ludovico teneva moltissimo a rientrare in possesso delle istruzioni a suo tempo trasmesse al proprio procuratore. Dopo aver chiesto al congiunto cardinale di fare tutto il possibile per recuperarle, lo aveva pregato di comporne un estratto prima di darle alle fiamme. Quel documento doveva essere sottoposto al papa e ai cardinali. Avrebbe descritto «la verità delle cose» di Francia, confutato le menzogne dei collegati sul conto del sovrano borbonico e rivelato i sinistri disegni di questi ultimi sul futuro del regno. Sisto V doveva finalmente sfuggire ai condizionamenti degli emissari di Filippo II e del duca di Mayenne e assumere un approccio terapeutico e *super partes* alla crisi francese. Sottraendosi dall'accondiscendere alle istanze dei delegati *ligueurs* e iberici egli avrebbe cessato di contribuire, pensando invece di «far bene»⁸⁰, alla radicalizzazione dello

⁷⁹ Ivi, cc. 157v-158r. Nella minuta della missiva inviata da Nevers a Volta il 21 luglio seguente, risalta l'irritazione del Gonzaga per gli effetti controproducenti del monitorio sistino a Enrico III («Mi duole grandemente che Sua Santità habbi fatto tal monitorio et vorrei che mi costasse del proprio sangue che non lo havesse fatto, per il male che ne potrà venire et poco bene [...]»). Cfr. BNF, ms. fr. 4702, cc. 71r-72v: 72r (minuta di L. Gonzaga a C. Volta, 21 luglio 1589).

⁸⁰ «Et poi che esso [Camillo Volta] è prigioni la supplico di fare l'extrato delle mie lettere per poter informare il papa et gli cardinali della verità delle cose nostre perché quelli della Lega agradiscono le cose loro et riducono quelle di Navarra a niente il che non è vero anzi sono come l'ho scritte senza passione et però è necessario che si sappi la verità per non lasciar a gabare et che si conoschi gli dessegni grandi che molti hanno sopra questo regno in danno della fede et Sede romana [...]». BNF, ms. fr. 3421, cc. 59r-v: 59v (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga, 8 ottobre 1589).

scontro politico e confessionale in atto e in procinto di trasformarsi in un conflitto di respiro continentale, con il coinvolgimento al fianco del Navarra delle potenze protestanti contro la Spagna e la Lega. Un'eventualità, quest'ultima, che non solo prefigurava un'irrimediabile frattura del reame, ma che doveva fare temere anche per la sicurezza dell'Italia e della stessa Santa Sede, la quale ne aveva «il medesimo interesse»⁸¹. Era tempo che il pontefice, abbandonata la linea dell'inflexibile rigore, si facesse fautore di una distensione dei rapporti fra la Santa Sede e la corona francese. Una sua espressione di condizionata fiducia nelle dichiarate intenzioni conversionistiche del sovrano avrebbe grandemente incoraggiato l'effettiva maturazione degli eventi e avrebbe lenito gli *scrupoles* della nobiltà cattolica lealista, ostaggio di un dilemma di coscienza che solo la parola del papa poteva riscattare.

L'atto ispirato da congiunta lungimiranza e carità che, il 19 settembre, Nevers implorò a Sisto V per mezzo dei più autorevoli esponenti del Sacro Collegio implicava, probabilmente, anche prestare benevolo ascolto a Francesco di Lussemburgo, duca di Piney, già all'inizio del mese, pronto a mettersi in marcia verso Roma per farsi garante che il sovrano era disposto ad abiurare al calvinismo purché la Santa Sede lo riconoscesse re di Francia⁸². Ma Nevers, come si legge in una minuta decrittata indirizzata al cugino lo stesso 19 settembre, coltivava disegni più ambiziosi. Ludovico aspirava a persuadere il papa a inviare con urgenza ai confini francesi un esercito di «servitori della Chiesa» esente dal concorso militare e finanziario della Spagna e delle signorie di Savoia, Parma, Lorena e Ferrara. Quell'«armata» insospettabile di assecondare interessi stranieri sarebbe stata alla guida di due legati pontifici ed egli, non schierato né con il Borbone né con la Lega, ambiva all'onore di esserne nominato

⁸¹ Ivi, c. 69r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 14 ottobre 1589).

⁸² Cfr. BNF, ms. fr. 5045, c. 192r (Sisto V a F. di Lussemburgo. 11 ottobre 1589); BAV, *Urb. lat.* 1057, c. 654r (avviso del 18 ottobre 1589); BNF, ms. fr. 4698, cc. 30r-31r: 31r (S. Gonzaga a L. Gonzaga. 11 gennaio 1590).

«capitano generale». La rinsaldata autorità arbitrale del sommo pastore della cristianità avrebbe imposto l'obbedienza e la pace a tutte le forze della nobiltà cattolica francese al momento lacerate ed Enrico IV, al cospetto di ciò, avrebbe abbandonato ogni riserva circa il «farsi cattolico». Infine, sarebbe stato consacrato a Reims. Il duca tenne a informare il cugino cardinale, affinché ne mettesse a conoscenza il Sacro Collegio, che, qualora questo suo ultimo accorato appello al papa fosse rimasto inascoltato, egli sarebbe stato «forzato» a schierarsi con il Navarra nella consapevolezza – aggiunse – «che io da solo non [gli] potrò impedire d'essere re come [egli] è»⁸³.

Nelle parole che Francesco di Lussemburgo, appena partito da Roma, indirizzerà al collegio cardinalizio durante il conclave al termine del quale, il 5 dicembre, verrà eletto Gregorio XIV, echeggiano argomenti già di Nevers, nell'estate del 1589. Il futuro papa doveva salvaguardare l'unità del regno e favorire la conversione del monarca francese. Quest'ultima sarebbe stata garante della pace⁸⁴. Quanto poi alle scomuniche, quello strumento era controproducente. Il pontefice a venire avrebbe dovuto agire da buon pastore e da degno vicario di Cristo. Francesco di Lussemburgo si faceva auspicio che il successore di Sisto V fosse «un padre comune della cristianità» colmo di «prudenza e di pietà» e, in quanto eletto «per l'ispirazione dello Spirito Santo [...], mai più spagnolo che francese, più francese che ve-

⁸³ BNF, ms. fr. 3977 (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. 19 settembre 1589), cc. 280r-283v: 283r-v.

⁸⁴ Cfr. BNF, ms. fr. 5045, cc. 254r-255v: 254v-255r (minuta di F. di Lussemburgo al collegio cardinalizio. 26 ottobre 1590). Cfr. anche ivi, cc. 280r-281r (minuta di F. di Lussemburgo a Gregorio XIV. 8 aprile 1591). Sulla missione del duca di Piney, mi limito a ricordare Hector de la Ferrère, *La mission du duc de Luxembourg à Rome (1589-1590)*, in "Revue des questions historiques", XL, 1886, pp. 5-49. Sul mito di Enrico IV (l'"Ercole gallico") e il rilancio degli ideali di *renovatio* e di pace universale coniugati all'«idea di monarchia», cfr. Corrado Vivanti, *Lotta politica e pace religiosa in Francia tra Cinque e Seicento* [1963], Einaudi, Torino 1974, pp. 74-131; Id., *Henry IV, the Gallic Hercules*, in "Journal of the Warburg and Courtauld Institutes", XXX, 1967, pp. 176-197; Yates, *Astrea. L'idea di Impero nel Cinquecento*, cit., pp. 242-248.

netiano o alemano»⁸⁵. Speranze vane, quelle dei duchi di Piney e di Nevers. Papa Sfondrati sarebbe stato un papa integralmente filospagnolo.

Il 7 settembre 1589, l'ira di Sisto V si abbatté su Camillo Volta. Le espressioni di aperta militanza regalista che il bolognese si era concesso di mettere su carta fornirono l'occasione del suo arresto, ma non tutte le motivazioni di quest'ultimo. A seguire, l'esecuzione capitale del gentiluomo felsineo sembrò finanche a un diplomatico dello stampo di Alberto Badoer quella di un suddito infedele e non quella del febbrile mediatore dell'azione politica di Nevers indigesta al sovrano pontefice per i suoi toni e i suoi contenuti di latente favore navarrista.

Il 14 ottobre 1589, la *longa manus* di Ludovico Gonzaga nella corte di Roma venne recisa. Camillo Volta fu decapitato per essere «incorso in crimen lesae maiestatis». Nel «mandato della sua morte – scrisse il menante del signore di Urbino, il 18 seguente – dicono essere espressi tre capi, cioè per sospetto di fede, per maledicenza de' principi, e per istigatore di potentati contra cattolici»⁸⁶. Il bolognese – tale sarebbe stato il tenore della sentenza ai suoi danni – andò al patibolo in quanto sospettato di eresia essendo partigiano di un sovrano ugonotto; a motivo della sua disinvolta riduzione dei sentimenti di Sisto V all'annuncio dell'assassinio di Enrico III; per aver sollecitato il Navarra a invadere lo Stato della Chiesa⁸⁷.

Morto Camillo Volta, la furia del sovrano pontefice non era ancora paga. La sua preda restava il padrone e manovratore di Volta. Il papa

⁸⁵ Cfr. BNF, ms. fr. 5045, c. 255v (minuta di F. di Lussemburgo al collegio cardinalizio. 26 ottobre 1590).

⁸⁶ BAV, *Urb. lat.* 1057, c. 654v (avviso del 18 ottobre 1589).

⁸⁷ «[A] Camillo Volta [...] fu mozzo il capo, perché avvisava gl'andamenti della corte, etiam toccanti l'interesse dello Stato, non senza qualche punzecchiatura del prencipe, al duca di Nivers, del quale spacchiava l'agente» – si legge in Giorgio Pagliari, *Osservazioni [...] sopra i primi cinque libri de gli Annali di Cornelio Tacito*, in Milano, per l'her[edi] di Pacifico Pontio, et Giovanni Battista Piccaglia, 1612, p. 114.

intendeva dare alle stampe le istruzioni del duca al proprio procuratore e, in tal modo, vessarne l'onore. Se consideriamo che i *ligueurs* avevano nelle loro mani sua figlia Caterina, la pubblicazione di quelle carte avrebbe di certo gettato nella più giustificata inquietudine l'aristocratico mantovano. Il Peretti non poteva non esserne avvertito.

Mario Volta fece fallire i piani di Sisto V, riuscendo a occultare tutte le scritture che Nevers aveva trasmesso al suo procuratore e che quest'ultimo conservava a domicilio.

Mio padre è morto per amor e servizio de che Vostra Eccellentia lo sa. Ha perso tutto medesimamente per amor di che ella sa. Doppo la sua prigionia io levai tutte le scritture di Vostra Eccellentia affinché le cose sue non fossero vedute. Il papa Sisto V [le] desiderava sommamente [...] per il desiderio che haveva di [...] intenderle come intese quella de 5 di maggio, et pubblicarle per tutto il mondo e tassare Vostra Eccellentia perché non gli poteva fare altro male⁸⁸.

Quanto alle motivazioni della sentenza subita suo padre, già il 28 febbraio 1590, il giovane aveva indirizzato parole non equivoche al duca.

[...] si assicuri [che Camillo Volta è] stato fatto morire per mero dispregio di Vostra Eccellentia Illustrissima sì come gli farò vedere io quando sarò in Francia che con esso me porterò la copia del processo, della sententia e de tutto quello che sarà necessario acciò [ella] tocchi con mano essere così, il che credo ne sii a quest' hora poco men che certa⁸⁹.

Il 1 dicembre 1589, Ludovico era ancora incerto sulla sorte delle proprie lettere. Aveva però le idee chiare sulle ragioni del tragico destino incontrato dal suo agente.

⁸⁸ BNF, ms. fr. 3979, c. 76r (M. Volta a L. Gonzaga. 9 agosto 1590).

⁸⁹ BNF, ms. fr. 4698, c. 106v (M. Volta a L. Gonzaga. 28 febbraio 1590).

[...] la morte [...] del Volta – confidò al cugino Scipione – me ha molto conturbato l’animo vedendo essere stata fatta a posta per farmi uno afronte, né so quanto che sarà seguito delle mie lettere che haveva in casa. Io so bene che se [il Volta] fosse stato heretico et avesse predicato a Roma retratandosi non se haverebbe fatto morire se per scrivere alcune cose a persona non heretica, et cossì dico impossibile a effettuarsi [...] ⁹⁰.

Evidentemente – ne dedusse Nevers – «se dovea far morire l’uomo» ed esporre a una solenne umiliazione il suo padrone. Poi, ripensando alle proprie istruzioni date alle stampe dai *ligueurs*, aggiunse: «La giudichi se quelli della Lega hanno publicato le mie lettere intercette contra la volontà del papa». Camillo Volta era stato fatto «morire in prigione» perché, «in publico», non «dicesse le ingiusticie fatoli». L’aver «ritenuto il notaro [...] seco» mentre si svolgeva «il processo» – osservò il Gonzaga – dimostrava tutta «l’animosità che Sua Santità haveva contra del Volta et di me».

Ludovico sentiva ferita la propria «reputazione». Non sapeva cosa gli avrebbe riferito da parte del pontefice il legato Enrico Caetani. Egli però non nutriva alcuna buona aspettativa: «[...] mai mai ho potuto haver una misera gratia del papa [...] el che me dà segno che non mi ama et che desidera la mia rovina, cosa che non ho meritato e che è ingiustissima [...] ⁹¹. Nell’epilogo della lettera, Nevers tornò a dare voce alle proprie preoccupazioni.

Il signor Mario Volta m’ha scritto haver ritirato la zifera et le mie lettere non so se sia vero et che a Roma se siano retenute o ricerche in casa del Volta, però desidero saper che ne è stato, et quanto alla lettera sua [di Camillo Volta, essa] fu ritenuta a Roma et il giorno seguente fu portata da Sua

⁹⁰ BNF, ms. fr. 3421, cc. 114r-116r: 115r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. I dicembre 1589). In parte crittografata e probabilmente dedicata a tutta la vicenda del «povero Volta» è la missiva che il cardinale indirizzò a suo cugino il 31 gennaio 1590. Cfr. BNF, ms. fr. 4698, cc. 30r-31r: 31r (S. Gonzaga a L. Gonzaga. 31 gennaio 1590). Cfr. anche ivi, c. 34r (S. Gonzaga a L. Gonzaga. 19 febbraio 1590).

⁹¹ BNF, ms. fr. 3421, cc. 115r-v (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. I dicembre 1589).

Santità et poi fatto prigionero⁹² ma dubito se fosse Sua Santità avvertita di quello che havea scritto esso⁹³, o vero se per sospetto solo fosse stata ritenuta detta lettera o pur se tutte le lettere di quello [che noi] ordinamo furono ritenute perché se solo fu ritenuta la [lettera] del Volta è cosa molto considerabile et saria manco male [...]»⁹⁴.

Da ultimo, rese una spiacevole notizia al cugino: «ella debbe credere che la lettera sua quale era con quella del Volta fu ritenuta parimente se ben non gli è stato detto cosa alcuna et col tempo ne potrà far quel risentimento che giudicherà»⁹⁵. Il cardinale Scipione dovette scurire in volto: alcune sue libere parole erano finite sotto gli occhi di un furibondo Sisto V.

Nelle settimane seguenti, il risentimento di Ludovico Gonzaga nei confronti del pontefice restò bruciante. In sua una minuta non datata, quanto mai *tranchant* nei confronti del papa francescano, scrisse quanto segue al parente porporato:

[...] avendomi Sua Signoria Illustrissima [Vincenzo I Gonzaga] portato uno breve del papa per indurmi a unirmi con gli altri [della “Ligue”] senza darmi alcuna bona parola, né per conto della morte del Volta né per tutte le altre cose seguite a mio disgusto, anzi havendomi fatto sapere dal signor legato raclarmi⁹⁶ il cervello come se fossi uno sventato et pazzo, mi sono posto in tal collera che non voleva ricevere il breve, et se non fosse stato per rispetto di Sua Signoria Illustrissima che mi disse io li faria agravio a non lo

⁹² Le parole di Nevers si combinano con le informazioni di Lyly. La perquisizione in casa-Volta era avvenuta il 6 settembre. Il giorno successivo, seguì l’arresto.

⁹³ Nevers supponeva, evidentemente, che la lettera di Volta fosse crittografata. «[...] io faccio tutte le minute di mia mano – gli aveva scritto il Volta nel settembre del 1585 –, e poi le faccio copiare che quella mi serve per registro presso me, et chi copia non sa, o intende la ziffara». BNF, ms. fr. 4698, cc. 48r-51r: 48r (C. Volta a L. Gonzaga. 5 settembre 1585).

⁹⁴ BNF, ms. fr. 3421, c. 116r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga. I dicembre 1589).

⁹⁵ *Ibid.*

⁹⁶ Dal franc. *racler*: “raschiare”.

ricevere certo non lo havria ricevuto et non di meno l'ho fatto con patto di non gli fare risposta, né curarmi più di lui che di frate Montalto⁹⁷.

Mario Volta «in casa» di Nevers

Il 5 dicembre 1589, Mario Volta si trovava a Bologna, dove – ricercato dalle autorità pontificie – era giunto sotto false generalità. Scriveva a Nevers per dagli conto del patrimonio paterno confiscato, poi in parte liquidato, in parte devoluto all'Ospizio dei mendicanti⁹⁸ recentemente fondato da Sisto V e in parte concesso allo zio prelado e ufficiale dello Stato, Giovanni Battista Volta⁹⁹. Mario era quanto mai determinato a prendere la strada della Francia. Doveva solo «trovare i denari» sufficienti a partire per mettersi a disposizione del duca, «al servitio del quale» era «risoluttissimo» a destinare tutto se stesso¹⁰⁰. «[La supplico] per l'amor d'Idio la mia protettione» – scriveva il giovane, raccomandandosi agli «illustrissimi Gonzaghi» affinché lo aiutassero a rientrare in possesso almeno di una piccola parte dei beni paterni bastevole a coprire le spese del viaggio nei suoi programmi. Prima di lasciare l'«Italia», Mario intendeva fermarsi a Mantova per fare la «riverentia» al duca Vincenzo I e «intendere» se sua altezza

⁹⁷ BNF, ms. fr. 4700, cc. 111r-v: 111r (minuta di L. Gonzaga a S. Gonzaga, s. d. [ma marzo 1590]). Cfr. anche la lettera di L. Gonzaga a V. Gonzaga, in data 19 marzo 1590 (cfr. Brambilla, *Lodovico Gonzaga*, cit., pp. 166-169: 168).

⁹⁸ Cfr. Paolo Simoncelli, *Origini e primi anni di vita dell'Ospedale romano dei poveri mendicanti*, "Annuario dell'Istituto storico italiano per l'età moderna e contemporanea", XXV-XXVI, 1973-74, pp. 121-172.

⁹⁹ Cfr. BNF, ms. fr. 3421, cc. 125r-v: 125r (M. Volta a L. Gonzaga. 5 dicembre 1589). Cfr. la *Nota de' beni mobili et immobili di Camillo Volta* in ASR, *Archivio di S. Giovanni Decollato, Libri e giornali del provveditore*, reg. 7, cc. 159v-160r. Il testamento di Camillo Volta, all'indomani della sua condanna alla pena capitale, venne dichiarato «nullo». BAV, *Urb. lat.* 1057, c. 654v (avviso del 18 ottobre 1589).

¹⁰⁰ BNF, ms. fr. 3421, c. 125r (M. Volta L. Gonzaga. 5 dicembre 1589).

desiderava affidargli «cosa alcuna per servitio» di suo zio Ludovico¹⁰¹.

Il 28 febbraio 1590, da Mantova, il ragazzo scrisse una lunga lettera a Nevers. Volle spiegargli che la sua permanenza a Bologna aveva avuto lo scopo di restare «vicino alle scritture» indirizzate dallo stesso Gonzaga a suo padre e che egli aveva «salva[to]» e posto al sicuro a Roma. Sperando che l'ira del papa, trascorsi alcuni mesi, «si avesse da placare alquanto», Volta *junior* aveva concepito un piano per accedere furtivamente nella capitale pontificia e recuperare quei documenti che intendeva portare con sé oltralpe. Aveva però dovuto desistere dal proprio intento. Sisto V non si era «placato» affatto. Piuttosto, «tutto el contrario». Temendo allora di essere «scoperto da qualche malevolo», il giovane aveva lasciato in fretta Bologna e si era recato Mantova. Ivi, aveva incontrato Cesare Ceppi e aveva fatto istanza a Vincenzo I di inviare un «gentilhuomo» a Roma ad «accattare» i testi da lui lasciati in custodia a una persona fidata. Il duca gli aveva accordato quella richiesta. Confortato da certi «avvisi» ricevuti da Bologna, Mario attendeva per il giorno seguente l'arrivo di quei carteggi a Mantova. Fra questi ultimi, vi erano «quattro lettere» di Nevers particolarmente rilevanti.

Volta aveva intenzione di riporre tutte le «scritture attenenti» al duca in «una cassa ben accomodata», che avrebbe consegnato nelle mani sicure di Ceppi. Quest'ultimo l'avrebbe tenuta in custodia sino a quando egli non avesse preso la strada per la Francia. Fatto ciò, si sarebbe portato a Norcia. Al «governo di quella Montagna», si trovava infatti suo zio Giovanni Battista, il quale gli faceva «instantia grandissima» di venire a «parlar seco»¹⁰². A seguire, nel termine di «tre o quattro giorni», avrebbe lasciato per sempre l'Italia.

¹⁰¹ Ivi, c. 125v.

¹⁰² BNF, ms. fr. 4698, cc. 106r-v: 106r. (M. Volta a L. Gonzaga, 28 febbraio 1590). Giovanni Battista Volta, dal settembre del 1589, era prefetto di Norcia e Montagna. Cfr. *Legati e Governatori dello Stato pontificio*, cit., p. 313.

L'orfano di Camillo Volta informava Nevers di aver perso tutto¹⁰³. Il pontefice non solo non aveva voluto lasciargli neppure «un soldo» ma, quale responsabile contumace dell'occultamento delle missive di Nevers al proprio procuratore, gli aveva imposto il bando da Bologna e da Roma. Sisto V si era «contentato» di non bandirlo da «tutto lo Stato ecclesiastico» esclusivamente per «amor» di monsignor Giovanni Battista Volta. Quest'ultimo era pronto a intercedere presso il papa un atto di clemenza, ma Mario non ne voleva sapere: aveva scritto al parente prelado e gli avrebbe ribadito a voce che non doveva «più in modo alcuno far parlare a Sua Santità» allo scopo di implorargli la grazia in suo favore. Quest'ultimo era infatti il suo «minimo pensiero». Egli non aveva alcuna intenzione di tornare, durante il vigente pontificato, nei domini della Chiesa¹⁰⁴.

Ai primi di aprile Mario Volta era «in casa» di Ludovico Gonzaga¹⁰⁵. Dopo un viaggio avventuroso, si era presentato al cospetto del duca con al seguito il prezioso plesso di «scritture» a suo tempo da lui spedite al suo agente romano¹⁰⁶.

Il giovane aveva visto esaudite le proprie speranze di essere assunto alle dipendenze del padrone di suo padre e, nel giugno, sentì l'urgenza di comunicare al suo signore il suo stato d'«animo». Gli premeva fargli «sapere come si «truo[vasse]» e quali «trattamenti» gli fossero riservati presso la sua corte. Mario non era affatto soddisfatto.

Son venuto qui veramente per servirla – scriveva – [...] non già per essere strapazato come sono. Piacque alla Eccellentia Vostra Illustrissima al mio arrivo di riconoscermi d'una piazza di gentiluomo servente, per la quale credo sappia molto bene come sono trattati quelli che hanno tal carica, e non

¹⁰³ Cfr. in tema anche Biblioteca Universitaria di Bologna, ms. 770, Antonio Francesco Ghiselli, *Memorie antiche manoscritte di Bologna*, XVIII, cc. 703r-704r (cfr. Testa, *Death of a political informer*, cit., p. 6n).

¹⁰⁴ BNF, ms. fr. 4698, c. 106v (M. Volta a L. Gonzaga, 28 febbraio 1590).

¹⁰⁵ BNF, ms. fr. 3979, cc. 44r-v: 44r (M. Volta a L. Gonzaga 19 giugno 1590).

¹⁰⁶ Ivi, c. 76r (M. Volta a L. Gonzaga. 9 agosto 1590).

lo sapendo quando gli piacerà glielo dirò io, e troverà con effetto che è impossibile ch'un gentiluomo itagliano solito havere qualche poco di comodità a casa sua possi durarla con questi francesi a quella tavola del mastro di casa, poiché non vi è differenza alcuna da gentiluomini a quelli che non sono, il che non era per il tempo passato per quanto dicono quelli che vi si sono trovati¹⁰⁷.

Il bolognese pretendeva riguardi. Gli risultava intollerabile la commistione vigente alla tavola del maestro di casa tra dipendenti con e senza rango di nobiltà. Abiti, gusti, stili di comportamento di matrice sociale diversa convocati intorno alla medesima mensa oltraggiavano il suo senso identitario aristocratico incompatibile con lo stile relazionale dai tratti informali e quasi camerateschi in vigore fra il personale di servizio del nobile mantovano¹⁰⁸. Mario metteva del tutto in subordine il proprio debito di riconoscenza nei confronti del Gonzaga il quale, in nome degli affetti che lo legavano alla memoria di Camillo Volta, si era preso in carico il suo destino di orfano privo di risorse e bandito da Roma e da Bologna. Per lui, la salvaguardia del proprio *ethos* nobiliare aveva precedenza su tutto.

Quando arrivai qui havevo un servitore itagliano del quale son stato sforzato privarmene per li mali portamenti che gli erano fatti nel tinello, sì anche perché ho inteso che l'Eccellentia Vostra non dà cavallo a' servitori de' gentiluomini serventi, per il che sono stato sforzato pigliare un furfante d'un laché che mi serve come Dio 'l sa, e spenderne più per tenerlo lui che non facevo quando havevo un galant'huomo appresso, et che me potevo fidare¹⁰⁹.

Mario non si contentava di essere trattato da «semplice gentiluomo servante e da servitor nuovo». Riteneva di meritare una mensa sepa-

¹⁰⁷ Ivi, c. 44r (M. Volta a L. Gonzaga 19 giugno 1590).

¹⁰⁸ Alla corte di Nevers, tra il 1565 e il 1571, vissero con mansioni domestiche o semplicemente come familiari 86 persone, fra le quali 52 francesi e 35 italiani (il 40% del totale). Nel 1593, la *maison* del duca contava 155 dipendenti. Cfr. Le Roux, *La faveur du roi*, cit., pp. 117-118; Crouzet, *Recherches sur la crise de l'aristocratie*, cit., pp. 7-50.

¹⁰⁹ BNF, ms. fr. 3979, c. 44r (M. Volta a L. Gonzaga 19 giugno 1590).

rata e un attendente personale italiano, rispettato e munito di un cavallo. A tal scopo, si consentiva di ricordare al duca di essersi impegnato a tenere al sicuro, ovvero «non vedute», le sue missive destinate a Camillo Volta. Se non compiaciuto, Mario chiedeva «licentia di trovare altri padroni»¹¹⁰. Il tenore di vita al quale era abituato esigeva un trattamento finanziario ben diverso. Neppure il cospicuo donativo ricevuto dal Gonzaga appena arrivato al suo cospetto gli era stato sufficiente a coprire le prime spese necessarie a salvaguardare il suo decoro signorile¹¹¹.

Se a lei parerà di volermi consolare in qualche parte, et [...] che io habbi a continovar al suo servitio saprà ch'io son senza denari, et che delli 50 scudi che li piacque farmi donare sono tutti spesi, prima per satisfare chi da me doveva, seconda per ricomprare quelle comodità che mi sono state levate per il camino da quelli soldati¹¹², et di più mi è convenuto fare ancora venti scudi di debito¹¹³.

Il duca era invitato a decidersi: «[...] se l'Eccellentia Vostra Illustrissima vole ch'io la seguiti dove hora si prepara per andare¹¹⁴, li conviene agiutarmi sì come gli ho detto di denari, cavallo e arme». Il giovane Volta aveva scritto anche suo zio e ne attendeva la «risposta». Lo aveva sollecitato a inviargli «quanto prima cento scudi con altre robbe, e l'assegnamento di 200 scudi l'anno per poter servire onoratamente» il duca di Nevers. Qualora il parente gli avesse risposto in modo negativo, egli era pronto a tornare in Italia «per far quello che forsi poco gli piaceria».

¹¹⁰ Ivi, cc. 44r-v.

¹¹¹ Sull'imperativo dell'etica aristocratica alla conservazione di un determinato tenore di vita garante del prestigio della persona e del casato, cfr. Renata Ago, *Carriere e clientele nella Roma barocca*, Laterza, Roma-Bari 1990, p. 115.

¹¹² Un cenno, quest'ultimo, a una imprecisata disavventura patita durante il viaggio dall'Italia alla Francia.

¹¹³ BNF, ms. fr. 3979, c. 44v (M. Volta a L. Gonzaga 19 giugno 1590).

¹¹⁴ Nel luglio del 1590, il duca di Nevers, scese in armi al fianco di Enrico IV.

Mario concluse la missiva maledicendo «quel tirano di Sisto V» che gli aveva sottratto ogni bene paterno e scusandosi con l'interlocutore per avergli scritto «così liberamente». Si disse infine «il più disperato huomo del mondo». Le notizie che gli giungevano dall'Italia gli confermavano che «le cose» di suo zio Giovanni Battista andavano «malissimo», ma – aggiunse – «più per me che per lui»¹¹⁵.

Il 9 agosto, il ragazzo tornò a scrivere a Ludovico Gonzaga. Il giorno precedente, nel corso del colloquio con lui avuto, non aveva trovato il coraggio di parlargli come avrebbe voluto. «Intesi molto bene Vostra Eccellentia Illustrissima hieri – osservò –, ma non potti né hebbi ardire di rispondergli a bocca per l'honore e reverentia che mi pare dovergli portare, come prencipe e padrone di casa mia già sono 30 anni»¹¹⁶.

Non bastandogli «l'animo» di provvedere a voce e non volendo che altra «persona» vi si prestasse a nome suo, Mario si era risolto a comporre una «polizza» dedicata a riferire al suo padrone «alcun[i] particolar[i]» dei quali, sino a quel momento, non aveva voluto fare «motto per buon rispetti». Il suo stipendio – malgrado le grazie infine accordategli¹¹⁷ – non lo soddisfaceva affatto. «Hora che mi ha detto – scrisse – non mi poter dare di [in]gagio l'anno più delli 40 scudi et che li pare mi debbano bastare havendo la spesa per mio servitore e

¹¹⁵ BNF, ms. fr. 3979, c. 44v (M. Volta a L. Gonzaga 19 giugno 1590).

¹¹⁶ Ivi, cc. 76r-v: 76r (M. Volta a L. Gonzaga. 9 agosto 1590). L'affermazione di Mario induce a supporre che il rapporto di servizio della sua «casa» con il duca risalisse al 1560 circa e che suo padre Camillo, all'epoca un bambino di 8 anni, non sia stato il primo membro della famiglia alle dipendenze di Nevers. Boltanski, *Les ducs de Nevers et l'État royal*, cit., p. 199n, vuole Camillo Volta al servizio del duca «durant presque toute la seconde moitié du XVI^e siècle». Testa, *Death of a political informer*, cit., p. 4, stima ultraventennale la carriera di Camillo Volta nelle vesti di procuratore del Gonzaga. La prima attestazione a me nota dell'ufficio di agente ricoperto da Volta a favore dell'aristocratico mantovano ricorre in BNF, ms. fr. 4687, cc. 68r-v (C. Volta a G. P. Medici. 30 luglio 1570).

¹¹⁷ La concessione di un cavallo per il suo servitore e la presa in carico da parte del duca della paga del suo attendente.

cavallo gli dico essere cosa impossibile ancorché havessi qualche aiuto da mio zio, il quale non lo so certo d’haverlo»¹¹⁸.

Con ruvida franchezza, il giovane si dette a ripercorre gli eventi occorsi e le proprie scelte. Salvando le lettere del duca dalla pubblicazione, fatto quest’ultimo che l’avrebbe inesorabilmente esposto a gravissimo imbarazzo ed altrettanto gravi conseguenze, egli aveva compiuto una precisa scelta di campo contraria al proprio interesse. Nel darvi corso – volle ribadire al Gonzaga –, «mi parve di fare [il] suo servitio e lasiare il mio». Se avesse badato al proprio esclusivo tornaconto, egli si sarebbe astenuto dal tutelare quelle carte e sarebbe potuto rimanere a Roma «ad aiutare» il suo genitore. Inoltre, avrebbe «sgombrato casa per almeno 500 scudi di mobili» e avrebbe fatto «molte cose» che, successivamente, i delegati al «governo» della sua abitazione non avevano avuto l’«ardire di fare». Ciò detto, non era ancora tutto. Qualora non «fosse stato in contumacia della corte», il papa gli avrebbe concesso «la sua legittima» e avrebbe ascoltato le sue «ragioni», cosa che, invece, si era guardato dal fare giacché egli non aveva voluto «acconsentire» a consegnargli «le scritture» di Nevers. Infine, se egli avesse collaborato con gli inquirenti, «la composizione» tra lo Stato e gli eredi di Camillo Volta, dopo la confisca dei beni di quest’ultimo, sarebbe stata fatta a «nome» di Mario e non a quello Giovanni Battista Volta. Di conseguenza, il giovane non solo avrebbe ottenuto l’indennizzo concesso al parente monsignore, ma non sarebbe stato «bandito» da Roma e da Bologna. Senza dimenticare, poi, i pericoli corsi: «se il papa – aggiunse il ragazzo – mi avesse potuto avere nelle mani in quel principio mi havrebbe fatto come ha fatto a mio padre, questo è cosa certa e non è da dubitarne [...]»¹¹⁹.

Considerato tutto ciò, per altro ben noto al Gonzaga, Mario domandò al suo interlocutore se una retribuzione pari ad appena «40 scudi l’anno» potesse essere adeguata ai suoi meriti. Poi, aggiunse:

¹¹⁸ BNF, ms. fr. 3979, c. 76r (M. Volta a L. Gonzaga. 9 agosto 1590).

¹¹⁹ Ivi, cc. 76r-v.

Io credo che Vostra Eccellentia si ricordi del donativo che gli piacque fare a mio padre già sono due anni passati e che sappi ne dovrebbe ancora 1.500. Credo sappi medesimamente quanti anni sono corsi che non ha havuta la provisione che Vostra Eccellentia li donava et se non se lo ricorda i libri de' suoi tesoreri glielo diranno forsi. Desiderarei sapere se quello che lui doveva lo vuole concedere a me sì o no. So bene che di ragione non gli posso adimandar niente havendo mio padre lasiato herede Vostra Eccellentia ma [...], come lei mi disse nel suo gabinetto il primo giorno che arrivai, [...] lo haveva lasiato herede perché sapeva non haver a fare con un prencipe ingrato, et che non avesse incontinente ceduto tutto a suo figliolo [...]¹²⁰.

Volta chiedeva per sé gli stipendi arretrati del padre e 1.500 scudi corrispondenti al saldo di un «donativo» che al genitore era stato solo parzialmente corrisposto. Ottenuto ciò, «finché la fortuna contraria» non avesse voltato «ad un'altra banda», egli si sarebbe fatto bastare la «provisione de' 40 scudi l'anno» assegnatagli da Nevers. Il bolognese aveva le idee chiare: avrebbe messo «a frutto» i capitali acquisiti e, al contempo, avrebbe persuaso lo zio a erogargli «almeno» cento scudi l'anno.

Se alla Eccellentia Vostra Illustrissima – concluse – piacerà concedermi quello che gli ho detto potrà esser certo che tutto sarà sempre ad ogni suo comandamento et che tutto me impiegherà per farli honore. Di tutto la supplico quanto posso si degni farmi sapere la risposta per il desiderio che ho di dar ordine a' casi miei¹²¹.

Il mio dossier di missive di Mario Volta a Nevers si esaurisce qui. Rimango all'oscuro degli sviluppi del rapporto del giovane con Ludovico Gonzaga, il quale, con ogni probabilità, dovette replicare alla lettera indirizzatagli il 9 agosto affidandosi alla voce e non alla carta.

¹²⁰ Ivi, c. 76v.

¹²¹ *Ibid.*

Conclusioni

Camillo Volta andò al patibolo per tre motivi: in quanto sospetto di eresia, quale fautore del Navarra; in ragione dell'aver scritto a Nevers che Sisto V aveva accolto con incontenibile gioia l'annuncio dell'assassinio di Enrico III di Valois; per aver invitato Enrico IV a invadere lo Stato della Chiesa alla testa di 50.000 uomini.

Volta commise una leggerezza gravissima per un esperto professionista come lui. Suddito pontificio a tutti noto entro la corte di Roma come l'agente di un principe italiano Pari di Francia fra i più potenti e facoltosi del reame, Camillo si ritenne al di sopra dei rischi connessi al proprio ufficio e si consentì di conservare una minuta non cifrata di un dispaccio a Nevers, nel quale – oltre a dare libero sfogo ai propri favori navarristi che trascendevano di molto l'apertura condizionata al monarca ugonotto concessa dallo stesso Gonzaga –, si permetteva espressioni apertamente lesive della maestà del sovrano pontefice.

Camillo Volta, all'altezza della fine di agosto e dei primi giorni di settembre del 1589, era un uomo provato da mesi di attivismo infruttuoso dedicato alla sistematica contestazione, su mandato del duca, della condiscendenza di Sisto V verso la Lega e il re di Spagna, nelle settimane comprese tra il monitoraggio a Enrico III e l'ascesa al trono di Enrico di Navarra. L'ufficiale felsineo pagò con la vita una condotta all'insegna dello stile disinvolto e a tratti incurante della prudenza con il quale, in una fase delicatissima delle relazioni tra la Francia e la Santa Sede, pretese ascolto nelle aule più esclusive del potere sovrano; confutò gli avvisi di Francia altrui; diffuse informazioni e documenti; sembrò dispensare lezioni di acume politico.

Le parole di Volta riscontrate nella sua missiva a Nevers fornirono l'occasione, non tutte le motivazioni del suo arresto. Il bolognese andava fermato; e con lui, il suo manovratore per via epistolare.

Le mosse del Gonzaga successive alla cattura del proprio agente illustrano la qualità e la quantità delle risorse informative sulle quali il duca poteva contare tra Mantova e Roma. Ugualmente, la reazione di

Nevers alla prigionia di Volta pone in luce la vastità della rete di solidarietà ecclesiastiche e signorili che egli fu in grado di mobilitare dal suo scrittoio. L'obiettivo di Ludovico era ottenere la grazia della vita al suo procuratore ed evitare la pubblicazione delle compromettenti istruzioni a lui trasmesse dopo l'assassinio del *dernier* Valois e l'ascesa al trono dell'ugonotto Enrico di Navarra. Il papa, invece, era determinato a entrare in possesso di quelle lettere. L'obiettivo di Sisto V era dare in pasto quei testi ai partigiani della Lega, rendendo di pubblico dominio le libere parole con le quali il Gonzaga lo descriveva ostaggio dei nemici della Francia e responsabile di quel monitorio del 24 maggio che aveva concorso a insinuare nella mente dei più fanatici *ligueurs* il regicidio di Saint Cloud.

Un adolescente fece fallire i piani del pontefice. Il figlio di Camillo si mosse con scaltrezza. Salvò le missive di Nevers dalla requisizione e si sottrasse agli inquirenti, riparando oltre i confini dello Stato della Chiesa. Infine, intraprese un viaggio avventuroso che l'avrebbe portato al cospetto del padrone del genitore con al seguito quello scottante plesso di scritte.

Giunto a destinazione, Mario Volta passò ufficialmente al servizio del duca, ma non con la soddisfazione che si attendeva. La modesta retribuzione riconosciutagli non gli bastava a salvaguardare il suo decoro nobiliare un tempo assicurato da un'abitazione di prestigio, da una mobilia di valore e da un nutrito numero di servitori. Il bolognese avrebbe provato a sollevarsi da quel trattamento per lui pregiudizievole. Scaltro, padrone della comunicazione epistolare, abile negoziatore, per nulla intimidito dallo *status* del suo interlocutore, Volta *junior* ricordò al duca i servizi prestatigli a tutela del suo buon nome e le gravose conseguenze giudiziarie ed economiche da lui subite in ragione di tanta dedizione. Mario ottenne solo parziale soddisfazione alle sue richieste. Con l'obiettivo di sollecitare la generosità del suo padrone, ricorse allora a un'ulteriore leva persuasiva. Quest'ultima agiva direttamente sul senso dell'onore del duca. A Camillo Volta sarebbero spettati alcuni stipendi arretrati e anche una cospicua somma a saldo di un certo donativo che si era meritato. Po-

sto dinanzi alla propria parola data, è possibile che il cinquantenne aristocratico mantovano abbia infine accordato al giovane gentiluomo connazionale ciò che era stato promesso al suo genitore morto in servizio.

Erudizione e libri probiti nella biblioteca privata del “giovane Muratori”

Il presente studio nasce da un’indagine che ha avuto la sua genesi in un’esposizione¹ di documenti Muratoriani conservati nell’Archivio di Stato di Modena, curata dalla scrivente, in cui è stato esposto un documento inedito e sconosciuto agli storici, che svela il primo fulcro della Biblioteca privata del “giovane Muratori”, unita ai testi della Biblioteca Estense come cita la sua stessa intestazione: *Libri a Lud.o Antonio Muratorio viro clarissimo pro se aut pro Atestina biblioteca olim comparati, ex notis ab eodem Muratorio Librorum eorum ex frontibus adscriptis decerpit, quae sequuntur Pelegrinus Luscius vel potius notas ipsas integras exscripsit (1756).*²

Il documento esposto dalla scrivente, citato nell’inventario del Fondo della Biblioteca Estense conservato nell’Archivio di Stato, era sconosciuto agli storici, è stata quindi colta l’opportunità con questa mostra, di ridargli pieno valore, estraendolo dall’enumerazione dei documenti della miscellanea di pertinenza, per proporlo quale testimonianza della prima formazione culturale del Muratori, come indica la cronologia e la tematica delle opere elencate, riferentesi alla fase giovanile degli studi muratoriani, arricchita anche da molteplici doni d’autore e libri personali. I frontespizi sottoscritti dal Muratori, accuratamente riportati dall’estensore del documento, l’archivista ducale

¹ *Lodovico Antonio Muratori: dalla carità cristiana alla Pubblica felicità*, a cura di Rosa Lupoli e Maria Carfi, mostra documentaria allestita nell’Archivio di Stato di Modena in collaborazione con la Deputazione di Storia Patria per le antiche Province modenesi, Modena 26 maggio-30 settembre 2017.

² È conservato in Archivio di Stato di Modena (d’ora in poi ASMo), *Amministrazione della Casa, Biblioteca*, Filza 4, fasc. I, e trascritto in Appendice documentaria.

Pellegrino Nicolò Loschi, rendono le note di possesso la prova inequivocabile dell'appartenenza dei libri al dotto Vignolese.

L'ottica con cui si può studiare un simile prezioso cimelio comporta una duplice indagine di carattere propriamente bibliologico, al fine di individuare i testi enucleati e lo svolgimento del percorso ideologico Muratoriano. Altresì ci si deve spostare anche sul versante archivistico, al 'produttore' dello stesso documento, al momento storico in cui fu creato, al rapporto di questo singolo *item* con il fondo complessivo in cui è stato conservato - la Biblioteca Estense - ovvero la miscellanea documentaria che raggruppa i documenti relativi alla storia della Biblioteca degli Este nel suo progressivo accrescimento e anche alla storia dei Bibliotecari estensi di illustre memoria che hanno contribuito a crearla e ad accrescerla con acquisizioni e incrementi nonché a ricostruirla nei Cataloghi compilati. Per il periodo cronologico in esame, fa fede l'opera di Pellegrino Loschi, controversa figura del tempo, cui si deve però, aver traghettato la Biblioteca nel non facile momento, successivo alla morte del Muratori, del passaggio verso la fase di apertura al Pubblico, attuandone la sua ricostruzione, che comportava anche il ripensamento della gestione di tutto il patrimonio documentario, mentre si apriva all'uso generalizzato, quindi con impliciti problemi di tutela e di inventariazione, dovendo riconvertirsi da bene privato a bene pubblico. Nei memoriali che documentano diffusamente la sua attività, si coglie sempre la sua *mission*: i mezzi da attuare per approntare strumenti per la tutela e l'efficienza di una Biblioteca che diventa Pubblica conferendo al suo lavoro una grande modernità, in una temperie storica che salutava questa felice fase di condivisione della cultura, alla luce delle idee progressiste dell'Illuminismo.

Nel caso di questo documento è proprio la sua ambivalenza come documento, sia bibliografico che archivistico, a valorizzare l'opera di Pellegrino Loschi, che nel corso del suo ciclopico riordinamento della Biblioteca lo documentò con un minuzioso riscontro, le *Memorie*

decennali della Biblioteca Estense,³ dando atto anche della genesi del documento attinente i libri personali del Muratori, che seppure indicativi dell'importanza che avevano nella sua formazione giovanile, sembrano esigui nella loro consistenza (solo 76 opere di fatto specifiche al campo religioso). Infatti, dato l'interesse onnivoro ed enciclopedico per la cultura del grande Vignolese, le opere, quasi tutte di erudizione religiosa di autori che hanno fatto la storia degli studi teologici e di storia ecclesiastica del sec. XVI-XVII, non sembrano essere esaustive degli interessi muratoriani, ma piuttosto selezionate dal Loschi, oltre al criterio del possesso, anche per quello di una futura collocazione nelle scansie della Biblioteca Estense, ed in base alla loro tipologia di materiale (secondo la classificazione messa in atto). Potevano quindi essere state estrapolate nel corso di una risistemazione biblioteconomica, ed in base al loro genere bibliografico, poi enucleate a parte, in quanto, le sottoscrizioni sui frontespizi manoscritte dal Muratori, le identificavano quali suoi beni personali e probabilmente di suo uso corrente, rimaste poi in loco nella Biblioteca ducale, anche dopo la sua morte.

Analisi del documento

Il ruolo di Bibliotecario fu quello che il Muratori sentì suo sino alla fine (non a caso si firmava *Bibliothecarius*), pur se congiunto a quello di Archivist; nei fatti fu lo Storico della Casa d'Este, ruolo che officiò sempre con lealtà agli interessi dinastici quale custode delle memorie storiche degli Este. Alla base del suo operato vi fu il convincimento di una valenza letteraria che comportava questa sua duplice funzione e di dover rendere note le opere storiche e i tesori custoditi nella Biblioteca Estense secondo la *mission* del Bibliotecario colto e erudito di Antico regime. La sua funzione nel fondere questi due ruoli si coagulò nella custodia di beni, carte e libri della Corte orientando la gestione culturale del suo tempo, che improntò fino a

³ ASMò, *Amministrazione della Casa, Biblioteca*, Filza 3, fasc. XI.

far identificare il suo magistero come “il cinquantennio muratoriano.” Oltre al lustro che diede al ruolo, nel giudizio postumo emesso dai suoi successori, emerge lo scarso merito accordatogli per l’impegno tecnico reputato insufficiente sia sul piano pratico, che sul fronte del piano catalografico e biblioteconomico; eguale fu il consenso che gli arrise sul piano archivistico per il mancato ordinamento di serie e documenti, dovuto probabilmente anche ai continui spostamenti delle carte per le contingenze belliche del Ducato. Se però, è largamente accreditata l’immagine di un Muratori che disattendeva gli obblighi del suo mandato, è stata trascurata invece quella di solerte acquirente di libri, sia per uso personale che per le raccolte della Biblioteca ducale, come attesta un documento rilasciato al Muratori dal Duca Rinaldo d’Este, un *Passaporto*⁴ valido negli Stati Italiani ... *di provveder libri per la nostra Biblioteca* ... una delle più fornite ed ammirate del tempo, come attesta Bernard de Montfaucon nel suo viaggio in Italia. Senza considerare poi, che il Muratori aveva sin dalla sua prima formazione culturale, fatto proprio l’ideale enciclopedico di una *Koinè* letteraria enunciata programmaticamente dal suo maestro, Benedetto Bacchini, nel *Giornale dei Letterati*. Questo ideale di comunione di dotti lo esprimerà a pieno nel suo voluminoso *Epistolario*, dove realizza, nel fitto intreccio di relazioni epistolari con sodali e corrispondenti, il progetto da lui vagheggiato di una “Repubblica di letterati” impostata sul dialogo, sul libero confronto delle idee, sullo scambio di informazioni e il confronto costante su opere e autori. Infatti, anche dall’*Epistolario* emerge la trama delle letture del Muratori seguendo le continue richieste inoltrate ai suoi corrispondenti; non a caso il carteggio con il suo editore di lunga data, il bolognese, Filippo Argelati, mostra il suo canale preferenziale nel reperimento di testi ultramontani (francesi e olandesi) in quella che era la vera spina dorsale del suo progetto riformatore. Però appare sempre sfocato il riferimento a una sua Biblioteca personale, nei

⁴ ASMò, *Archivio per Materie, Letterati, Muratori*, b. 46/3, fasc. 20, n. 5.

suoi *Testamenti*⁵ ad esempio esprimeva la sua volontà di lasciare agli eredi ... *ancora tutti i libri di mia ragione, eccettuati i composti da me che slegati si possono vendere...* confermando quindi la realtà di una sua esistenza. Solo in una nota senza data, forse riferibile al 1734⁶ si esprime chiaramente ... *lascio parimenti alla Biblioteca del Ser.mo Sig. Duca ...alcuni libri di mia ragione non esistenti nella medesima...* dove rende evidente la gestione promiscua nel possesso dei libri sia personali che della Corte. Né da altre note archivistiche emergono altri indizi circa la sorte di questa Biblioteca *eccellente*, che sembrava scomparsa, o probabilmente, come è evidente alla luce di questo documento, confusa in quella Ducale, fattore che rende difficoltoso il tentativo di una ricostruzione sistematica del suo patrimonio librario, sicuramente consistente per la sua attività di studioso e di Bibliotecario. Per di più era stata arricchita anche dal lascito dell'amico fedele, Giovan Gioseffo Orsi, libri che parzialmente erano stati rivenduti dallo stesso Muratori; egualmente si può ipotizzare che anche gli eredi abbiano effettuato *post-mortem* una vendita dilazionata nel tempo della sua biblioteca, di cui purtroppo non è ci è giunto alcun inventario o catalogo. Ora questo documento redatto dal Loschi ci restituisce un primo significativo elenco di opere, per lo più religiose o a lui donate, delle quali, alcune si ritrovano ancora conservate nella Biblioteca Estense Universitaria di Modena, come risulta dai cataloghi.

Uno sguardo complessivo alle opere elencate ci restituisce sprazzi di un'educazione intellettuale, rivolta agli studi eruditi, vivificati dalla guida spirituale del suo dichiarato mentore, Benedetto Bacchini (*balia degli ingegni*). Alla luce del suo insegnamento, il Muratori condusse ad alto livello, la revisione della ricerca erudita e storiogra-

⁵ I Testamenti del Muratori sono conservati in BEU, *Archivio Muratoriano*, Filza 45, fasc. 1; in ASMo, *Notarile*, Cassetta n. 4746. Sono datati al 1698-1724-1744 i corrispettivi in BEU, invece al 1731 quello conservato in ASMo.

⁶ Francesca Negri, *Libri e autori Inglesi nell'Epistolario di Ludovico Antonio Muratori*, in Eugenio Canone (a cura di), *Bibliothecae selectae. Da Cusano a Leopardi*, Olschki, Firenze 1993, pp. 571-579.

fica e perfezionò il suo passaggio dall'*erudizione profana all'erudizione sacra*; la lezione appresa all'alto magistero del Bacchini, lo portò ad una libertà mentale e ad una metodologia dello studio critico delle fonti religiose elaborate dai Padri Maurini, come attesta nel documento, il folto gruppo di opere religiose elaborate dalla colta *intelleghentia* dell'ordine. La massiccia presenza di questi testi, del livello qualitativo altamente scientifico proprio della produzione della Congregazione di S. Mauro, evidenzia già nel giovane Muratori l'ideale di una conoscenza a tutto tondo, capace di comprendere e collegare la sapienza degli antichi e dei moderni.

Alla scuola di erudizione del Bacchini e dei Padri Maurini

È nota l'influenza esercitata dal Bacchini nell'evoluzione spirituale del Muratori (come lui stesso confessava nella lettera-biografia diretta a Giovanni Artico di Porcìa), il perno su cui si strutturò, sostituendo alla confusa voglia di sapere la razionalità di un sapere costruito e meditato. Il giovane Muratori alla scuola del Bacchini "fu spinto dall'esempio del maestro a rivolgere la propria attenzione alla storia ecclesiastica e all'esegesi critica dei fatti patristici"⁷ che si concretizzò in un acuto spirito di indagine critica al servizio della dottrina cristiana per trasformare la storia (sia ecclesiastica che civile) da genere oratorio a genere civile.

Dalla Modena estense, Bacchini additava l'erudizione dei Padri Maurini come il riferimento più valido di una riforma culturale, dove emergevano massicciamente il portato dei Monaci Benedettini di S. Mauro, votati all'indagine documentaria e bibliografica.

Contribuendo a dar voce ad un senso di insofferenza nei confronti della scolastica, dell'aristotelismo, di vecchie consuetudini oratorie monastiche e

⁷ Ezio Raimondi, *I Padri Maurini e l'opera del Muratori*, in Id., *I lumi dell'erudizione: saggi sul Settecento italiano*, Vita e pensiero, Milano 1989, p. 17.

conventuali. E avvaloravano l'esigenza di un rinnovamento degli studi all'insegna di una più stretta integrazione tra teologia e storia⁸.

Lo stesso magistero dei Maurini era un coagulo di direzioni di ricerca, scambi di libri e informazioni, che imprimeva un tono cosmopolita al dialogo erudito; intorno alla loro cerchia intellettuale si stendeva una rete di relazioni in cui si muovevano personaggi come Giusto Fontanini, Domenico Passionei, il bibliotecario Magliabechi e il centro modenese-parmense (Bacchini e Muratori), fortemente caratterizzato dall'attività di Bacchini e di allievi devoti, quali appunto il Muratori e il futuro Cardinale Fortunato Tamburini. Una stagione febbrile di studi che avrebbe portato il Mabillon in Italia tra il 1685-86 sull'onda lunga di quel movimento, dando un illuminato esempio di dedizione alla cura di testi patristici, alla ricerca e allo studio di codici e documenti, pioniere di un'era che avrebbe indirizzato Muratori alla riscoperta storiografica del Medio Evo. In quegli stessi anni, Bacchini iniziava la redazione del *Giornale dei letterati* e salutava entusiasticamente nel 1692 l'opera del Mabillon, *Traitè des etudes monastiques*, additando ai religiosi lo studio degli antichi manoscritti da condurre con diligenza e spirito critico. Appello cui aderì Muratori "...non ci volle di più per farmi correre tutto ansioso e lieto al compendio migliore degli *Annali del Baronio* formato sullo *Spondano* e alla storia de *gli Scrittori ecclesiastici e de' Concilij* e poscia a *i Santi Padri*...

È ancora il Muratori a datare agli anni della prima giovinezza modenese il primo incontro con l'opera dei Maurini e la prima consapevolezza che solo la cattolicità, con questo rinnovato fervore critico di studio sulle fonti, poteva opporre un baluardo alla grande efflorescenza di studi protestanti anzi si inseriva di diritto nella cultura critica europea

⁸ Antonella Barzani, *Una cultura per gli ordini religiosi: l'erudizione*, in "Quaderni storici", 119, 2, 2005, p. 488.

L'accoglienza tributata alla scuola di Mabillon attestava la crisi di consuetudini e percorsi invalsi durante la fase ascendente della Controriforma assecondando aperture e curiosità che si erano venute via via delineando a partire dalla metà dl '600⁹.

I libri della Biblioteca 'ritrovata' di Muratori

Quindi la formazione culturale giovanile del Muratori era focalizzata sullo studio critico delle fonti religiose, sulla scia dell'esempio dei Maurini, e si saldò presto con la sua attività di Bibliotecario, cominciata già nel 1700, all'insegna dei migliori propositi di ampliamento delle collezioni ducali, impegnandosi per arricchirle con acquisizioni bibliografiche mirate.

Il suo sforzo per ampliare la Biblioteca ducale continuerà sul percorso tracciato dal suo maestro Bacchini, ovvero quello del rinnovamento religioso attraverso l'erudizione ecclesiastica, anzi proprio questo documento ci mostra appieno l'esigenza primaria di dare risalto alla storiografia religiosa; sarà sempre lui a dire che *...mancavano a me parecchi libri spettanti all'erudizione sacra, né quello era il tempo per tali spese...* reputandola quale strada maestra per la sua formazione e quale ossatura portante di una implementazione della Biblioteca ducale. La presenza, sia nelle liste librerie che nell'elenco di testi, fra i più accreditati *exempla* della storiografia gallicana e della quotata cultura maurina, testimonia la forte ascendenza che ebbero su di lui; certo non era esente dalla convinzione che una buona Biblioteca (a prescindere dall'appartenenza) si dovesse aggiornare con le autorità proposte dalla Biblioteca ecclesiastica che il Mabillon aveva additato nel 1691 alla fine del suo *Traité des études monastiques*. Di fatto nel suo lavoro di acquisizione di libri per la Biblioteca degli Este sembra prevalente questo progetto di Biblioteca ideale, e a tal scopo

⁹ Antonella Barzazi, cit., p. 499.

l'elenco dei libri e le carte selezionate dallo stesso Muratori possono essere intesi come il riflesso concreto dell'ossatura intellettuale del suo progetto¹⁰.

Soprattutto il carteggio con Filippo Argelati mostra il *fil-rouge* che passa fra il libraio e il Muratori.

Uno dei canali principali per il reperimento di testi "ultramontani" che costituiscono la spina dorsale del nuovo modello di cultura promossa dal progetto riformatore muratoriano¹¹.

Anzi, si può ipotizzare un suo ruolo di promotore della cultura ecclesiastica più avanzata a Modena, nel porsi come mediatore in questa intensa circolazione di libri e nell'aggiornamento costante sulle novità librarie; in tale senso le richieste e i testi richiesti esprimono le tracce del suo percorso formativo e le direzioni delle sue ricerche. Nella costruzione di questa biblioteca ideale predominano i testi di storia ecclesiastica e di critica erudita in cui

è possibile rendersi conto di come Muratori vada costruendo un fronte apologetico moderno, aperto al confronto con le posizioni e le fonti eterodosse¹².

Da un primo esame dei testi presenti nella biblioteca personale del Muratori si nota il livello qualitativo ed erudito degno della preparazione e delle competenze del grande Vignolese, la lista spazia dai nomi altisonanti degli studi teologici e di storia ecclesiastica fra il XVI e XVII secolo: Gerhard Johannes Voss (indicato nella lista dei

¹⁰ Andrea Lamberti, *Muratori bibliotecario tra cataloghi e libri proibiti*, in Sergio Ragghianti, Alessandro Savonelli (a cura di), *Biblioteche filosofiche private: strutture e prospettive di ricerca*, Edizioni della Normale, Pisa 2014, p. 230.

¹¹ Ivi, p. 233.

¹² Ivi, p. 239.

libri muratoriani al n. 43¹³), Denis Petau (n. 37), Jean Morin (n. 39 e 40), Jean-Baptiste Cotelier (n.16), William Cave (n. 52).

Li seguono altri interlocutori privilegiati come Thierry Ruinart con l' *Apologie de la missione de S. Maur* (n. 76 e n. 21), ancora sono presenti le fonti più prossime su cui costruirà le sue opere letterarie gli *Scriptores Rerum Brunsvicensium* di Leibniz (n. 55), l'immane Mabillon (n. 44 e 47) che per il Muratori era il simbolo più accreditato della erudizione cattolica e dello spirito maurino, le cui opere furono sempre compulsate per riflessioni e chiarimenti anche con i suoi corrispondenti. Proprio nell'*Epistolario*, a proposito della composizione degli *Anecdota* parla dei suoi studi che lo avevano portato ... *all'amicizia e conoscenza di quei splendidi lumi delle lettere cioè de' Padri Mabillone, Ruinart, Montfaucon, Papebrochio e Giannino, de' Signori Du Pin¹⁴ e Baillet, e d'altri che di lui fecero anche onorata menzione...* chiarendo la rete di relazioni che aveva intrecciato e che lo porterà consapevolmente dal percorso religioso a quello della storiografia civile. Il suo europeismo culturale lo guida alla riscoperta delle origini della nazione italiana, saldandosi al fulgido esempio del Sigonio e innervandolo sul metodo dell'esercizio critico maurino, nel passaggio dalla grande storiografia ecclesiastica a quella civile ... *Ho preso ad illustrare i secoli barbari per via di antichi documenti, siccome hanno fatto il P. Mabillone, il Baluzio, il Fiorentini (Epistolario, p.1829).*

Ancora in una lettera al Magliabechi esprimeva il desiderio di stampare presto gli *Anecdota ... per non dover cedere alle raccolte fatte dal D'Achery,¹⁵ Baluzio, e Mabillon.* Ed è proprio il Muratori ad additare le colonne portanti del suo pensiero, come ci conferma la sua biblioteca, dove ritroviamo i primi approdi di un percorso che lo inserirà a pieno diritto nella cultura critica europea; di fatto è valida

¹³ I testi sono indicati con il numero che li indica nella lista (in Appendice documentaria).

¹⁴ Ellies Du Pin è presente nella lista al n. 68-26; il Mabillon al n. 44-47.

¹⁵ Il D'Achery occupa il n.61 della lista, il Baluze il n. 71.

la considerazione di intendere la sua opera sul filo di un impegno costante “per ricostruire nell’erudizione italiana i ‘lumi’ della cultura europea” (E. Raimondi).

Nell’esame dei testi della biblioteca muratoriana figura con grande rilievo la dotta e copiosa produzione Maurina con un alto numero di opere di storia ecclesiastica e di patristica, ma anche di testi stampati in Olanda, luogo editoriale aperto alle novità bibliografiche, ad esempio i tomi dell’edizione benedettina delle *Opere di S. Agostino*, pubblicati nel 1700 (al n. 19) e i tomi della *Nouvelle bibliotheque des auteurs ecclesiastiques* (Paris, 1686-1714) di Louis Ellies Du Pin (n.26-68). Il riferimento come sempre, lo assicura il libraio Argelati, e le liste di riferimento che il Loschi nel documento annota con minuzia fanno data dal 1700 al 1706, però vi figurano librai come il Capponi e il Soliani quali referenti locali privilegiati.

Fra gli altri testi connotativi degli studi giovanili o alcuni testi di studio, sono annotati alcuni dizionari greco-latino (al n. 51 con la dicitura MEI), l’opera muratoriana sul Sigonio (al n. 56 con l’apposizione MEI SUNT) ed anche doni fatti da autorevoli autori (al n. 50-55-74-76). La raccolta assembla un piccolo privilegiato osservatorio anche se risulta parziale rispetto ad una gamma enciclopedica di interessi e spunti che la dovevano comporre nella sua interezza, però rispecchia *in nuce* una ricerca erudita che si affranca da percorsi religiosi tradizionali e si pone quasi alla frontiera per gli ampi orizzonti culturali che racchiude, di certo uno strumento che non innova la conoscenza dei suoi studi muratoriani e dei testi delle sue letture, ma rinnova certezze già acquisite. Il ragionevole dubbio che ci si pone è quanti di questi testi siano sopravvissuti e dove siano conservati, è una domanda che qualsiasi inventario di ogni biblioteca scomparsa e poi ritrovata fa porre, se testimoni di un *hic et nunc* che non esiste più oppure se fortunatamente sopravvissuti in raccolte private o pubbliche per le vicende intricate del collezionismo librario antiquario. Per il Muratori forse si può ipotizzare che molti di essi siano ancora conservati nelle raccolte del luogo originario dove la raccolta fu assemblata, ovvero nella Biblioteca Estense Universitaria di Mo-

dena¹⁶, luogo che il Muratori sperava di ingrandire con il suo contributo personale. Certamente una ricerca mirata ne rivelerà altri, una ricerca che ora questo documento ritrovato renderà più agevole anche per le note di possesso che il Muratori vi appose sui frontespizi e che Loschi, ha trascritto con pignola precisione.

Erudizione e censura ecclesiastica

Nell'arco di tempo che va dalla fine del '600 al primo '700, l'impegno erudito dei religiosi interpretò, tra conflitti e tensioni, lo sforzo compiuto dalla Chiesa per aggiornare il proprio disegno apologetico e fronteggiare le sfide del pensiero scientifico moderno.

Sugli itinerari intellettuali dischiusi dalla proposta erudita si riflettevano tuttavia ambiguità e contraddizioni di un'epoca che vedeva Roma nuovamente al centro dei circuiti europei della comunicazione culturale, ma si caratterizzava al contempo per un deciso rilancio della volontà di controllo della Chiesa sul sapere e la vita religiosa attraverso gli strumenti del S. Ufficio e dell'Indice¹⁷.

Non fu un caso che alcune vicende personali di allievi ed estimatori del Mabillon, come Bacchini, conobbero fasi di disagio e incertezze; nel 1698 fu costretto a interrompere la pubblicazione del *Giornale dei Letterati* pagando a caro prezzo il sostegno offerto al Bollandista Daniel Papenbroeck che aveva redatto un volume degli *Acta Sanctorum* in cui metteva in discussione la leggenda ormai radicata che faceva risalire il Carmelo al profeta Elia. Alla lunga polemica seguita, né sortì una presa di posizione dei Carmelitani, - che si fecero portatori del malessere e della inquietudine che causava negli ambienti ecclesiastici lo sviluppo della critica storica - e una condanna per il Pa-

¹⁶ Dai cataloghi della Biblioteca Estense di Modena risultano collocati, rispettivamente, gli esemplari indicati nel documento al n. 76 (48. E. L.16), n. 69 (Delta. 4.3.1), n. 33 (E. 21**22), n. 39 (E. 68.M.7), n. 75 (E. 34.G.7).

¹⁷ Antonella Barzazi, cit., p. 500.

penbroeck, da parte dell' Inquisizione spagnola. Il Bacchini, dalle pagine del suo *Giornale* si schierò apertamente a fianco del Bollandista, sostenendo quelli che, per la 'Repubblica delle Lettere' erano ormai diventati il simbolo della critica storica. E non fu solo questo il primo attacco per rinverdire posizioni di supremazia ecclesiastica, ne troviamo alcuni *exempla* anche nella biblioteca del Muratori; a partire dal 1680 si concretizzò nel divieto dell'*Historia ecclesiastica* di Noël Alexandre (n.48 della lista), con l'esame degli scritti di Ellies Du Pin (n.18), poi fu posta all'Indice nel 1692 anche la *Scriptorum ecclesiasticorum historia litteraria* di William Cave (n. 52) e un'opera di Gerhard Voss (*Opera omnia*, n. 43). Sono tutti testi che trovano posto nella biblioteca del Muratori, a conferma che libri proibiti o sospetti venivano introdotti anche nella Biblioteca Ducale, testi non sempre reperibili attraverso canali tradizionali (e in tal senso l'Argelati si attiverà spesso); vi è poi anche da dire che il Muratori aveva la licenza per poterli leggere e talvolta proteggere l'editore bolognese da incauti acquisti, come quest'ultimo spesso testimonia nel *Carteggio*¹⁸ con il Muratori.

Di fatto era in atto un'offensiva della censura Romana

contro le grandi storie ecclesiastiche francesi di matrice gallicana e gianse-
nista, che risalivano alle origini delle definizioni dogmatiche e delle tradi-
zioni agiografiche, presentando della Chiesa un'immagine segnata da con-
troversie e scismi ben lontana da quella trionfalistica della Controriforma¹⁹.

Pertanto, fin dai primi anni del '700, il Muratori si avvia a diventare il punto di riferimento del mondo regolare, coagulando, nel nesso tra storia ecclesiastica e storia civile, la ricerca erudita come un modello condiviso. Proprio nell'impegno dell'indagine, con la pubblicazione dei *Rerum Italicarum Scriptores* indicherà agli ordini la possi-

¹⁸ Cristiana Vianello (a cura di), *Carteggio con Filippo Argelati*, Edizione Nazionale del Carteggio di Ludovico Antonio Muratori, v. 3, Olschki, Firenze 1976, p. 19.

¹⁹ Antonella Barzazi, cit., p. 502.

bilità di un lavoro sistematico e coordinato di esplorazione delle fonti medievali aprendo una nuova frontiera dove religiosi e ordini nell'alveo di quel gran collettore che fu la sua opera, intensificarono spogli di codici e scavi archivistici

inserendosi più attivamente nel circuito degli scambi epistolari, rinsaldando i rapporti con l'industria editoriale in fase di ripresa²⁰.

Il riordinamento della Biblioteca Estense di Pellegrino Loschi negli anni 1752-1757

Ai fini di una migliore comprensione del documento della biblioteca del Muratori, è necessario però rapportarlo alla figura e al ruolo del suo estensore, l'Archivista ducale Pellegrino Nicolò Loschi²¹ e alla concezione biblioteconomica che caratterizzò il suo lavoro nella Libreria ducale all'indomani della morte del Muratori nel 1750. Da un primo esame archivistico il documento si presenta come un codicetto manoscritto cartaceo di cc. 9 numerate, con la trascrizione dell'elenco analitico delle opere muratoriane; oltre ai dati editoriali (di stampa ed edizione); spesso nei titoli compare qualche interpolazione del Loschi per esemplificare la conoscenza dell'opera (*Critici sacri, Angli vulgo dicti*), la nota di possesso del Muratori (che fu genesi dell'elenco) e, se presenti, dati quali, il libraio cui l'opera era stata richiesta, con la data della lista da cui era stata tratta, nonché il costo stesso dell'opera, senza tralasciare alcun elemento manoscritto

²⁰ Ead., p. 508.

²¹ Le notizie biografiche sul Loschi sono da lui fornite nelle *Memorie della Biblioteca Estense*, dove ragguaglia del suo arrivo a Modena nel 1743 (da Cortile nel Carpi dove era nato), della sua attività di medico, del suo rapporto di amicizia con il fratello di Francesco Vandelli, incaricato della Biblioteca ducale che lo introdusse nell'ambiente della Biblioteca ducale, che cominciava ad aprirsi al pubblico e ai dotti appassionati che la frequentavano. In seguito lo stesso Loschi ci informa degli studi filologici appassionati sull'ebraico e sulle lingue orientali cui si applicò, mentre progredivano gli incarichi ufficiali nella Biblioteca e nell'Archivio Segreto, che lo impegnarono quasi di continuo fino alla fine. Morì nel 1791.

sul frontespizio, come Loschi dichiara (*notas ipsas integras exscriptis*). La data apposta sul documento, 1756, non corrisponde a quella effettiva della redazione del documento, che bisogna spostare al 1755²² come riporta lo stesso Loschi nelle sue *Memorie decennali della Biblioteca Estense*,²³ il reportage dettagliato e minuzioso del lavoro svolto in quegli anni all'interno della Biblioteca ducale. Alla carta n. 11/54, al punto 4, troviamo l'annotazione: 1755 - *Nota di libri della Biblioteca Estense de quali sembra fosse padrone il ch.mo Lud.o Ant.o Muratori*, che chiarisce definitivamente la datazione del documento.

Oltre a riferire dati e opere del Loschi, le sue *Memorie* costituiscono il resoconto particolareggiato dell'ambiente storico e intellettuale del tempo, degli uomini chiamati dal Duca Francesco III, antico discepolo del Muratori, a riordinare e rendere fruibili materiali e cose anche per il nuovo pubblico che si affacciava alla scena, alimentato dalle idee e dai germi innovatori del pensiero illuminista, e reclamante uno spazio attivo nella vita culturale, destinatario privilegiato delle riforme che si andavano attuando nello Stato Estense. Di questa nuova stagione il Loschi è uno dei protagonisti, *l'uomo dello Stato* al posto giusto, il ligio funzionario ducale, che si sente innanzitutto 'uomo delle istituzioni'. Non a caso fu incaricato nel 1752 quale aiutante di Biblioteca del matematico Francesco Vandelli, poi dal 1757 in poi

²² La svista può imputarsi probabilmente ad altro archivista, che trascrisse la data che compare nello scritto, relativa ad una breve lista di libri tratta dalle opere stesse elencate e posta alla fine del quinternetto.

²³ Le *Memorie* sono conservate in ASMo, *Amministrazione della casa, Biblioteca*, Filza 3, fasc. XI; redatte dal Loschi dopo il 1760, vi registra lavori e fatti, intercorsi nel decennio 1750-1760. Di fatto però la narrazione si ferma al 1753 ma contiene anche alcuni fogli, allegati sciolti, alla fine del fascicolo, brevi appunti cronologici di eventi che dovevano essere probabilmente sviluppati nell'opera, annotanti i ricordi e i fatti pertinenti alle sue *res gestae* biblioteconomiche. In questi fogli, datati fino al 1760, Loschi dà atto delle attività in corso d'opera, alcuni documenti di riferimento a questi appunti, si ritrovano sciolti nelle filze n.3-4 del citato Fondo della Biblioteca Estense in ASMo, altresì i Cataloghi della Biblioteca, da lui redatti, sono collocati nelle Filze 32-35 del suddetto Fondo.

Archivista Ducale (con incarico di Custode dell'Archivio Segreto dal 1769 al 1791); poi nel 1758 segretario del Vandelli; ed inoltre nel 1758, fu anche Segretario del novello *Magistrato sopra la Giurisdizione*, una pluralità di incarichi che assolse con ligia osservanza alle leggi e una dichiarata insofferenza anticlericale e antigesuitica. La sua prima assunzione di potere lo portò ad occuparsi della Biblioteca Ducale e del suo riordinamento, nel momento della sua apertura al pubblico,²⁴ cui seguì l'incarico di riordinamento dell'Archivio Segreto (che come annota Filippo Valenti era *in grandissimo disordine al tempo*) nel momento in cui questi due Istituti andavano prendendo le distanze per i diversi ruoli istituzionali cui venivano deputati (la Biblioteca divenne Pubblica, mentre l'Archivio rimase strettamente Privato e della Casa). A questi incarichi, era poi seguito un ruolo attivo nella novella Istituzione che doveva salvaguardare e riaffermare i diritti sovrani, il *Magistrato sopra la Giurisdizione Sovrana, mission* che esplicò *in primis*, con l'avocare a sé i compiti della censura libraria, prima di competenza ecclesiastica, ed esercitati dal Tribunale dell'Inquisizione. E i primi veti furono posti proprio dal Loschi, cui ben si attanagliavano, considerata la sua inclinazione ideologica di radicale anticurialismo, manifestata sempre, anche nei giudizi personali. Le sue *Memorie*, in complesso, pur essendo uno scritto apologetico e autoreferenziale, hanno il merito di fornire preziose indicazioni sul lavoro biblioteconomico dell'epoca della gestione Vandelli e di svelare anche le ombre e le difficoltà personali dell'autore nel momento della loro stesura. Rivelano pure le tensioni e le polemiche intercorrenti fra i membri dell'entourage ducale, che sfociarono quasi in ostruzionismo da parte del Loschi, nella consegna dei cataloghi e della Biblioteca al suo successore, l'inviso gesuita Padre Zaccaria; sono anche ricche di giudizi taglienti (persino sul Muratori, sempre definito il 'grand'homo') cui adduceva la responsabilità, giudizio condiviso anche dai suoi successori, di un'assente gestione biblioteconomica ed archivistica, perché distratto dal 'mirabile ingegno' che

²⁴ Il Chirografo ducale di Francesco III è del 1750.

lo votava ad imprese più grandi, che non a riordinare libri o inventariare scritture. Lo scritto del Loschi ci restituisce, oltre l'antipatia per il suo autore, comunemente attribuitagli nel giudizio postumo per i suoi caustici giudizi, una crescente passione per il suo lavoro, che svolge macinando massicci rivoltamenti del materiale, ma anche l'applicazione per lo studio delle lingue orientali e l'ebraico, che lo portò nel 1753 ad essere nominato *Revisore per le opere ebraiche* per la censura delle opere ebraiche presso il Tribunale dell'Inquisizione di Modena,²⁵ in una commistione di ruoli non insolita al tramonto dell'Istituto dell'Inquisizione, proprio nella funzione che l'autorità civile avrebbe avvocato a sé, ma che con lui veniva esercitata ancora come una mediazione fra l'autorità ecclesiastica e quella civile.

Dalle *Memorie* del Loschi seguiamo questa manciata di anni di febbrile attività nel campo biblioteconomico perché l'apertura al pubblico, il rifacimento delle scansie della Biblioteca ducale per opera del Termanini, imponevano un ripensamento della collocazione del materiale bibliografico e della sua sistemazione nel nuovo sito. Quindi, attuò un conseguente riordinamento del materiale per inventariarlo e per suddividerlo (secondo gli ordinamenti tipici del tempo), cui il Loschi si applicò impostando il suo lavoro in un ordinamento per materie, adottando la suddivisione in classi: libri sacri e teologici, storia, belle lettere, miscellanee, libri legali, ecc., a loro volta suddivisi in sottoclassi nell'ordine cronologico delle epoche, secondo la metodologia classificatoria del tempo. Alla suddivisione per materie fece seguito l'adozione di una segnatura ternaria per la collocazione delle opere nelle scansie, secondo una sequenza standard: lettera per indicare la scansia, numero romano per il palchetto, numero arabo quale numero di catena. Di certo alle sue buone intenzioni non sempre corrispose un esito conclusivo del suo lavoro, che in molti casi rimase incompiuto; infatti, il dettagliato riscontro, l'esame, le annotazioni anche più minute spesso sconfinarono in caotico affastellarsi

²⁵ Come risulta dal *Registro dè Patentati del S.Offizio di Modena* del 1753 conservato in ASMo, *Inquisizione*, b. 303.

di dati disordinati, talvolta illeggibili per le continue integrazioni e correzioni che ne affaticano la lettura. Siffatta attitudine la mostrò anche nel riordinamento delle carte dell'Archivio Segreto dove dimostrò la stessa passione e l'adozione dei sistemi di ordinamento del tempo, però al suo impegno non deve corrispondere un giudizio storico parziale, riducendo alla cifra del disordine tutto il lavoro massiccio effettuato sulle carte, che lo rende, nel bene e nel male, ineliminabile nella struttura delle carte estensi, come ha opportunamente notato Filippo Valenti²⁶ a proposito dell'ordinamento dell'archivio ducale estense, valutando il suo lavoro...*non poco forse se si considera il disordine che vi regnava, ma certamente neanche molto se si confronta con quanto durante questo stesso periodo è stato fatto in altri archivi...*

Per la Biblioteca ducale non si deve omettere poi, che il Loschi fece per primo un'encomiabile opera di tutela dei beni stessi che aveva in consegna, perché le sue premure furono rivolte in primis all'inventariazione del materiale (molte opere non erano censite) ai fini della loro sicurezza e integrità, e a proteggerle dai furti, e non sembra poco neanche questa precoce idea settecentesca di tutela dei beni per la fruizione pubblica!

Un Catalogo del Loschi incompiuto e ritrovato

Il Catalogo in oggetto, ritrovato e analizzato dalla scrivente, si può identificare probabilmente come il *Registro degli Inserti*,²⁷ opera incompiuta del Loschi, a quanto riporta nelle sue *Memorie* alle cc. 37v-

²⁶ Filippo Valenti, *Profilo dell'Archivio Segreto Estense*, Società Tipografica Modenese, Modena-Roma 1953, p. 36.

²⁷ Catalogo di grande formato in-folio, Ms. cart., sec. XVIII, mm.280x440x70, cc. nn., non rilegato, privo di coperta e frontespizio. Ordinato alfabeticamente dalla lettera A alla lettera N; accanto alla maggior parte dei libri elencati è segnata la parola INSERT. Le segnature presentano il codice ternario (Lettera maiuscola, numero romano, numero arabo). I fascicoli mostrano correzioni e note di mani diverse ma molti rinvii e annotazioni sono di mano del Loschi.

39r. L'esame di questo Catalogo è di estremo interesse ai fini dello studio del documento della Biblioteca Muratoriana, poiché riporta, con le rispettive collocazioni Loschiane, tutti i libri presenti nella lista muratoriana. Scorrendo poi le *Memorie* troviamo la genesi della composizione del documento proprio nel lavoro che il Loschi andava facendo sugli *Inseriti*, negli anni 1753-54, la metodologia che applicava nello spoglio di opere miscellanee e la sua *ratio* biblioteconomica, affine alle metodologie del tempo, lavoro che poi come lui stesso riporta, contro le sue intenzioni, rimase incompiuto e disordinato²⁸. Infatti, è il Loschi stesso, con un resoconto dettagliato nelle *Memorie* ad aggiornarci sulle metodiche di lavoro tipiche di un Bibliotecario della 2^a metà del '700, sia sulla tipologia di materiale che trattava, dandoci la sua definizione della duplice categoria degli *Inseriti* (definizione in cui ritroviamo le moderne tipologie biblioteconomiche di *Opere in Collezione* e *Opere in Continuazione*). All'origine del suo spoglio sistematico vi era l'encomiabile premura di mettere le opere in sicurezza e inventariarle, dal momento, che dovevano essere rese accessibili al pubblico. Quindi dobbiamo alla sua certossina analiticità nella descrizione dei frontespizi, la contingenza fortunata che lo portò ad isolare i libri personali del Muratori all'interno del più vasto *corpus* bibliografico ducale, ovvero fu dovuta ad un'attività di tutela *ante-litteram*, da lui esercitata su beni da fruire e preservare. Come descrive diffusamente nelle *Memorie*, i libri del Muratori rientravano nella tipologia degli *Inseriti*, che Loschi definiva della 'seconda classe' come opportunamente spiega:

²⁸ Nel Fondo *Amministrazione della Casa, Biblioteca*, Filza 31 è conservato slegato in fascicoli sciolti il *Catalogo delle Opere Estratte* (o *Inseriti*) dal formato grande in folio, tutti di mano del Loschi, con integrazioni di altra mano, con continue aggiunte e interpolazioni, in stato precario di conservazione, che mostra un grande disordine compositivo. La compilazione, in progressione alfabetica si ferma alla lettera M; la lettera N è appena abbozzata, e a metà fascicolo il Loschi vi appose la scritta *Ulterius prosequi non est datum*, arrestandone la composizione. Si può supporre che sia il precedente, poi ricopiato dal Vandelli, dell'attuale Catalogo ritrovato (nota 28), come spiegherà Loschi nelle sue *Memorie*.

Sono dunque gli *Inseriti* di due principali maniere, o dir vogliansi classi. Abbraccia *la prima* quelle opere, le quali avendo i loro propri frontespizi e le edizioni, o stampe e le forme e le grandezze tutte proprie e da quella d'altra opera differenti sono da se altrettanti intieri e perfetti libri collegati (o per conformità di materie o per comodo dè librai e dè padroni dè libri stessi) in volumi con altri simili o differenti libri. Gli *Inseriti della seconda natura* sono i pezzi tutti e di qualsivoglia specie, usciti da vari Autori, non aventi edizioni a parte o stampa propria ma sotto titoli d'opere diverse particolari [...] di quelle che si appellano Collettanee, Miscellanee, se come in tante raccolte di docti antichi e moderni, dalle Biblioteche de SS. Padri, ne Critici Sacri ne gli Atti dè Santi Bollandiani in varie collezioni dè Concilij, Regia, Labbiana, Baluziana, nelle unioni de Scrittori di Storia di quasi tutte le Nazioni, nel gran numero di monumenti ecclesiastici esistenti negli Annali del Baronio e dei suoi continuatori, nell'Italia Sacra dell'Ughelli, nello Specilegio del Dachery in una quantità considerabile(?) di Opere o Raccolte consimili del Baluzio, del Mabillone, del Martene, del Pesio o d'altri ...²⁹

La descrizione degli *Inseriti* della 2^a classe si adatta perfettamente alla maggior parte dei libri del Muratori, che compaiono descritti alfabeticamente anche nel Catalogo ora ritrovato (indicato dal Loschi come *Registro degli Inseriti*). Il dettagliato resoconto del suo lavoro ci informa delle enormi difficoltà che incontrava nel controllare la massa di opere collettanee della Biblioteca Estense, lavoro che si mostrava troppo arduo per l'analiticità che richiedeva, a fronte della quantità di opere da scandagliare, unita anche alle difficoltà di portare avanti più Cataloghi (per Autori, dei Legali, Appendici) fino ad arrestarsi alla prima parte del *Registro*, lasciando una situazione di disordine nella Biblioteca stessa ...

Circa l'incominciamento di primavera o un poco più tardi (1753) rimesso alquanto dalla sua infermità quantunque non ben guarito ... il Sig. Custode Vandelli ricomparve in Biblioteca e tosto applicossi a ricopiare in bel carattere stampatello il sud.to Catalogo della medesima rifatto e riformato da Loschi e tutto lo trascrisse fino alla lettera N esclusivamente, più oltre della

²⁹ *Ibidem.*

quale non si avanzò Loschi stesso anzi neppure la compì giacché è la ricca massa d'Inseriti del 2° ordine [v. sopra al n.2] in cui s'abbatté Loschi nel compilare il suo Catalogo, oltre s'avanzò d'altri moltissimi da lui descritti avanti di principiare il med.º catalogo, l'occupò alcuni mesi a preparare un'Appendice notevole, che se da lui fosse potuto l'opera sua ridurre a compimento un *Catalogo del 1º denominato dei VARII*, tre volte maggiore sarebbe risultato ed altri inaspettati emergenti più fiati e ritardaronsi fra le mani il lavoro, ed infine del tutto arrestaronlo cagionando non solo in questa bisogna ma nella Biblioteca stessa una mutazione totale di cose ...³⁰

Gli elementi forniti dal Loschi rendono perciò probabile l'ipotesi che sia questo il *Catalogo degli Inseriti*, ora ritrovato, l'incompiuto cui si era applicato con impegno, come fa supporre anche una nota apposta da un Archivista postumo su una carta, che identifica nel *Vandelli* l'estensore materiale del grosso Registro, così come le molte note apposte dal Loschi stesso, e le inserzioni successive delle opere, che mostrano un *work in progress* interrotto bruscamente. Alla luce delle sue parole, sul lavoro degli Inseriti e sul registro che andava compilando, acquista una migliore comprensione, l'intestazione apposta nella *c.I* dell'elenco dei libri del Muratori, estrapolati dalla massa di opere proprio per il segno del possesso sul frontespizio ... *eo ordine, quo primum exscribendi occurrent...* probabile memoria per il trascrittore del nuovo Catalogo, forse utile ad una sistemazione del materiale e al suo ordinamento. Infatti, le molteplici correzioni del Loschi rendono plausibile pensare a una sua continuazione, che in realtà non avvenne; però aver ritrovato questo Registro, oltre alle spiegazioni esaurienti che ci fornisce a proposito degli *Inseriti*, offrono al documento le ragioni della sua compilazione e lo legano, con quello che gli archivisti chiamano 'nesso archivistico' al Fondo di appartenenza.

Il Loschi censore

³⁰ *Ibidem.*

Il ruolo, che per il rigore caratteriale si adattò di più al Loschi, fu quello di ‘censore’ e in tale veste veicolò il passaggio delle competenze, in merito alla censura e alla stampa dei libri, dall’autorità ecclesiastica (una declinante Inquisizione) a quella civile, che all’opposto, rafforzava le prerogative sovrane, proprio nell’erigenda magistratura del *Magistrato della Giurisdizione Sovrana*.

Era stato proprio il conflitto di competenze in fatto di censura, che per il Sovrano rappresentava uno dei terreni in cui affermare la propria autorità e per gli uomini di cultura la possibilità di conquistare una propria autonomia di ricerca, a destabilizzare l’Istituzione [*dell’Inquisizione*]³¹.

L’operato del Loschi si colloca infatti nel momento in cui la censura civile estense si sovrappone a quella ecclesiastica come istituzione autonoma, fondata su una concezione nuova dello Stato sovrano, per arrogarsi il compito di controllare la stampa; ed uno di primi interventi³² di salvaguardia dei diritti sovrani fu operato proprio dal Loschi. Oggetto ancora una volta un’opera del grande Vignolese, che fu causa e motivo di tutela di uno di primi provvedimenti del Magistrato, una *Notificazione* emessa il 12 maggio 1758, per ribadire la proibizione di un libello antimuratorio stampato a Venezia da Remondini nel 1757, *Avvertimenti teologici, storici e morali a spiegazione del Trattato della Regolata devozione di Lamindo Pritanio*. Il provvedimento aveva lo scopo di contrastare un’operetta che screditava il Muratori sul piano della fede (la polemica sul *Voto Sanguinario* lo perseguiva anche dopo la sua morte) e di rinsaldare il valore operato dal suo pensiero riformatore nello Stato Estense. Però l’attenzione del Loschi non giungeva solo con quel provvedimento; infatti, per

³¹ Carla Righi, *L’Inquisizione ecclesiastica a Modena nel ‘700*, in Albano Biondi (a cura di), *Formazione e controllo dell’opinione pubblica a Modena nel ‘700*, Mucchi, Modena 1986, p. 52.

³² Giorgio Montecchi, *La censura di Stato nel ducato estense dalle origini alla fine del ‘700* in Id., *Aziende tipografiche, stampatori, librai a Modena dal ‘400 al ‘700*, Mucchi, Modena 1988, pp. 76-77.

meglio esaltare il suo ruolo, seppure a beneficio del ‘grand’homo,’ come registrano gli appunti³³ delle sue *Memorie*, già nel 1756 si era adoperato per ... *una censura cominciata da Loschi d’un’opera antimuratoriana avente per titolo= Avvertimenti teologici ...* e non solo, nel 1757-58 si spendeva persino per comporre un libello manoscritto,³⁴ *Antiriflessioni di [Paralete] Cristiano alle Riflessioni sopra vari sentimenti di Lamindo Pritanio intorno al Voto Sanguinario*.

E certo ci stupisce che il Loschi, dopo aver bistrattato la figura di Muratori con caustici commenti (forse per malcelata invidia), si ponga in aperta difesa del suo sincero sentimento religioso, proprio lui che aveva fatto del suo anticurialismo e della sua professata laicità una bandiera, o se a prevalere in lui fosse piuttosto la coerenza con il suo ruolo di censore, o quello di paladino delle altrui libertà.

³³ *Memorie decennali della Biblioteca Estense*, c.11/56v (n. 126).

³⁴ *Memorie decennali della Biblioteca Estense*, c.11/56r (n. 14).

APPENDICE DOCUMENTARIA³⁵

Libri a Lud.o Antonio Muratorio viro clarissimo pro se aut pro Atestina biblioteca olim comparati, ex notis ab eodem Muratorio Librorum eorum ex frontibus adscriptis decerpsit, quae sequuntur Pellegrinus Luscius vel potius notas ipsas integras exscripsit (1756)

Mss., cart., cc.1- 9

(ASMo, *Amministrazione della Casa, Biblioteca*, Filza 4, fasc.1)

³⁵ NOTA DI EDIZIONE – Nella trascrizione del testo si sono rispettate le norme grafiche, si è solo omesso il carattere grafico interposto dal Loschi per separare le registrazioni dei titoli dall'area editoriale. La stima dei libri è espressa in Lire modenesi o Paoli di Bologna, e di esse, è stata riportata la maiuscola usata.

c. 1

*Libri Ludovici Antonij Muratorij in Atestina Bibliotheca
Extantes, hic recensens eo ordine, quo primum exscribendi
Occurrent.*

1 - *Leigh Edmundi, Critica sacra*, fol. Amstelodami, Typis viduae
Johannis Someren, 1679 Ludovici Ant.i Muratorii L 19

2 - *Critici Sacri*, Angli vulgo dicti, Tomi IX, fol. Amstelaedami ex-
cudebant anno 1696 Henricus et viduae Theodori Boom
Ludovici Ant.i Muratorii L 1000 Soliani

3 - *Thesaurus Theologico-Philologicus a theologis protestantibus*,
fol. Amstelaedami, excudebant Henricus et viduae Theodori Boom,
1701,

Ludovici Ant.i Muratorii, tomi II

4 - *Giacomo Bosio, La trionfante gloriosa Croce*, fol. Roma, nella
stamperia del Sig. Alfonso Giacone, 1610

Ludovici Ant.i Muratorii, Soliani L 24

5 - *S. Hieronimi Opera* edita a Monachis Congreg. S. Mauri, fol.
Parisiis 1693, Tomi V

Ludovici Antonii Muratorii

6 - *Clementis Alexandrini, Opera*, ad diversis lectionis emendatio-
nibus Friderici Sylbergio, Coloniae apud Hieremias Schrey, 1688

Ludovici Antonii Muratori, L 17-10 di Bologna 1700

7 - *S. Iustini Philosophi et martyrii Athenagoras Theophili, Tatiani
et Hermiae, Opera*, fol. Coloniae, apud Jeremias Schrey, 1686

Ludovici Antonii Muratori, 1701.... Regii L 39

8 – *S. Gregorii Nazianzeni Opera*, Interpr. et cura. Jac. Billius Pruneus cum commentariis ... et addit. Aliquot epistulam eiusdem Nazianzeni cura et opera Fed. Morelli, fol. Lipsiae, sumptis Mauritii Georgy Weidmann, tomi II

Ludovici Antonii Muratori, 1702, Argellati P. 68

c. 2

9 – *Eusebii Pamphili, Praeparatio evangelica*, Interpr. et illustrator Francisco Vigèro, fol. Coloniis, sumptis Mauritii Georgii Weimann, 1688

Ludovici Ant. i Muratorii, P. 25 di Bol.

10 – *S. Irenei, Opera*, ex editione Monachi Congregat. S. Mauri, fol. Parisiis, typis et sumptibus Jo. Bapt. Coignard, 1710

Ludovici Ant. i Muratorii

11 – *S. Athanasius, Opera*, edit. Monachorum Congregat. S. Mauri, fol. Parisiis, 1698, sumptibus Jo. Anisson, Tomi III,

1702, Ludovici Antonii Muratori, Argellati, P. 74 di Bol. Sunt III tomi

12 – *S. Cyrilli Hierosolimitani, Opera*, ex edit. Monachorum Congreg. S. Mauri, fol. Parisiis, Typis Jacobi Vincent, 1720

Ludovici Anton. i Muratori

13 – *S. Ioannis Damasceni, Opera*, edit. et illustr. Michele Lequien, fol. Parisiis, apud Jo. Bapt. Delespine, 1712, Tomi II

Ludovici Ant. i Muratori

14 – *Iuliani Impèratoris, Opera, et Cyrilli Alexandrini Libri X contra Iulianum*, cum notis Dionisii Petavii, Ezechielis Spanhemius, fol. Lipsiae, sumptibus Haeredem M. G. Weidmann, 1696

Ludovici Antonii Muratorii

15 – *S. Cypriani, Opera*, recognita et illustrata a Joane Fello, accedunt Annales Cyprianici Joannis Pearson dissertationes Cyrianicae Henrici Dodwelli, fol. Amstelodami, 1700, apud Ludovicus De Lorme

Ludovici Ant.i Muratori L 70

16 – *Patres Apostolici* a Jo. Bapt. Cotelerio, Hugone Bernardo Jo. Clerico, castigati et illustrati et enarrati, Fol. Antwerpiae seu Amstelodami, Hugueta sumptibus, 1700 tomi II,

Ludovici Antonii Muratorii, Capponi L 100

c. 3

17 - *S.Ambrosii, Opera*, edita a Monachis Congreg. S.Mauri, fol. Typis et sumptibus Jo. Bapt. Coignard, 1686, tomi 2

Ludovici Ant.i Muratorii, 1705 – Argellati P. 56 di Bol.

18 – *S. Leonii Magni Papae, Opera* edita a Paschasio Quesnel, fol. Lugduni apud Joannem Certe 1700, tomi 2

1702 Lud. Ant. Muratorii, Argellati P. 41 di Bol.

19 – *S. Augustini Opera*, Monachorum C.S.Mauri cura editionis Antuerpianae /sive Amstelodamesis, Par. 1700 Tomi 12.

Ludovici Antonii Muratorii

20 – *S. Hilarii Pictaviensis, Opera* edita et illustrata a Monachis Congr. S. Mauri, fol. Parisiis excudebat Franciscus Muguet, 1693

1702 Lud. Antn.i Muratorii – Argellati P. 18 di Bol.

21 – *S. Gregorii Turonensis et Frederagii Chronicon Opera* illustrata a Theodorio Ruinart, fol. Lutetiae Parisiorum, 1699 excudebat Franciscus Muguet

Lud. Ant.i Muratorii 1705 – Argellati P. 18 di Bol.a

22 – *S. Gregorii Magni Papae, Opera* edita et illustrata cura et studio Monachorum Congreg. S.Mauri, fol Parisiis apud Claudium Rigaut, 1707

Lud. Ant,i Muratorii, tomi 4

23 - *M.Aurelii Cassiodori Opera omnia*, illustrata notis et observationibus J.Garetii, fol. Rotomagi Impressis Antonii Dezallier.

Tomi 2

Ludovici Ant.i Muratorii

24 – *S. Bernardi Abbatis Claraevallensis Opera* aucta illustrata a Jo. Mabillonii, fol. Parisiis sumptibus Petri Aubouyn, 1690
Lud. Ant. Muratorii 1702 – Argellati P. 35 di Bol.

c. 4

25 – *S. Thomae Aquinatis Summa Theologica* in V tomos distributa cum commentariis Cardinal Cajetani elucidationibus Seraphini Caponi a Porrecta, fol. Patavii 1698 ex Typographia Seminarii Ludovici Ant. Muratorii

26 – *Joannis Gersonii* aliquot Doctores Parisiensium ut melius dicam Gallorum, *Opera edita* et illustrata cura et studio Louis Ellis Du Pin, fol. Antwerpiae, potius Amstelodami, sumptibus Societatis, 1706, Tomi 5

Ludovici Ant. Muratorii, L 240

27 – *Vasquezii sive Vazquezii Gabrielii, Commentarii et disputationes in Summa S. Thomae Aquinatis*, fol. Lugduni, sumptibus Jacobi Cardon, 1631 –

Ludovici Ant. Muratorii

28 – *Eiusdem Vazquezii, Opuscula moralia*, fol. Lugduni sumptibus Jacobi Cardon 1631 Ludovici Ant. Muratorii

29 – *Dionysii Petavii, Opus de theologicis dogmatibus*, fol. Antwerpiae prostant Liburni apud Donatum Donati 1700, tomi 3

Ludovicus Ant. Muratorius emit 1702 a Soliano £ 160 T.3

30 – *Gasparis Juenin Commentarius Historicus et dogmaticus de Sacramentis*, fol. Lugduni, sumptibus Anisson 1705

Ludovici Ant. Muratorii

31 – *Natalis (Pr.) Alexandri Theologia dogmatica et Moralis*, fol. Venetiis 1705, apud Nicolas Pezzana

Lud. Ant. Muratorii

32 - *Theodori, Archiep. Cantuariensis, Poenitentiale*, illustratum a Jacobo Petit, notis, dissertationibus, Lutetiae Parisiorum apud Ant. Dezallier 1679, Tomi 3
Lud. Ant.i Muratorii

c. 5

33 – *Edmundi Martene, Tractatus de antiqua ecclesiae disciplina in divinis celebrantis Officiis*, Lugduni, sumptibus Anisson, 1706
Lud.i Antonii Muratorii

34 – *Eiusdem, De antiquis Ecclesiae Ritis*, Libri IV, Rotomagi, sumptibus Guillelmi Behourt, 1700 Tomi 3
Ludovici Antonii Muratorii

35 – *La perpetuité de la foy de l'Eglise Catholique touchant l'eucaristie, ouvrage del Mrs. Arnauld Antoine et Nicole*, Paris, chez Charle Savreux, 1704, Tomi 4

36 – *Geographiae Sacrae Scriptores tres Carolus a S.Paulo, Nicolaus Sanson et Eusebii Caesariensis*, cum notis ac observationibus Doctorum virorum, fol. Amstelaedami apud Rud. et Gerth. Wetstenios, 1711

Lud. Ant.i Muratorii

37 – *Dionysii Petavii, De Doctrina temporum*, Tomi 3, addendi illis De Dogmatis

38 – *Rituale graecorum*, illustrata opera P. Jacobi Goar, fol. Veneitiis, ex typographia Bartholomaei Javarina, 1730 -

Lud.i Ant.i Muratorii

39 – *Morini Joannis, Commentarius Historicus De Disciplina ecclesiae in administranda sacramenti poenitentiae*, fol. Bruxellis, apud Eugenium Henricus Frick, 1685 -

Lud.i Ant.i Muratorii – Soliani L 68

40 – *Eiusdem, Commentarius De sacris Ecclesiae Ordinationibus*, fol. Antwerpiae (...) Amstelodami apud Henricus Desbordes, 1695
Lud.i Ant.i Muratorii, Soliani L 64

c. 6

41 - *Labbe P.Philippus Novae Bibliothecae manuscriptorum*, Tomi 2, fol. Parisiis, apud Sebastianum Cramoisiis, 1657

Lud.i Ant.i Muratorii – Ruinetti, P. 28 di Bol.

42 – *Prosperi Lambertini, nunc Benedicti XIV, Pont. Max. felic. Regnanti, De servorum Dei beatificatione et Beatorum Canonizatione*, Libri IV, fol. Bononiae 1724 (...) Longhi

Lud.Ant.i Muratorii, Tomi 4

43 – *Jo.Gerardi Vossii, Opera*, fol. Amstelodami, ex Typographia P. et J. Bladus, 1701, Tomi VI - Ludovici Ant.i Muratorii

44 – *Mabillonii Joannis, Vetera Analecta*, fol. Parisiis, apud Montalant, 1723

Ludovici Ant.i Muratorii

45 – *Surii Laurentii, Vitae Sanctorum*, fol. Coloniae Antewerpiae, sumptibus Jo.Kreps, 1657, tomi 6 -

Ludovici Ant. Muratorii

46 – *Jacobi Sirmond, Opera varia*, in quinque tomos distributa, fol. Parisiis ex Typographia Regia, 1696 – 1701

Ludovici Ant.i Muratorii Bon. Argel. P. 152 di Bol. Sunt quinque tomi

47 - *Johannis Mabillon, Annales Ordinis S. Benedicti*, fol. Lutetiae Parisiorum, sumptibus Caroli Rebuftel, 1703, tomi 5

Ludovici Ant. Muratorii

48 – *P.Natalis Alexandri, Historia Ecclesiastica Veteris, Novi Testamenti*, fol. Parisis, sumptibus Antonii Dezallier, 1714, Tomi 8 -
Ludovici Ant.i Muratorii

49 - *Henrici Canisius, Thesaurus monumentorum ecclesiasticorum*, sive Antiquae Lectiones variis Opusculis observationis et notis auctae a Jacobi Basnagii, Antverpiae Amstelodami, apud Rudolphum et Gerhardum Westenios, 1725, volumina 4

Ludovici Ant.i Muratorii *x heic 6 volumina sunt colligata*

50 – *Bernardi de Montfaucon, Paleographia graeca*, fol. Parisiis apud Ludovici Guenin, 1708

Ludovici Ant.i Muratorii **ex dono auctore**

c. 7

51 – *Dictionarium Greco-latinum cum variis collectis*, fol. Basilae, p. Sebastianus Henricpetri 1584, Tomi 2

Ludovici Ant.i Muratorii **Mei**, 1697

52 – *Guillelmi Cave, Scriptorum Ecclesiasticorum Historia Literaria*, fol. Genava sumptibus Chouet, 1705 -

Ludovici Ant.i Muratorii

53 – *Adolphus Oconis Imperatorum Romanorum Numismata a Francisco Mediobarba aucta*, illustrata, nunc vero expurgata criticis observationibus et additionibus curata Philippo Argelato, fol. Mediolani 1730, ex Aedis Societatis Palatinae

Ludovici Ant.i Muratorii

54 – *Eccardi Giorgio, Corpus Historicum Medii Aevii*, fol. Lipsiae, apud Jo. Frid. Gleditschii e. Fil. 1723, tomi 2

Ludovici Ant.i Muratorii

55 – *Gotefride Guillelmi Leibnitz, Scriptores Rerum Brunsvicensium*, fol. Hanoveri sumptibus Nicolai Foersteri, 1707 tomi 3

Ludovici Ant.i Muratorii **ex dono Auctore**

56 – *Caroli Sigonii, Opera omnia*, editionis Mediolanensis, fol. Mediolani 1732, in Aedibus Palatinis, tomi 6

(Est meus/Mei sunt) - Ludovici Ant.i Muratorii

57 – *Thomae Fazelli, Rerum Sicularum Scriptores*, fol. Francofurti ad Moenum, apud Andr. Wecherii, 1579

Lud. i Ant. i Muratorii, P. 26 Argellati

58 – *Edmundi Martene et Ursini Durand, Thesaurus Novus Anecdotorum*, fol. Lutetiae Parisiorum, sumptibus Florentini Delaulne, 1717, Tomi 5

Ludovici Ant. i Muratorii

59 – *Eorum, Veterum Scriptores, Monumentorum Collectio amplissima*, fol. Parisiis apud Montalant, 1724, Tomi 6

Ludovici Ant. i Muratorii

c. 8

60 – *Vallisneri Antonio, Opere fisico-mediche*, fol. Venezia 1733 apud Sebastiano Coletti

Ludovici Ant. i Muratorii

61 - *Achery (d') Lucae, Spicilegium veterum Scriptorum*, fol. Parisiis apud Montalant, 1723, Tomi III

Ludovici Ant. i Muratorii

62 – *Bibliotheca Telleriana*, fol. Parisiis, ex Typographia regia, 1693

(Est Ludovici Ant. i Muratorii) – Argellati L 22 di Mod.

63 – *Jo. Alberti Fabricii, Bibliographia Antiquaria*, fol. Lipsiae sumptibus Christiani Liebezeit, 1716

Ludovici Ant. i Muratorii

64 – *Samuelis Pitisci, Lexicon Antiquitatum Romanarum*, fol. Leonardiae, excudit Franciscus Halma, 1713, Tomi 2

Ludovici Ant. i Muratorii L 140

65 – *Julii Pollici, Onomasticus*, cum emendationis, supplementis, illustrationis variorum, fol. Amstelodami, ex Officia Westeniana, 1706, Tomi 2

Ludovici Ant. i Muratorii, Soliani, L 220

66 – *Roberti Stephani, Thesaurus Linguae Latinae*, fol. Lugduni 1573, Tomi 4

Ludovici Ant.i Muratorii

67 – *Henrici Stephani, Thesaurus linguae graecae*, fol. 1572, Parisiis excudebat Henricus Stephanus, Tomi 4

68 - *Du Pin Louis Ellies, Bibliothèque des Auteurs Ecclesiastiques*, Paris chez Andrè Pralard

69 – *Monachorum Congregationis S. Mauri, Ecclesiae graecae Monumenta* quae Tomus 4, Monumentorum Ecclesiae graecae Jo.Bapt. Cotelerii constituit, Lutetiae Parisiorum apud Joannem Boudot 1692

70 – *Pietro Giannone, Istoria Regno di Napoli*, Napoli 1723 per Nicolò Naso, Tomi 4

c. 9

71 – *Capitularia Regum Francorum ex editione Baluziana*, fol. Parisiis, excudebat Franciscus Muguet, 1677, Tomi 2

72 – *Le Grand Dictionnaire Historique de Mr. Louis Moreri* avec le supplememnt, fol. Haye aux depens de la Compagnie, 1702, Tomi 2

73 – *Supplement aux anciennes editions du Grand Dictionnaire Historique de Mr.Louis Moreri*, fol. Amsterdam chez Pierre Brunel, 1716, Tomi 2

Ludovici Ant.iMuratorii

74 – *Il Mondo Creato*, Milano 1686, pr. Camillo Corrada

Ludovici Ant.i Muratori **ex dono Auctore** 1695

75 – *Notitia Galliarum Hadriani Valesii*, fol. Parisiis, apud Fredericum Leonard,1675

Ludovici Ant.i Muratorii

76 – *Apologie de la mission de S.Maur*, Apostre des Benedictinis en France par Thierry Ruinart, Paris, chez Pierre de Bats 1702

(Viro Ant. Muratori offert istis Theodoricus Ruinart)

